

2m 11. 2726.8

Université de Montréal

11299675  
V.007

L'État-providence dans un contexte d'internationalisation économique  
Une analyse comparative des pays de l'OCDE

par

Sébastien Dallaire

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en science politique

Mai 1999

© Sébastien Dallaire, 1999



Page 1108

JA  
39  
U54  
1999  
V.007

Université de Montréal

Le présent document est le résultat d'un processus de recherche scientifique  
Les analyses comparatives des pays de l'OCDE

Université de Montréal

Faculté des sciences politiques

1010 Avenue des Arts

Montréal, Québec H3T 3J5

Téléphone : (514) 343-7311

Fax : (514) 343-7312

Site Web : www.umontreal.ca

Université de Montréal

Faculté des sciences politiques



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

L'État-providence dans un contexte d'internationalisation économique  
Une analyse comparative des pays de l'OCDE

présenté par:

Sébastien Dallaire

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Pierre Martin

Richard Nadeau

Alain Noël

Jean-Philippe Thérien

Mémoire accepté le : 99.08.26

## Sommaire

Le mémoire traite de l'impact de l'internationalisation économique sur l'État-providence dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). La recherche vise à mieux comprendre comment les forces économiques internationales influencent les États dans leurs politiques internes. L'étude de cette relation est fondamentale en cette ère de mondialisation. L'hypothèse mise à l'épreuve dans cette recherche est qu'une hausse de l'internationalisation pour un État devrait faire diminuer son degré d'interventionnisme économique. Afin de vérifier la validité de cette hypothèse, cette recherche se divise en deux sections. La première comporte des éléments de définition et une revue étendue des ouvrages scientifiques publiés sur le sujet dans les années récentes. Cette recension permet de cibler deux domaines où l'internationalisation a eu un impact sur les États. Ces deux domaines sont les changements dans les relations de pouvoir entre les acteurs politiques nationaux et la perte d'autonomie dans les politiques monétaire et fiscale des gouvernements nationaux. Il importe toutefois de mentionner que les réponses fournies par les études présentées ne sont pas toutes en accord avec l'idée de la diminution du pouvoir d'intervention de l'État, bien que la majorité des études appuient cette thèse.

Le second chapitre teste l'hypothèse émise à l'aide d'une analyse statistique mettant en relation le niveau d'internationalisation des États avec leurs dépenses totales. Par deux séries de régressions multiples, l'analyse tente de vérifier dans quelle mesure l'ouverture commerciale et financière est associée ou non à un plus faible niveau de dépenses de la part des gouvernements. Les conclusions à tirer de cette seconde analyse sont mitigées. Une première série de tests portant sur une comparaison des relations

multivariées pour les années 1975 et 1995 apporte des résultats ne supportant pas l'hypothèse. Toutefois, la conduite d'une seconde série de tests portant sur les variations dans le degré d'ouverture au cours de deux décennies, de 1975 à 1985 et de 1985 à 1995, tendent à l'appuyer partiellement.

Les résultats de cette recherche ne permettent donc de supporter l'hypothèse de départ qu'en partie. Malgré tout, ces résultats ont une importance non négligeable. Pour les deux séries de tests, ils n'appuient pas du tout la thèse de la compensation, pourtant largement acceptée par les chercheurs dans le domaine. De plus, les résultats des régressions portant sur les variations du niveau d'ouverture économique obligent à prendre au sérieux les possibles effets de l'internationalisation sur l'État-providence. Cette approche plus temporelle devra sans doute être approfondie en raison de son potentiel explicatif des plus prometteurs. Ces quelques constatations mettent en garde contre une attitude trop positive concernant l'impact de l'internationalisation sur l'autonomie des choix politiques nationaux et commandent la prudence.

## Table des matières

	Page
Introduction .....	1
Chapitre premier : L'internationalisation et l'État, les contours du débat théorique....	8
1.1 Mondialisation ou internationalisation ? .....	10
1.2 Un phénomène nouveau ? .....	14
1.3 Les contraintes de l'internationalisation pour l'État-providence .....	30
1.4 Conclusion .....	58
Chapitre second : De la théorie à l'analyse statistique .....	62
2.1 Présentation des indicateurs .....	63
2.2 Choix de l'échantillon de pays .....	71
2.3 L'analyse quantitative .....	72
2.4 Le cas suédois .....	87
2.5 Les limites de l'analyse quantitative .....	92
Conclusion générale : Ne vaut-il pas mieux prévenir que guérir ? .....	98
Bibliographie .....	107

**Liste des tableaux**

	Page
Tableau 1.1 : Ratio des échanges de marchandises (exportations plus importations) sur le PIB, 1913, 1950, 1973 .....	16
Tableau 1.2 : Flux de capitaux depuis 1870 .....	17
Tableau 2.1 : Résumé des mesures et des relations anticipées .....	70
Tableau 2.2 : Présentation des données pour 1975 et 1995 .....	75
Tableau 2.3 : Corrélations entre les variables pour 1975 et 1995 .....	77
Tableau 2.4 : Régressions multiples pour 1975 et 1995 .....	78
Tableau 2.5 : Présentation des données sur les variations pour les deux périodes .....	82
Tableau 2.6 : Corrélations entre les variables pour 1975-1985 et 1985-1995 .....	84
Tableau 2.7 : Régressions multiples pour les deux périodes .....	86

**Liste des figures**

	Page
Graphique 1 : Ratio des exportations sur le PIB aux prix du marché .....	17

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Alain Noël et Pierre Martin, mes deux directeurs de recherche, pour leur aide constante et leurs précieux conseils. Sans leur soutien et leur encadrement, rien de ceci n'aurait été possible. Je remercie également tous les gens qui m'entourent, Marie, mes parents, toute ma famille et belle-famille ainsi que mes amis, pour avoir enduré mes longues heures d'inattentions et de divagations lors de la rédaction de ce mémoire. Mais par-dessus tout, je les remercie pour toute l'affection et les encouragements qu'ils me donnent jour après jour, peu importe mon humeur. Plus particulièrement, je me dois de mentionner l'aide immense fournie par ma mère, Jean Berthold et Marie, qui ont passé de nombreuses heures à lire et relire les différentes sections de ce mémoire afin d'améliorer la qualité de la langue.

*À Amélie, Jérémy et Nicolas, le futur*

---

## L'ÉTAT-PROVIDENCE DANS UN CONTEXTE D'INTERNATIONALISATION ÉCONOMIQUE. UNE ANALYSE COMPARATIVE DES PAYS DE L'OCDE.

Le phénomène de la "mondialisation" est devenu un thème très en vogue, utilisé à outrance dans les milieux politique, universitaire ou journalistique. Cette mode a fait du terme un mot "attrape-tout" employé pour expliquer une panoplie de problèmes ou de transformations. Les changements technologiques, la montée de l'Internet, les fusions de grandes corporations financières, le problème du chômage, bref presque tout peut être attribué à la mondialisation des marchés. L'accroissement des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux à l'échelle planétaire suscite beaucoup d'inquiétude dans la population et les sphères décisionnelles des pays développés.<sup>1</sup> Malgré les nombreuses réserves, le mouvement vers une plus grande ouverture se poursuit et les institutions financières internationales (IFI), qui gagnent en importance, en font la promotion constante comme seule voie à suivre en cette ère de mondialisation.<sup>2</sup>

Les débats d'idées sur l'impact de l'ouverture économique ne datent pas d'hier, étant présents depuis plusieurs siècles dans les luttes intellectuelles et politiques portant sur l'économie nationale.<sup>3</sup> Certains auteurs se servent d'ailleurs de ce fait pour démontrer que rien n'a vraiment changé et que les craintes n'ont jamais été fondées au regard des résultats des vagues d'ouverture.<sup>4</sup> Cette argumentation fait cependant abstraction de plusieurs éléments explicatifs très importants

---

<sup>1</sup> Sans oublier les chercheurs qui présentent le phénomène de façon plutôt alarmiste, comme Hans Peter Martin et Harald Schumann, *The Global Trap: Globalization and the Assault on Democracy and Prosperity*, New York: Zed Books, 1997; ainsi que William Greider, *One World, Ready or Not: The Manic Logic of Global Capitalism*, New York: Touchstone, 1997.

<sup>2</sup> Voir par exemple le discours inaugural très inspiré du Président du FMI, Michel Camdessus, au sujet du rôle des institutions de Bretton Woods dans le contexte de la mondialisation, lors de la rencontre annuelle de 1996, dans FMI, "Presentation of the Fifty First Annual Report by the Chairman of the Executive Board and Managing Director of the International Monetary Fund, Michel Camdessus", *Summary Proceedings: Annual Meeting 1996*, Washington, D.C.: FMI, 1996, pp. 15-21.

<sup>3</sup> Voir l'excellente chronologie des débats sur le libre-échange dans le livre de David Irwin, *Against the Tide: An Intellectual History of Free Trade*, Princeton: Princeton University Press, 1996.

<sup>4</sup> Voir notamment Geoffrey Garrett, "Global Markets and National Politics: Collision Course or Virtuous Circle ?", *International Organization* 52, no. 4, 1998: 787-824.

des résultats des vagues d'ouverture.<sup>4</sup> Cette argumentation fait cependant abstraction de plusieurs éléments explicatifs très importants dans la différenciation des époques précédentes avec la période actuelle comme le démontre le premier chapitre de cette recherche. Les mouvements d'idées beaucoup plus nombreux, les sorties et entrées de capitaux à court terme plus rapides et déstabilisatrices en raison des avancées technologiques, ainsi que le contexte politique et social dans lequel s'inscrit chacune des vagues d'ouverture permettent de douter que les périodes soient pratiquement identiques. La période actuelle d'ouverture des marchés comporte des éléments au potentiel déstabilisateur plus grand que jamais.

Les années récentes soulèvent beaucoup de questions relativement aux risques associés à cette ouverture économique. Les pays développés sont aux prises avec une hausse des inégalités sociales, un accroissement de la pauvreté et de l'exclusion sociale et des taux de chômage élevés. Cette tendance récente va à l'encontre de ce qui a été connu dans l'ensemble du vingtième siècle.<sup>5</sup> Ces problèmes peuvent être attribués à de nombreuses causes, mais la mondialisation est fréquemment retenue comme une des plus saillantes. Puisque les États-Unis réussissent mieux que les autres États en termes de réduction du chômage, ils sont de plus en plus souvent présentés comme le modèle à suivre pour les autres États. Cependant, ce faible taux de chômage s'accompagne du plus haut niveau d'inégalités salariales<sup>6</sup>, de pauvreté et de violence parmi tous les pays

---

<sup>4</sup> Voir notamment Geoffrey Garrett, "Global Markets and National Politics: Collision Course or Virtuous Circle ?", *International Organization* 52, no. 4, 1998: 787-824.

<sup>5</sup> Voir par exemple Nico Wilterdink, "Increasing Income Inequality and Wealth Concentration in the Prosperous Societies of the West", *Studies in Comparative International Development* 30, no. 3, 1995: 4

<sup>6</sup> Pour des statistiques récentes sur le sujet, voir Peter Gottschalk et Timothy M. Smeeding, "Cross-National Comparisons of Earnings and Income Inequality", *Journal of Economic Literature* 35, no. 2, 1997, pp. 633-687.

de l'échantillon étudié dans le cadre de cette étude. Cette situation donne-t-elle vraiment une idée de ce qu'est le prix à payer pour pouvoir être plus compétitif<sup>7</sup> dans un monde de plus en plus intégré économiquement ?

Plusieurs questions viennent alors à l'esprit des chercheurs qui veulent connaître plus en détail les véritables effets de ce phénomène. L'internationalisation<sup>8</sup> est-elle vraiment une nouveauté ? Qui en profite ? Est-ce la fin de l'État-nation tel que nous le concevons depuis quatre décennies ?<sup>9</sup> Comment les États peuvent-ils aider leurs citoyens à faire face à cette nouvelle donne internationale ? Cette recherche ne prétend pas répondre à toutes ces questions—bien que chacune soit traitée indirectement dans le texte—mais propose plutôt de fournir une analyse de l'impact de la mondialisation économique sur les politiques associées à l'État-providence dans quinze pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

Plus précisément, cette étude prend pour point de départ la question suivante : quel est l'impact de l'internationalisation économique sur le degré d'interventionnisme de l'État-providence ? Les réponses fournies jusqu'ici sont plutôt équivoques. Les études de cas plus qualitatives portant sur cette relation affirment majoritairement que l'effet est très marqué, puisque les politiques de redistribution et l'autonomie même des

---

<sup>7</sup> Le thème de la compétitivité a vraiment fait boule de neige dans les dernières années, devenant même un outil de propagande très fort selon certains auteurs. Pour des discussions intéressantes sur le sujet, voir notamment Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité. Vers un nouveau contrat mondial*, Montréal: Boréal, 1995 ; Paul Krugman, "Competitiveness: A Dangerous Obsession", *Foreign Affairs* 73, no. 2, 1994 ; ainsi que Paul Krugman, *Pop Internationalism*, Cambridge: MIT Press, 1996.

<sup>8</sup> Le terme internationalisation est préféré à celui de mondialisation dans cette recherche pour des raisons de définition opérationnelle. La différence pratique entre les deux termes est expliquée plus en détail à la première partie du chapitre 1.

<sup>9</sup> Voir notamment Peter Evans, "The Eclipse of the State? Reflections on Stateness in an Era of Globalization", *World Politics* 50, no. 1, 1997: 62-87; Michael Mann, "Has Globalization Ended the Rise and Rise of the Nation-State?" , *Review of International Political Economy* 4, no. 3, 1997: 472-496; Martin Shaw,

politiques macroéconomiques nationales telles que conçues depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sont fortement circonscrites par les mouvements de biens et de capitaux. À l'inverse, plusieurs études à caractère plus quantitatif tendent à prétendre le contraire, soit que l'effet n'est que très minime et que les États possèdent les outils pour faire face à ces mouvements commerciaux et financiers.

À la lumière des différents arguments et résultats statistiques présentés dans les ouvrages sur le sujet, il semble difficile de croire que rien n'ait changé pour les États. Tout devient plutôt une question de profondeur des modifications en cours. Effectivement, bien que les études quantitatives ne donnent que rarement des résultats très convaincants sur l'effet de l'internationalisation, les arguments et démonstrations des recherches qualitatives demeurent difficiles à contourner. Les thèses sur les changements de l'équilibre politique à l'intérieur des États et celles portant sur les contraintes macroéconomiques tendent à appuyer avec une certaine force l'idée d'une perte d'autonomie nationale en matière d'interventionnisme étatique. La présente étude a d'ailleurs pour objectif de tenter de rétablir quelque peu l'équilibre entre les recherches qualitatives et quantitatives. Dans l'atteinte de cet objectif, l'hypothèse suivante sera testée : plus un État s'insère commercialement et financièrement dans l'économie internationale, plus ses possibilités d'intervention dans son économie nationale sont restreintes.

Pour parvenir à appuyer ou infirmer cette hypothèse tout en tentant de rétrécir le fossé entre les deux types de recherche, cette analyse procède tout d'abord à une revue exhaustive des études réalisées jusqu'à maintenant. Cet état de la question permet également de mettre en place les balises théoriques servant à établir les sous-hypothèses

mises à l'épreuve dans le second chapitre. Dans ce deuxième chapitre, une série de tests statistiques dans lesquels certains éléments de contrôles inutilisés dans les recherches faites jusqu'ici sont introduits, permet d'ajouter des éléments empiriques à la discussion plus théorique du chapitre 1. Vient ensuite une explication des limites de ce genre de tests, qui permet d'apporter des éléments de réflexion pour les recherches à venir sur le sujet. L'ajout de cette discussion nuance les conclusions suggérées par les données statistiques.

Les résultats de l'analyse statistique produite dans ce mémoire apportent des conclusions plutôt mitigées relativement à l'hypothèse émise. Une première méthode de régression multiple comparant les résultats de l'impact de l'ouverture commerciale et financière sur le degré d'interventionnisme des États en 1975 et en 1995 pour les 15 pays de l'échantillon donne des résultats plutôt défavorables à l'hypothèse. Par contre, une deuxième approche qui ajoute une dimension temporelle à l'étude de la relation permet d'appuyer partiellement les présomptions de départ. Il semble en effet que les variations dans le temps des niveaux d'ouverture ont un impact sur le niveau des dépenses gouvernementales. Cependant, une hausse de l'ouverture commerciale n'entraîne pas directement une baisse des dépenses gouvernementales. Cette hausse des échanges commerciaux dans les dernières années n'est toutefois plus associée à un niveau de dépenses plus élevé, comme démontré par les tenants de la thèse de la compensation, présentée dans le premier chapitre. Par contre, l'ouverture financière semble avoir un impact négatif sur les dépenses des gouvernements selon les résultats de l'analyse statistique faite sur les variations dans le niveau des échanges.

La démonstration se divise donc en deux chapitres, tel que mentionné ci-dessus. Le premier chapitre se consacre à la présentation du sujet en général, ce qui englobe quelques éléments de définition du concept d'internationalisation, ainsi qu'un état de la question sur la relation entre l'internationalisation et les États-providence nationaux. La discussion sur la définition à donner au terme de l'internationalisation permet de mieux comprendre comment les différentes façons de le concevoir changent nettement les effets que l'on peut lui attribuer. On peut ainsi parler d'intégration économique, culturelle, technologique ou autre. Les termes d'internationalisation, d'intégration économique et de mondialisation sont souvent employés sans discernement, alors que les différences entre chacun sont sensibles. Étant donné les utilisations exagérées ou fallacieuses de ces concepts par certains auteurs ou politiciens, il est important de bien cerner la signification du terme pour cette recherche. La seconde partie de ce chapitre traite de l'ensemble des études scientifiques élaborées sur la relation entre la mondialisation et l'État-providence, afin de mettre en place l'argument théorique à la base des hypothèses soulevées. Cette revue des travaux accomplis jusqu'ici donne également l'heure juste sur les débats centraux au sein de la science politique sur le thème de la présente recherche. Elle cible bien le fossé qui existe entre les études qualitatives et quantitatives portant sur les effets de l'internationalisation et permet de soulever les problèmes auxquels cette recherche tente de remédier. Bien entendu, cette analyse n'a pas l'ambition de pallier à toutes les ambiguïtés qui persistent dans le domaine, mais elle vise plutôt à améliorer la compréhension du phénomène et à tenter d'apporter des outils de mesure plus appropriés pour de futures recherches.

Le second chapitre du texte présente l'analyse statistique. La première section traitant des données employées trace un portrait des différents indicateurs retenus, de

leur pertinence dans ce type d'analyse et de leur utilisation par d'autres chercheurs. Cette section est fondamentale puisque chaque changement dans le choix des indicateurs pourrait avoir une incidence très grande sur les résultats des tests et pourrait remettre en cause la crédibilité du modèle. La deuxième partie de ce chapitre expose les types de tests employés et les périodes de temps incluses dans l'analyse. Les méthodes de régression employées sont relativement simples, mais comportent à la fois un élément de coupe transversale et un aspect plus dynamique et temporel. La période étudiée dans les deux types de tests est de 1975 à 1995. Enfin, le troisième élément de ce chapitre porte sur une discussion de la pertinence des résultats statistiques de cette recherche et d'autres études empiriques sur la relation entre l'internationalisation et l'État-providence, tout comme pour les analyses traitant de l'impact de l'internationalisation sur d'autres phénomènes nationaux. Les chiffres peuvent ainsi difficilement représenter le phénomène global qu'est l'internationalisation, en plus de ne pouvoir que très vaguement tenir compte des changements dans les structures de l'État-providence. Cette discussion a pour but de faire avancer les connaissances sur le sujet en tentant d'engendrer une prise de conscience des limites et des avantages du type de recherche employé dans ce mémoire, ce que plusieurs auteurs omettent de préciser dans leurs travaux.

## **CHAPITRE PREMIER**

### **L'INTERNATIONALISATION ET L'ÉTAT, LES CONTOURS DU DÉBAT THÉORIQUE**

Le premier chapitre de la recherche a pour objectif de présenter les concepts et le cheminement causal sur lequel les hypothèses de la recherche reposent. Il permet donc de mettre en place les balises de l'analyse statistique présentée au second chapitre. Dans un premier temps, une définition du concept d'internationalisation est présentée pour mettre en relief l'importance d'une compréhension des différentes notions que ce terme comporte. La différence entre les concepts d'internationalisation et de mondialisation s'avère particulièrement importante. La mondialisation comporte beaucoup plus d'éléments que l'internationalisation. La raison du choix de l'internationalisation pour cette étude est avant tout de nature empirique. La mesure de ce concept est possible, alors que l'idée de la mondialisation demeure plutôt théorique et plus difficilement observable empiriquement.

En second lieu, une discussion sur la nouveauté du phénomène de la mondialisation démontrera que, malgré bien des similitudes apparentes avec la première vague d'internationalisation des années du libre-échange classique et de l'étalon-or, la situation actuelle est bien différente. Les changements technologiques importants des dernières décennies ont rendu les possibilités de mouvements rapides de capitaux plus réelles et contraignantes pour les États en plus de changer la nature des échanges. Les deux périodes diffèrent également en raison du contexte international dans lequel ces échanges se sont développés. Alors que dans la première période les gouvernements ne remplissaient que peu de fonctions directes dans les domaines économique et social, la seconde vague s'est opérée dans un contexte de fort interventionnisme, sous le régime de Bretton

Woods. Ce régime établi après la Seconde guerre mondiale permettait de maintenir un système d'échanges ouvert tout en conservant l'autonomie politique interne des États. La fin du régime de Bretton Woods a permis la libéralisation massive des marchés de capitaux et a mis fin au compromis entre les besoins internes et externes. Ce changement a fait augmenter drastiquement la force des contraintes internationales sur les politiques de l'État-providence. La combinaison d'un système économique ouvert et d'un État-providence développé est donc nouvelle et contradictoire. Cette différenciation des deux grandes périodes d'ouverture économique permet de contrer les arguments prétendant que puisque tout ceci s'est déjà produit, la situation actuelle ne représente qu'un retour à la normale et ne s'avère pas inquiétante.

La troisième section de ce premier chapitre traite de la hausse des contraintes internationales. Premièrement, l'augmentation des échanges commerciaux et financiers, combinée à la fin du compromis de Bretton Woods, a mené à une recrudescence du pouvoir du capital sur les travailleurs et l'État. Le capital n'a donc plus autant intérêt à coopérer avec les travailleurs et l'État en raison de sa capacité à outrepasser les règles nationales pour s'établir ailleurs. Les deux autres acteurs n'étant pas aussi mobiles (parler de mobilité dans le cas de l'État semble d'ailleurs plutôt étrange), leur pouvoir de négociation a diminué. Cette conclusion est toutefois contredite par certains auteurs qui prétendent que l'ouverture économique accrue donne des raisons supplémentaires aux travailleurs de s'organiser afin de demander une plus grande protection gouvernementale. Bien que la majorité des études ne croient pas en cette vision, elle demeure incontournable et s'appuie sur des résultats statistiques plutôt forts.

À ces changements dans les rapports de force s'ajoutent des contraintes macro-économiques. Ainsi, les politiques monétaires et fiscales des États ne sont plus aussi

efficaces maintenant que les frontières sont ouvertes, particulièrement dans le domaine financier. Ces deux outils sont pourtant à la base des politiques économiques de l'État-providence dans son rôle redistributif. La stimulation de la demande intérieure en situation de crise ou de ralentissement économique ne peut donc plus se faire, ou du moins très peu, par l'utilisation de ces instruments politiques. Cependant, tout comme pour les changements dans les relations de pouvoir, certaines études se dressent à l'encontre de cet argument. Les résultats statistiques de la plupart des recherches sur ces contraintes macroéconomiques, surtout dans le domaine de la fiscalité, ne donnent que des réponses ambiguës sur la nature des pressions. Donc, bien que les arguments suggérant que l'internationalisation contraigne fortement les politiques monétaires et fiscales fassent preuve d'une logique solide, la prudence demeure de mise.

En résumé, le phénomène d'internationalisation actuel est nouveau et impose des contraintes aux États, qui peuvent de plus en plus difficilement lutter contre celles-ci. En raison des changements dans les rapports de force et de la perte d'autonomie dans les politiques monétaires et fiscales, une hausse de l'internationalisation dans un État devrait se traduire par une baisse de l'interventionnisme gouvernemental national.

### **1.1) Mondialisation ou internationalisation ?**

Le terme de la mondialisation est trop souvent employé "à toutes les sauces" pour tenter de comprendre des phénomènes pour lesquels les explications se font rares ou discutables. La référence à ce terme peut aussi être très utile pour les politiciens qui cherchent à éviter certains choix difficiles, ou encore à camoufler leurs fautes en les repoussant sur un phénomène extérieur : "[...] *many of the world's leaders have found*

*the competitive metaphor useful as a political device. The rhetoric of competitiveness turns out to provide a good way either to justify hard choices or to avoid them*".<sup>10</sup> Les gouvernants peuvent accueillir avec enthousiasme les nouvelles idées de déréglementation et de libéralisation qui accompagnent le phénomène de la mondialisation, comme les mandats de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne le démontrent.<sup>11</sup> Ce problème évident rend les gens très méfiants à la mention du mot "mondialisation". Ceci est malheureux, car le terme n'est pas vide de sens s'il est employé adéquatement :

*"Ideas of 'globalization' are so broad, so diverse and so changeable that it sometimes seems possible to pronounce virtually anything on the subject. Although this danger is clearly present, notions of 'globalization' can—when developed with care, precision, consistency and suitable qualifications—be more than intellectual gimmick."*<sup>12</sup>

Il ne faudrait pas en oublier l'importance uniquement parce que le terme se veut très à la mode. Toutefois, comme le soulignait Susan Strange, les chercheurs devraient tenter de limiter la portée de leurs définitions à des éléments observables : *"We should stick to those aspects of globalization that can be documented"*.<sup>13</sup>

Mais quelles sont les principales différences entre les concepts de mondialisation et d'internationalisation ? Comme Hirst et Thompson l'expliquent bien, le premier terme suppose une absence de frontières, des mouvements qui transcendent l'État-nation, alors que le second fait plutôt référence à une plus grande ouverture de l'économie nationale

---

<sup>10</sup> Paul Krugman, "Competitiveness", p. 40. Voir également Ton Notermans, "The Abdication from National Policy Autonomy: Why the Macroeconomic Policy Regime has Become so Unfavorable to Labor", *Politics and Society* 21, no. 2, 1993: 153.

<sup>11</sup> Voir David Armstrong, "Globalization and the Social State", *Review of International Studies* 24, no. 3, 1998: 467.

<sup>12</sup> Jan Aart Scholte, "Global Capitalism and the State", *International Affairs* 73, no. 3, 1997: 430.

<sup>13</sup> Susan Strange, "Globaloney", *Review of International Political Economy* 5, no. 4, 1998: 704.

des États face à l'économie internationale.<sup>14</sup> La mondialisation inclut les sphères économique, politique, culturelle, idéologique et autres, dans sa définition la plus large.<sup>15</sup> Même en diminuant la portée du concept, on peut difficilement mettre de côté la notion de supranationalité étant donné le caractère "global" du concept de mondialisation. Au contraire, le concept d'internationalisation conserve l'État comme principale base analytique et considère les changements en termes de relations entre États et avec les autres acteurs dans le système économique international. Les États nationaux demeurent donc des acteurs et non des éléments passifs du système. Plusieurs auteurs utilisent indistinctement les deux termes, avec des conséquences importantes. Prétendre par exemple que la mondialisation (sans définir clairement ce que le concept signifie) n'a pas d'effet sur les États nationaux, alors que les chiffres utilisés traitent avant tout de l'internationalisation économique, s'avère erroné.<sup>16</sup>

Quel concept est approprié ? Le choix dépend clairement du type de recherche proposé. La notion d'internationalisation semble beaucoup plus à propos dans le cas présent. Mettre l'accent sur la mondialisation supposerait que les États n'ont plus vraiment d'importance dans les relations économiques internationales, dont ils ne seraient que des sujets passifs. Ce choix est donc à proscrire puisque cette étude tente de comprendre les réactions des États face aux pressions économiques internationales.

Par internationalisation, cette analyse entend une hausse des échanges commerciaux et financiers internationaux, qui équivaut également à une hausse de l'interdépen-

---

<sup>14</sup> Paul Hirst et Grahame Thompson, *Globalization in Question*, Londres: Polity Press, 1996, pp. 8-13.

<sup>15</sup> Voir James H. Mittelman (dir.), *Globalization: Critical Reflections*, Boulder: Lynne Rienner, 1996, p. 3.

<sup>16</sup> Jan Aart Scholte expose clairement l'impact important du choix de définition dans "Global Capitalism and the State".

dance économique.<sup>17</sup> Ceci signifie plus qu'une simple facilitation des échanges par la levée des barrières au commerce ou aux mouvements de capitaux, qui ressemble plutôt à ce que Jan Aart Scholte nomme libéralisation,<sup>18</sup> puisque la quantité de mouvements y est incluse. On retrouve donc à la fois la facilitation des échanges internationaux et leur quantité dans le concept d'internationalisation tel qu'employé dans cette recherche. Cette définition se rapproche donc plutôt de celle de Robert O. Keohane et Helen V. Milner, qui indiquent que l'internationalisation est un processus provoquant une baisse des coûts de transaction internationaux, amenant ainsi une hausse des mouvements de biens, services et capitaux.<sup>19</sup> Ainsi, la facilité et la quantité des mouvements sont introduites dans cette définition. Dans la présente analyse, la facilité des mouvements est prise comme un fait structurel établi et c'est avant tout la quantité des mouvements qui est mesurée. Bien entendu, les biens, services et capitaux ne sont pas totalement libres de circuler entre les frontières. Cependant, comme précisé dans la discussion sur le choix des indicateurs, le poids des échanges pour chaque État s'avère l'élément primordial pour cette recherche. Les barrières aux mouvements de biens, services et capitaux demeurent certes présentes et non négligeables pour certains pays, mais la plupart des pays de l'échantillon employé dans cette étude sont fortement ouverts à l'économie internationale malgré ces quelques différences.<sup>20</sup>

---

<sup>17</sup> Pour des ouvrages classiques au sujet de l'interdépendance, voir Richard Cooper, *The Economics of Interdependence*, New York: McGraw-Hill, 1968; ou sur un aspect plus politique, Robert O. Keohane et Joseph Nye Jr., *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston: Little Brown, 1977.

<sup>18</sup> Jan Aart Scholte, "Global Capitalism and the State", p. 431.

<sup>19</sup> Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, p. 4.

<sup>20</sup> Plusieurs auteurs considèrent d'ailleurs que la mobilité des capitaux pourrait même être considérée comme une structure à part entière du système international, considérant son effet comme uniforme pour tous les pays. Voir par exemple David Andrews, "Capital Mobility and State Autonomy: Toward a Structural Theory of International Monetary Relations", *International Studies Quarterly* 38, no. 2, 1994: 193-

## 1.2) Un phénomène nouveau ?

Les quelques éléments de définition du concept d'internationalisation apportés amènent à se questionner sur la nouveauté du phénomène. Quiconque veut exposer les effets de l'internationalisation à l'heure actuelle doit pouvoir démontrer que la présente ère économique est différente des époques précédentes. Sinon, pourquoi devrait-on s'en inquiéter aujourd'hui, alors que le débat sur le sujet existait à peine il y a tout juste quelques années ? Les discussions demeurent vives au sujet de la nouveauté du phénomène, aussi bien en science politique qu'en économie. La réponse dépend encore une fois de la définition donnée à l'internationalisation. En regardant l'évolution récente dans l'économie internationale, tout semble avoir énormément changé. Les échanges commerciaux internationaux croissent à un rythme deux fois plus rapide que la production économique, alors que les transactions financières mondiales quotidiennes sont passées de 190 à 1 190 milliards de dollars US par jour entre 1988 et 1998.<sup>21</sup> Si le terme est pris dans son sens global, comme le font Scholte et Mittelman<sup>22</sup>, les différences entre la période actuelle d'internationalisation et la vague d'ouverture de l'ère du libre-échange classique sont nombreuses. Les échanges de l'époque ayant précédé la Première guerre mondiale ne touchaient pas à autant de domaines, puisque les cultures demeuraient relativement protégées et que le rythme des communications ne permettait pas de connaître immédiatement les événements se déroulant dans les autres pays. Malgré une grande

---

218; ainsi que Michael C. Webb, "International Economic Structures, Government Interests, and International Coordination of Macroeconomic Adjustment Policies", *International Organization* 41, no. 3, 1991: 309-342. Le concept de structure fait référence au structuralisme de Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading: Addison-Wesley, 1979.

<sup>21</sup> Selon les estimations de Richard E. Baldwin et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation: Superficial Similarities, Fundamental Differences", *NBER Working Paper* no. 6904, 1999, p. 7.

<sup>22</sup> Jan Aart Scholte, "Global Capitalism and the State"; James H. Mittelman, *Globalization: Critical Reflections*.

ouverture économique, les acteurs sociaux et économiques demeuraient relativement isolés des contacts avec l'extérieur.

La notion d'internationalisation économique tel qu'employée dans cette étude fait grandir le scepticisme puisque le terme se veut avant tout relié au degré d'ouverture des économies nationales. Dans ce cas, l'argument voulant que les choses soient plus ou moins revenues au même niveau qu'avant la Première Grande Guerre prend un poids considérable.<sup>23</sup> Comme le montre les tableaux 1.1 et 1.2, les données historiques sur les flux commerciaux et financiers depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle donnent effectivement l'impression que rien n'est bien différent, mais que la période d'anomalie a plutôt été celle de l'entre-deux guerres, où les échanges ont vraiment connu une baisse substantielle.<sup>24</sup> Robert Zevin conclut d'ailleurs, au regard des données sur la finance, que : "*while financial markets have certainly tended toward greater openness since the end of the Second World War, they have reached a degree of integration that is neither dramatic nor unprecedented in the larger historical context of several centuries*".<sup>25</sup> Cependant, il ne fait pas de doute au regard du graphique 1.1 que la vitesse à laquelle les économies nationales se sont ouvertes au commerce extérieur depuis la fin de la Seconde guerre mondiale est fort impressionnante. Cette croissance fulgurante des échanges peut contribuer à

---

<sup>23</sup> Voir entre autres Maurice Obstfeld et Alan M. Taylor, "The Great Depression as a Watershed: International Capital Mobility in the Long Run", *NBER Working Paper* no. 5960, 1997.

<sup>24</sup> Pour une analyse détaillée sur l'ouverture financière dans les deux périodes, voir entre autres Tamim Bayoumi, "Saving-Investment Correlations: Immobile Capital, Government Policy, or Endogenous Behavior?", *IMF Staff Papers* 37, no. 2, 1990: 360-387; Maurice Obstfeld et Alan M. Taylor, "The Great Depression"; Philip Turner, "Capital Flows in the 80s: A Survey of Major Trends", *BIS Economic Papers* no. 30, 1991.

<sup>25</sup> Robert Zevin, "Are World Financial Markets more Open? If So, Why and With What Effects?", dans Tariq Banuri et Juliet B. Schor (dirs.), *Financial Openness and National Autonomy: Opportunities and Constraints*, Oxford: Clarendon Press, 1992, p. 43.

donner l'impression que la vague actuelle d'intégration économique est sans précédent et irréversible.

Malgré ces chiffres relativement semblables entre les deux périodes, les différences sont nombreuses. La première considération dont il faut tenir compte est le poids du gouvernement dans l'économie. À l'époque du libre-échange classique, la taille économique des États s'avérait fort restreinte en comparaison avec celle d'aujourd'hui. Pour cette raison, il est normal que les ratios en subissent les conséquences, puisque le PIB croît en fonction des changements dans la taille du secteur public. Le total des échanges devient ainsi moins important par rapport à l'ensemble de l'économie. Ce constat n'explique cependant qu'une partie de la similitude des données. Il ne fait pas de doute qu'elle existe réellement. Les véritables différences ne se situent pas dans les chiffres, mais bien dans la structure, le contexte et l'impact politique des échanges. Comme le précisent Baldwin et Martin, les deux grandes vagues de mondialisation<sup>26</sup> partagent de nombreuses similarités superficielles, mais sont fondamentalement différentes.<sup>27</sup>

**Tableau 1.1** : Ratio des échanges de marchandises (exportations plus importations) sur le PIB, 1913, 1950, 1973

	1913	1950	1973
Allemagne	35,1	20,1	35,2
États-Unis	11,2	7,0	10,5
France	35,4	21,2	29,0
Royaume-Uni	44,7	36,0	39,3
Pays-Bas	103,6	70,2	80,1
Moyenne:	46,0	30,9	38,8

Source : Angus Maddison, "Growth and Slow-Down in Advanced Capitalist Economies: Techniques of Quantitative Assessments", *Journal of Economic Literature* 25, no. 2, 1987, Tableau A-23, p. 695.

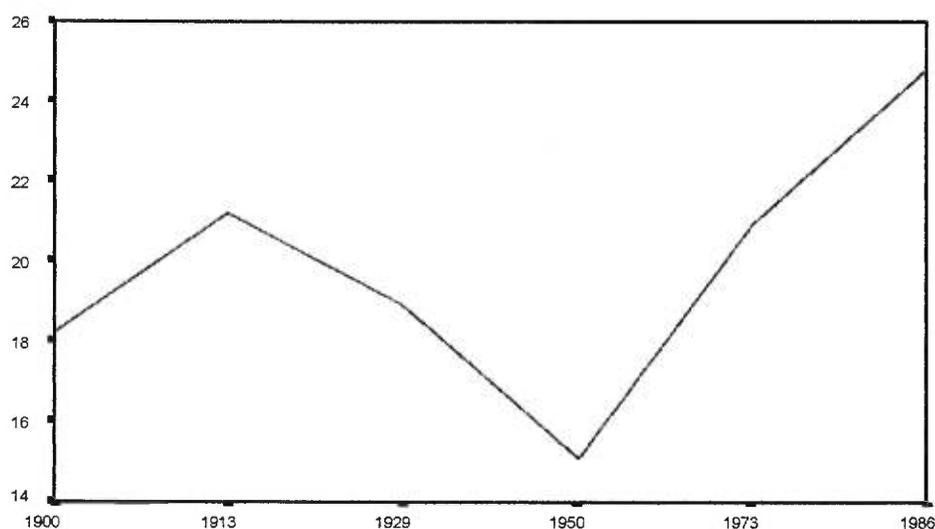
<sup>26</sup> Ils emploient le terme de mondialisation, mais cela réfère plutôt à celui d'internationalisation selon notre définition.

<sup>27</sup> Richard E. Baldwin et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation", p. 1.

**Tableau 1.2** : Flux de capitaux depuis 1870 (Ratio du compte courant sur le PIB)

	R-U	É-U	Australie	Canada	France	Allema- gne	Italie	Japon
1870-1889	4,6	0,7	8,2	7,0	2,4	1,7	1,2	0,6
1890-1913	4,6	1,0	4,1	7,0	1,3	1,5	1,8	2,4
1919-1926	2,7	1,7	4,2	2,5	2,8	2,4	4,2	2,1
1927-1931	1,9	0,7	5,9	2,7	1,4	2,0	1,5	0,6
1932-1939	1,1	0,4	1,7	2,6	1,0	0,6	0,7	1,0
1947-1959	1,2	0,6	3,4	2,3	1,5	2,0	1,4	1,3
1960-1973	0,8	0,5	2,3	1,2	0,6	1,0	2,1	1,0
1974-1989	1,5	1,4	3,6	1,7	0,8	2,1	1,3	1,8
1989-1996	2,6	1,2	4,5	4,0	0,7	2,7	1,6	2,1

Source : Richard E. Baldwin et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation", p. 8, table 5. Transformation des données de Alan M. Taylor, "International Capital Mobility".

**Graphique 1** : Ratio des exportations sur le PIB aux prix du marché

Source : Angus Maddison, *L'économie mondiale au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris: OCDE, 1989, Tableau D-6, p. 155.

La première vague d'internationalisation (environ de 1820 à 1913) était bien caractérisée par des échanges de biens, services et capitaux fort semblables à ceux d'aujourd'hui en termes de quantité et de liberté des mouvements. Cependant, une première différence importante se situe au niveau de la structure de ces échanges. Alors que la

première vague était organisée en fonction des changements technologiques dus à la Révolution industrielle, la seconde est plutôt centrée sur la révolution dans les communications : "*While the first era globalized the benefits of the industrial revolution, the second is doing the same for the new revolution in information and communication technologies*".<sup>28</sup> Selon Bordo, Eichengreen et Kim, les changements dans les communications entre les deux époques permettent désormais aux acteurs économiques d'être mieux informés pour entreprendre leurs activités, ce qui accentue la logique du libre-marché.<sup>29</sup> Ceci provoque donc une grande diversification des types de capitaux échangés par rapport à la première vague d'ouverture économique.

Dans le même ordre d'idée, Baldwin et Martin soutiennent que les échanges sont de plus en plus reliés aux idées.<sup>30</sup> Ceci est étroitement lié au changement dans les communications. Les acteurs économiques étant en contact plus direct avec les marchés extérieurs, leur connaissance des autres États, régions ou populations s'en trouve renforcée. Les idées circulant plus rapidement et plus librement entre chaque État, rares sont les décisions politiques ou économiques des gouvernements qui ne sont pas documentées un peu partout sur la planète.<sup>31</sup> Dans ce cas, les actions ou même les intentions des gouvernements sont encore plus importantes qu'à l'époque de la première vague d'inter-

---

<sup>28</sup> Micheal D. Bordo, Barry Eichengreen et Jongwoo Kim, "Was There Really an Earlier Period of International Financial Integration Comparable to Today?", *NBER Working Paper* no. 6738, 1998, p. 27.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

<sup>30</sup> Richard E. Baldwin et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation".

<sup>31</sup> Walter Wriston, ancien Président et directeur des opérations de la Citybank, prétend d'ailleurs que les réactions aux politiques gouvernementales sont pratiquement instantanées en raison de la révolution dans les communications: "*What it means, very simply, is that bad monetary and fiscal policies anywhere in the world are reflected within minutes on the Reuters screens in the trading rooms of the world. Money only goes where it's wanted, and only stays where it's well treated, and once you tie the world together with telecommunications and information, the ball game is over.*" Citation parue dans Jeffrey A. Frieden, *Banking on the World: The Politics of International Finance*, New York: Basil Blackwell, 1987, pp. 114-115. Voir aussi Walter Wriston, "Technology and Sovereignty", *Foreign Affairs* 67, no. 2, 1998: 63-75.

nationalisation, puisque leur impact sur les décisions des acteurs économiques nationaux et internationaux devient plus direct et plus rapide. Les contraintes pouvant affecter les politiques nationales prennent donc un caractère plus concret aujourd'hui.

Outre ces deux grandes différences entre les deux périodes d'ouverture économique, la plus importante divergence pour cette recherche concerne le contexte historique dans lequel s'insère l'internationalisation. Dans la période précédant 1914, les États n'avaient qu'un rôle très limité dans l'économie et dans la société en particulier. Le suffrage n'était que rarement universel et les citoyens plus démunis devaient compter sur d'autres ressources que celles de l'État pour survivre. Le portrait est toutefois tout autre aujourd'hui. L'État compte pour plus de la moitié de la production nationale dans plusieurs pays de l'OCDE et son rôle majeur en tant que garant du bien-être public ne fait pas de doute. Cette différence de contexte prend un poids considérable dans l'argument voulant que la vague d'internationalisation actuelle ait un impact majeur sur les possibilités d'interventions "contra-cycliques" des gouvernements dans l'économie.<sup>32</sup>

Une grande ouverture financière implique une grande rigueur dans les politiques macroéconomiques d'un État. Comme Beth Simmons l'a illustré dans son ouvrage *Who Adjusts?*, l'État doit absolument accorder une importance accrue à l'équilibre externe, quitte à adopter des politiques d'austérité sévères à l'intérieur.<sup>33</sup> Ainsi, l'équilibre de la

---

<sup>32</sup> Déjà, après la fin de la Première Guerre mondiale, les travailleurs et les forces de la gauche en général ont été d'importants acteurs dans les politiques macroéconomiques des gouvernements. Cette nouvelle force politique a d'ailleurs joué un rôle important dans les politiques macroéconomiques associées à l'éta-  
 lon échange-or de l'entre-deux guerres. Voir Barry Eichengreen, *Golden Fetters: The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1939*, Oxford: Oxford University Press, 1992; Charles P. Kindleberger, *A Financial History of Western Europe*, Londres: Allen and Unwin, 1984; ainsi que Kenneth Oye, "The Sterling-Dollar-Franc Triangle: Monetary Diplomacy, 1929-1937", *World Politics* 38, no. 1, 1985: 173-199.

<sup>33</sup> Beth Simmons, *Who Adjusts? Domestic Sources of Foreign Economic Policy During the Interwar Years*, Princeton: Princeton University Press, 1994. Sur les contraintes de ce changement de priorité pour

balance des paiements doit être la priorité macroéconomique des dirigeants.<sup>34</sup> Les ajustements nécessaires au maintien de cet équilibre doivent se faire par des politiques de déflation qui peuvent nuire à une partie de la population. Les relations entre l'État et la société n'étant pas très développées dans les années 1820-1913, le maintien de l'équilibre externe au détriment de l'interne causait certes des tensions, mais le degré d'insertion de l'État dans toutes les sphères de l'activité humaine nationale aujourd'hui rend ce genre de politique autrement plus coûteuse d'un point de vue politique et social :

*"Demands placed on national policymakers are far greater now than they were at the turn of the century. Electorates routinely expect expensive social welfare programs and low taxes, full employment and low inflation, and above all, they expect steady income growth. These demands—coupled with heightened interdependence of nations—face policymakers with challenges that were unknown during the first wave".<sup>35</sup>*

Le problème devient donc entier de nos jours, alors qu'il semble y avoir contradiction entre le besoin pour l'État de maintenir l'équilibre externe et celui de voir au bien-être de sa population. Comme le précise Louis Pauly, cette combinaison d'un État interventionniste avec une économie ouverte représente une grande nouveauté : *"The resulting policy-mix—international capital mobility and flexible exchange rates, together with continued national responsibility for the broadly defined security of citizens—is beginning to look historically unprecedented."*<sup>36</sup>

Malheureusement, cette démonstration de la nouveauté du phénomène actuel d'internationalisation ne résout pas complètement le problème des nouvelles contraintes pour les gouvernements. Effectivement, même si la présente vague diffère de la pre-

---

les États dans la période contemporaine, voir également Jonathon W. Moses, "Abdication from National Policy Autonomy: What's Left to Leave?", *Politics and Society* 22, no. 2, 1994: 125-148.

<sup>34</sup> *Ibidem*, particulièrement les pages 34-37.

<sup>35</sup> Richard E. Baldwin et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation", p. 29.

<sup>36</sup> Louis W. Pauly, "Capital Mobility, State Autonomy and Political Legitimacy", *Journal of International Affairs* 48, no. 2, 1995: 372.

mière et que le contexte n'est pas le même, cela n'explique pas pourquoi l'ouverture commerciale et financière internationale semble un grave problème maintenant, alors qu'il y avait pratiquement un consensus sur la nécessité d'ouvrir ses frontières au sortir de la Seconde guerre mondiale. Les relations entre l'État et la société étaient déjà relativement importantes en 1944-45, alors que les dirigeants ont choisi de travailler au rétablissement du libre-échange entre les nations. Pourquoi cela devrait-il être différent aujourd'hui ? La réponse se situe dans l'établissement, puis la chute, du système financier de Bretton Woods. Ce système, mis en place après la fin de la guerre, a servi de base à toutes les négociations sur la libéralisation des échanges dans le cadre du GATT/OMC, en plus de mettre en place les institutions financières internationales, telles le Fonds Monétaire International (FMI) et le Groupe de la Banque mondiale, sur lesquelles reposent en grande partie la stabilité et l'accroissement des échanges financiers dans le monde.<sup>37</sup>

La mise en place du système financier de Bretton Woods<sup>38</sup> a marqué une rupture importante avec l'ordre financier de l'étalon-or ayant précédé la Première guerre mondiale. Bien que cette nouvelle tentative d'ouverture des économies nationales fût fonciè-

---

<sup>37</sup> Avec la vague actuelle d'ouverture, ces deux institutions financières internationales (en particulier le FMI) prennent une importance accrue et ne se cachent pas de vouloir devenir les "chiens de garde" de la libéralisation. Voir notamment FMI, "IMF Builds on Initiatives to Meet Challenges of Globalization", *IMF Survey* 26, Supplement on the IMF no. 1, 1997, pp. 1-2; ainsi que FMI, "Speech to Economic Club: Participation in the IMF is an Investment in World Stability and Prosperity", *IMF Survey* 27, no. 6, 1998, pp. 88-90.

<sup>38</sup> Il faut différencier le système financier de Bretton Woods et le simple système monétaire de Bretton Woods, qui en fait partie. Le concept de système financier englobe les relations monétaires, se rapprochant plus de la notion de "régime international". Eric Helleiner fait d'ailleurs une différenciation entre les systèmes financiers et monétaires dans "When Finance Was the Servant: International Capital Movements in the Bretton Woods Order", dans Philip G. Cerny (dir.), *Finance and World Politics: Markets, Regimes and States in the Post-Hegemonic Era*, Aldershot: Gower House, 1993, p. 38. Pour une analyse faisant usage de la notion de régime international dans l'explication du fonctionnement du système de Bretton Woods, voir John Gerard Ruggie, "International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order", *International Organization* 36, no. 2, 1982: 379-415.

rement libérale, les erreurs des années trente demeuraient fortement ancrées dans les pensées de tous les intervenants de l'époque.<sup>39</sup> Il ne fallait pas laisser la finance reprendre la trop grande place qu'elle avait occupée dans les années ayant précédé la débâcle : *"The Bretton Woods architects had explicitly sought to prevent global financial markets from reassuming the dominant role they had held in the global political economy in the decades before the 1931 international financial collapse"*.<sup>40</sup> La libéralisation des marchés ne pouvait donc pas se faire avec les mêmes prémisses de *laissez-faire* total, sous peine de revivre les problèmes des années trente, voire même de pires désastres encore. Les changements encourus dans le rôle de l'État ne permettaient plus de revenir en arrière, la tension entre les besoins sociaux et les besoins de l'équilibre économique externe étant trop grande. Comme l'a si bien exposé Karl Polanyi : "Un marché autorégulateur n'exige rien de moins que la division institutionnelle de la société en une sphère économique et une sphère politique".<sup>41</sup> Une telle séparation n'avait rien de naturelle dès la première période de grande ouverture et ne pouvait que mener à une confrontation entre les deux forces opposées. Après la Deuxième guerre mondiale, toute tentative de séparer les intérêts politiques de la société des intérêts économiques du *laissez-faire* dans un monde où les intérêts politiques de la société étaient encore mieux représentés était donc perçue comme une erreur à éviter à tout prix. Il était donc acquis que le système libéral d'antan ne pouvait plus être reproduit.<sup>42</sup>

---

<sup>39</sup> Sur l'influence du contexte, voir notamment Eric Helleiner, "Explaining the Globalization of Financial Markets: Bringing States Back In", *Review of International Political Economy* 2, no. 2, 1995: 315-341.

<sup>40</sup> *Ibidem*, pp. 315-316. Voir aussi Eric Helleiner, "When Finance was the Servant".

<sup>41</sup> Karl Polanyi, *La grande transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris: Gallimard, 1983, p. 105

<sup>42</sup> Voir Richard N. Gardner, *The Sterling-Dollar Diplomacy in Current Perspective*, New York: Columbia University Press, 1980, p. 2. Pour des extraits très intéressants sur le pessimisme de Keynes face aux

Afin de parvenir à libéraliser les échanges sans en arriver au même problème, il fallait parvenir à minimiser les tensions entre les besoins internes et externes.<sup>43</sup> Par les accords de Bretton Woods, un compromis a été mis en place. Ce compromis n'était peut-être pas explicite, mais il était bien présent : "*The historic compromise was never neat, unambiguous, or unquestioned. But everyone knew it existed, not least [...] the capital markets*".<sup>44</sup> À la base de ce compromis, les échanges commerciaux devaient être libéralisés le plus possible, mais les flux de capitaux n'étant pas reliés au commerce devaient pouvoir être contrôlés par les politiques nationales. En effet, les contrôles des mouvements de capitaux ont été acceptés comme des bases importantes des politiques macroéconomiques des États.<sup>45</sup>

Bien que plusieurs aient l'impression que John Maynard Keynes et Harry Dexter White, les deux principaux économistes dans les négociations, n'étaient pas d'accord sur le sujet, il semble qu'au contraire leur opinion sur les contrôles de capitaux s'avérait relativement semblable.<sup>46</sup> Malgré tout, Keynes défendait avec plus de force le besoin

---

possibilités de revenir à un système de *laissez-faire*, voir Armand van Dormael, *Bretton Woods: Birth of a Monetary System*, Londres: MacMillan, 1978.

<sup>43</sup> Richard N. Gardner, *The Sterling-Dollar Diplomacy*.

<sup>44</sup> Louis W. Pauly, *Who Elected the Bankers? Surveillance and Control in the World Economy*, Ithaca: Cornell University Press, 1997, p. 14. Il est d'ailleurs à noter que ce compromis ne cadrait pas très bien avec les textes fondamentaux du Fonds monétaire international, pourtant créé par les mêmes accords de Bretton Woods. En effet, l'accord sur la fondation du FMI ne donnait pas autant d'importance à la possibilité pour les États de contrer les mouvements de capitaux, ayant une approche plus libérale que ce "compromis". À ce sujet, voir Gerald A. Epstein et Juliet B. Schor, "Structural Determinants and Economic Effects of Capital Controls in OECD Countries", dans Tariq Banuri et Juliet B. Schor (dirs.), *Financial Openness and National Autonomy*, Oxford: Clarendon Press, 1992, p. 139; ainsi que Dennis P. Quinn et Carla Inclan, "The Origins of Financial Openness: A Study of Current and Capital Account Liberalization", *American Journal of Political Science* 41, no. 3, 1997: 774.

<sup>45</sup> Voir entre autres John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence of Capital Controls? Economic Management in an Age of Global Markets", *World Politics* 46, no. 1, 1993: 50-82; et Eric Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance: From Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca: Cornell University Press, 1994.

<sup>46</sup> Voir Eric Helleiner, "Explaining the Globalization", p. 18; ainsi que Eric Helleiner, "When Finance Was the Servant", pp. 26-30.

des contrôles de capitaux, alors que le plan de White a vite été transformé sous la pression des marchés financiers et du gouvernement américain, pour accorder une moins grande importance aux contrôles.<sup>47</sup> Malgré ce recul, les contrôles sont demeurés importants dans les discussions de Bretton Woods. Keynes expose d'ailleurs très bien le changement d'attitude face à l'utilisation des contrôles de capitaux: "*What used to be heresy is now endorsed as orthodox*".<sup>48</sup>

La logique derrière l'acceptation des barrières sur les mouvements de capitaux était simple. Il fallait empêcher les mouvements monétaires de réagir à l'encontre des politiques nationales n'étant pas directement en leur faveur. Les marchés ne devaient plus avoir le pouvoir de déstabiliser les gouvernements à la moindre contradiction entre les besoins sociaux et les besoins de l'économie.<sup>49</sup> En ce sens, on créait ce que John Gerard Ruggie a nommé le libéralisme "enchâssé" (*embedded liberalism*).<sup>50</sup> Cette expression reflète très bien l'esprit du système de Bretton Woods à ses origines. Le but était de créer un espace international ouvert, tout en permettant aux États de jouir d'une certaine liberté d'action dans leur politique intérieure: "[...] *unlike the laissez-faire liberalism of the gold standard and free trade, its multilateralism would be predicated upon domestic intervention*".<sup>51</sup> Par l'établissement des contrôles comme normes acceptées et aussi par les mécanismes d'aide financière du FMI, les États pouvaient se permettre de déroger un peu des politiques monétaires et fiscales en vigueur dans les autres pays pour

---

<sup>47</sup> Voir Gerald Epstein et Juliet B. Schor, "Structural Determinants", pp. 137-139.

<sup>48</sup> Cité dans Joseph Gold, "International Capital Movements Under the Law of the International Monetary Fund", *IMF Pamphlet Series* 21, 1977, p. 11.

<sup>49</sup> Voir Eric Helleiner, "Explaining the Globalization", p. 318. On y voit notamment les explications de Keynes et de White sur l'utilisation des contrôles à cette fin.

<sup>50</sup> John Gerard Ruggie, "International Regimes. Transactions".

<sup>51</sup> John Gerard Ruggie, "Trade, Protectionism and the Future of Welfare Capitalism", *Journal of International Affairs* 48, no. 1, 1994: 3.

des objectifs politiques essentiellement nationaux. Cette séparation de la sphère nationale et internationale a également été surnommée "l'écran double" (*double-screen*) par Richard N. Cooper, écran permettant de protéger la nation contre les pressions trop fortes sur la balance des paiements.<sup>52</sup>

Toute cette nouvelle façon de concevoir le système économique international a permis de faire croître le commerce international et la prospérité des nations à un rythme rapide et soutenu pendant les trente premières années ayant suivi la Deuxième guerre mondiale.<sup>53</sup> Cette progression du commerce s'est opérée sans trop entrer en conflit avec les besoins politiques nationaux des États. Cependant, ce compromis entre l'équilibre extérieur et les besoins intérieurs s'est achevé avec la fin du système monétaire de Bretton Woods en 1971 et les changements idéologiques importants dans les États qui ont rendu les contrôles des mouvements de capitaux plus coûteux à utiliser pour les gouvernements. La fin de cette ère de libéralisme "enchâssé" a changé grandement le contexte des politiques macroéconomiques pour les États, qui doivent maintenant être plus prudents afin de ne pas déstabiliser trop rapidement leur balance des paiements.

Bien que les causes de la fin du système de Bretton Woods et plus précisément de la fin du compromis entre les besoins externes et internes ne soient pas traitées en détail, il demeure néanmoins important d'expliquer rapidement comment le processus de libéralisation des capitaux s'est opéré. Cette explication est fondamentale car les possibilités de revenir à un système semblable de libéralisme enchâssé dépendent étroitement

---

<sup>52</sup> Richard N. Cooper, "Prolegomena to the Choice of an International Monetary System", *International Organization* 29, no. 1, 1975: 63-97.

<sup>53</sup> Pour une vision critique et complète des réussites et échecs du système de Bretton Woods, voir Michael D. Bordo et Barry Eichengreen (dirs.), *A Retrospective on the Bretton Woods System: Lessons for International Monetary Reform*, Chicago: Chicago University Press, 1993.

de l'origine des récents changements. Si les États n'ont eu aucun rôle à y jouer et que les forces technologiques et économiques ont pu simplement outrepasser les juridictions nationales, il est alors peu probable que le mouvement puisse être arrêté par les gouvernements. À l'inverse, si les changements sont avant tout issus des politiques gouvernementales, alors les possibilités de changement demeurent présentes.

De nombreux auteurs prétendent que la vague de libéralisation des mouvements de capitaux est avant tout due à des facteurs non reliés à la politique.<sup>54</sup> Les grandes transformations dans le monde de la finance, en particulier dans le domaine de la technologie, ont rendu les marchés financiers plus puissants que les États, qui ne sont maintenant que des spectateurs : "*technological nonpolicy factors were so powerful [...] that they would have caused a progressive internationalization of financial activities even without changes in government separation fences*".<sup>55</sup> Ceci cadre très bien avec les idées de Walter Wriston, présentées plus tôt.<sup>56</sup> De telles approches causales de la libéralisation des marchés financiers ne peuvent qu'entraîner la croyance que les États ont complètement perdu le contrôle sur ce qui se passe à ce niveau.<sup>57</sup> Ce type de conclusions un peu alarmistes ne représentent pas la majeure partie des ouvrages d'économie politique, mais plutôt la vision souvent proposée par les acteurs financiers eux-mêmes ou encore par les économistes.

---

<sup>54</sup> Voir par exemple Ralph C. Bryant, *International Financial Intermediation*, Washington, D.C. : Brookings Institution, 1987; Steven Solomon, *The Confidence Game: How Unelected Bankers are Governing the Changed World Economy*, New York: Simon and Schuster, 1995.

<sup>55</sup> Ralph C. Bryant, *International Financial Intermediation*, p. 69.

<sup>56</sup> Voir la citation de la note 31.

<sup>57</sup> Pour un livre où cette thèse de la perte de contrôle semble dramatique, voir Richard B. Mackenzie et Dwight R. Lee, *Quicksilver Capital: How the Rapid Movement of Wealth has Changed the World*, New York: The Free Press, 1991.

Dans le champ de la science politique, la place de l'État dans ce phénomène demeure primordiale, comme le précise Geoffrey R. D. Underhill : "*even in the case of internationalised financial markets, politics [...] continues to determine the pattern of development*".<sup>58</sup> Plusieurs approches peuvent permettre de comprendre le rôle des États dans le processus de libéralisation. Il est d'abord possible de regarder comment les pressions internationales ont poussé les États à libéraliser leur marché national.<sup>59</sup> Contrairement aux approches plus économiques qui prétendent que les États n'ont pas eu le choix, les études basées sur cette approche démontrent que les gouvernements ont certes été pressés, mais ils n'ont malgré tout pas été obligés de libéraliser les mouvements de capitaux. Une autre façon de concevoir le déplacement des idées et des politiques vers des positions favorables à l'ouverture consiste à étudier les changements de rapports de force politiques et les mouvements d'idées à l'intérieur des États.<sup>60</sup> Bien que corrélées avec les changements internationaux, ces modifications des rapports de force et des idéologies dominantes dans les sociétés pressent les gouvernements d'adopter des politiques plus libérales par le biais du jeu politique national. Une analyse statistique faite par Dennis Quinn et Carla Inclan démontre d'ailleurs que les orientations partisans ont une

---

<sup>58</sup> Geoffrey R. D. Underhill, "Markets Beyond Politics? The State and the Internationalisation of Financial Markets", *European Journal of Political Research* 19, no. 1, 1991: 200.

<sup>59</sup> Voir David Andrews, "Capital Mobility and State Autonomy"; Philip G. Cerny, "The Deregulation and Re-regulation of Financial Markets in a More Open World", dans Philip G. Cerny (dir.) *Finance and World Politics: Markets, Regimes and States in the Post-hegemonic Era*, Aldershot: Gower House, 1993, pp. 51-85; Philip G. Cerny, "The Dynamics of Financial Globalization: Technology, Market Structure, and Policy Response", *Policy Sciences* 27, no. 4, 1994: 319-342; ainsi que John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence".

<sup>60</sup> Voir Stephen Gill et David Law, "Global Hegemony and the Structural Power of Capital", *International Studies Quarterly* 33, no. 4, 1989: 475-499; et Andrew C. Sobel, *Domestic Choices, International Markets: Dismantling National Barriers and Liberalizing Securities Markets*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1994.

grande importance dans le choix de libéraliser les mouvements de capitaux.<sup>61</sup> Les gouvernements issus des partis de gauche sont plus lents à libéraliser par rapport à ceux de droite. Cette courte présentation des différents points de vue en ce qui concerne les causes de la déréglementation massive des marchés de capitaux depuis la fin du système de Bretton Woods démontre qu'il existe un assez large consensus en science politique sur le fait que l'État, bien que fortement contraint par les changements économiques rapides des dernières décennies, n'a pas été un simple spectateur dans le processus.<sup>62</sup>

Ce constat est d'une importance capitale, car si les États s'étaient avérés totalement impuissants à ralentir les mouvements de capitaux, il serait fort peu probable que la tendance puisse être renversée dans les prochaines années. Ainsi, les contraintes politiques associées à l'internationalisation deviendraient nécessairement permanentes et amèneraient par conséquent des modifications irréversibles dans les politiques nationales. À la lumière des études faites jusqu'à présent, ce stade critique n'est pas encore atteint. Les États ayant eu un rôle déterminant dans la déréglementation, un retour en arrière demeure toujours possible.<sup>63</sup> Malgré tout, il ne fait pas de doute non plus que les coûts économiques ou politiques associés à un renversement de la tendance pour amor-

---

<sup>61</sup> Dennis P. Quinn et Carlan Inclan, "The Origins of Financial Openness". Voir également David A. Leblang, "Domestic and Systemic Determinants of Capital Controls in the Developed and Developing World", *International Studies Quarterly* 41, no. 2, 1997: 435-454.

<sup>62</sup> Ethan B. Kapstein prétend d'ailleurs que non seulement les États n'ont pas été de simples spectateurs, mais qu'ils se sont assurés de mettre en place des mécanismes de gouvernance des marchés internationaux tout au long du processus de libéralisation depuis la Seconde Guerre mondiale. Voir Ethan B. Kapstein, *Governing the Global Economy: International Finance and the State*, Cambridge: Harvard University Press, 1994. Peter A. Vipond prétend également que les changements dans les marchés de capitaux des dernières années ont en fait donné lieu à une modification de la réglementation de la part des États et non une baisse de celle-ci, dans "The Liberalisation of Capital Movements and Financial Services in the European Single Market: A Case Study in Regulation", *European Journal of Political Research* 19, no. 1, 1991: 227-244.

<sup>63</sup> Pour une discussion soutenue sur le sujet d'un possible retour en arrière, voir Barry Eichengreen, James Tobin et Charles Wyplosz, "Two Cases for Sand in the Wheels of Global Finance", *Economic Journal*

cer un retour aux contrôles de capitaux sont devenus très prohibitifs, ce qui rend une telle possibilité peu probable à court terme.<sup>64</sup> En résumé, les États ont eu un rôle important à jouer dans le processus de libéralisation, mais la libéralisation a fait croître le pouvoir des marchés financiers, ce qui rend très difficile un retour au système de libéralisme enchâssé : *"The crux of the matter is that in the financial domain states are consistently opting for market solutions to the allocation of resources at the same time as market power increasingly becomes a source of political power"*.<sup>65</sup>

Les discussions précédentes sur la nouveauté du phénomène d'internationalisation actuel et sur le rôle des États dans les changements au niveau de l'ouverture financière des dernières années permettent de saisir en quoi les contraintes associées à cette ouverture accrue sont maintenant plus lourdes que jamais. Les principes de l'État-providence entrent ainsi en contradiction avec les besoins d'une économie ouverte dans un système où la finance n'est pas vraiment sous le contrôle des États. De plus, il a été vu que la mise en place du système de Bretton Woods après la Seconde grande guerre avait permis de maintenir un système commercial ouvert sans entrer directement en conflit avec les besoins des populations nationales. La fin de ce système a contribué à défaire ce compromis entre l'économie internationale et les politiques nationales et à lancer une vague de déréglementations financières qui impose maintenant des contraintes encore plus directes aux États. Cependant, les options ne sont pas totalement fer-

---

105, no. 1, 1995: 162-172; ainsi que Tony Porter, "Capital Mobility and Currency Markets: Can they Be Tamed?", *International Journal* 51, no. 4, 1996: 669-689.

<sup>64</sup> Voir John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence"; Louis W. Pauly, "Capital Mobility, State Autonomy"; Tony Porter, "Capital Mobility and Currency Markets: Can they Be Tamed?", *International Journal* 51, no. 4, 1996: 669-689; ainsi que Geoffrey R. D. Underhill, "Markets Beyond Politics?".

<sup>65</sup> Geoffrey R. D. Underhill, "Markets Beyond Politics?", p. 222.

mées pour les gouvernements, qui ne sont pas des spectateurs passifs dans le processus actuel d'internationalisation.

### **1.3) Les contraintes de l'internationalisation pour l'État-providence**

Il a été démontré plus tôt que la relation actuelle entre une économie fortement internationalisée et un système de protection sociale très développé constitue une nouveauté dans l'histoire. Le fonctionnement d'une économie ouverte nécessite de fréquents ajustements ponctuels qui comportaient déjà des coûts sociaux et politiques importants à l'époque de l'étalon-or et de la tentative de restauration d'un système semblable dans l'entre-deux guerres. Il est donc à prévoir que de reprendre les mêmes prémisses de fonctionnement du système international à notre époque va entraîner des difficultés encore plus grandes. Cependant, se baser uniquement sur une telle observation pour conclure que l'État-providence est condamné à disparaître semblerait plutôt téméraire. Beaucoup d'autres facteurs peuvent intervenir. La présente section a pour objectif d'exposer les différents mécanismes par lesquels les États sont susceptibles d'être contraints dans leurs choix de politiques macroéconomiques nationales.

Le premier type d'explication traite du changement dans les relations de pouvoir entre l'État, le capital, et les travailleurs. Le terme de "capital" n'est pas nécessairement employé en tant que classe sociale, ou encore dans le sens restreint de la microéconomie, mais plutôt en tant que terme général identifiant les groupes ou entreprises qui possèdent des facteurs de production et des milieux financiers en général. Il y sera vu que le capital dans les pays développés semble avoir accru son pouvoir au cours des dernières années, aux dépens des travailleurs et de l'État. Ce changement amène des pressions plus organisées sur l'État de la part des intérêts commerciaux et financiers qui ne veulent pas

trop d'interventionnisme gouvernemental, alors que les pressions de la gauche perdent de leur force. Un deuxième type de contrainte, plus relié à la macroéconomie, s'ajoute aux changements dans les rapports de force. Il s'agit des limites des politiques monétaires et fiscales des États dans une économie internationalisée. L'utilisation de ces instruments économiques devient effectivement plus coûteuse pour les États en situation d'ouverture. Ce coût plus élevé devrait ainsi diminuer la volonté des États d'employer ces deux outils politiques, sans toutefois rendre leur utilisation impossible. Donc, les changements dans les rapports de force entre les acteurs nationaux et les contraintes macroéconomiques entraînent des modifications importantes dans la volonté et la possibilité pour les États de poursuivre des politiques de gauche.

#### *Les relations de pouvoir :*

Plusieurs auteurs se sont penchés sur les changements dans les relations de pouvoir au sein d'une société qu'une ouverture commerciale et financière accrue pouvait entraîner. Certains procèdent de manière plus théorique, se basant sur des postulats économiques, alors que d'autres emploient plutôt des arguments généraux fondés sur les modifications observées au sein des sociétés. Dans la première catégorie se retrouvent les analyses faites à partir du théorème de Stolper et Samuelson, dérivé de la théorie des échanges de Heckscher et Ohlin.<sup>66</sup> Ce théorème prétend que l'abondance relative des facteurs de production dans une économie donnée par rapport au reste du monde permet de comprendre qui va gagner ou perdre lors d'une plus grande ouverture économique. Le facteur le plus abondant sera celui dont les avantages seront les plus grands en situa-

tion d'ouverture. La thèse de Stolper et Samuelson s'appliquait aux salaires à l'origine, mais elle est facilement extensible aux relations de pouvoir.

L'analyse très intéressante de Ronald Rogowski utilise d'ailleurs ce théorème pour tenter de comprendre les différentes coalitions politiques s'étant formées au fil des siècles autour du débat sur le libre-échange.<sup>67</sup> En appliquant cette approche aux pays développés depuis la Seconde guerre mondiale, et plus particulièrement dans les deux dernières décennies, il est évident que le facteur en abondance relative par rapport au reste du monde est le capital. Par conséquent, le facteur rare devient le travail (et la terre, mais cela ne change que peu de choses pour les besoins de la présente étude). Le capital profite donc théoriquement de l'ouverture, alors que le travail encourt des pertes. Ce type d'analyse ne tient pas compte directement de l'État, mais il est possible de supposer que celui-ci va réagir en fonction des pressions des deux autres facteurs de production. Les intérêts qui pressent le plus fort sur l'État sont sans doute les plus susceptibles d'obtenir ce qu'ils veulent. On peut par contre y voir que les travailleurs devraient perdre de leur pouvoir face au capital.

Cependant cette division de la société en trois types de facteurs de production est un peu réductionniste dans une économie aussi complexe que celle des pays industrialisés d'aujourd'hui.<sup>68</sup> Il n'est pas du tout évident non plus que toutes les entreprises vont vouloir s'ouvrir à la compétition internationale.<sup>69</sup> Les différents secteurs de l'industrie

---

<sup>66</sup> Wolfgang F. Stolper et Paul A. Samuelson, "Protection and Real Wages", *Review of Economic Studies* 9, no. 1, 1941: 58-73.

<sup>67</sup> Ronald Rogowski, *Commerce and Coalitions: How Trade Affects Domestic Political Alignments*, Princeton: Princeton University Press, 1989.

<sup>68</sup> Voir, Paul Midford, "International Trade and Domestic Politics: Improving on Rogowski's Model of Political Alignment", *International Organization* 47, no.4, 1993: 535-564.

<sup>69</sup> Voir Helen V. Milner, *Resisting Protectionism: Global Industries and the Politics of International Trade*, Princeton: Princeton University Press, 1988.

qui se sentent plus vulnérables à la pression internationale ne voudront pas nécessairement de diminution de barrières tarifaires, tout comme les travailleurs dans les mêmes secteurs. Malgré ses nombreuses limites, ce modèle permet facilement de saisir la mécanique des prises de position par rapport à l'ouverture commerciale. Puisque la tendance à l'ouverture des marchés se poursuit continuellement, il est donc à prévoir que le pouvoir des secteurs ou firmes qui en profitent va également poursuivre sa croissance.

La même logique de la théorie des échanges de Heckscher-Ohlin peut aussi être appliquée à la finance, comme le démontre Jeffrey Frieden.<sup>70</sup> Cependant, cette utilisation ne se fait pas uniquement avec trois facteurs de production, comme l'analyse de Rogowski, mais plutôt à partir d'une approche plus détaillée, dite spécifique aux secteurs (*sector-specific*). Cette approche mène Frieden à des conclusions relativement similaires à celles soulevées lors du paragraphe précédent. Son étude appuie effectivement l'idée que le capital en général gagne du pouvoir relativement aux travailleurs, mais que les enjeux à court terme dépendent avant tout du type d'activité des différents acteurs dans l'économie :

*"The conclusion here is twofold. Over the long run, international financial integration tends to favor capital over labor, especially in developed countries. But in the shorter run, which is more relevant to politics and policies, the issue is more complex: in the developed world, financial integration favors capitalists with mobile or diversified assets and disfavors those with assets tied to specific locations and activities such as manufacturing or farming".<sup>71</sup>*

La conclusion de Frieden appuie donc la thèse de l'augmentation du poids politique du capital à long terme. Cependant, les choix de politiques à court terme ne s'avèrent pas

---

<sup>70</sup> Jeffrey A. Frieden, "Invested Interests: The Politics of National Economic Policies in a World of Global Finance", *International Organization* 45, no. 4, 1991: 425-451.

<sup>71</sup> *Ibidem*, p. 426.

nécessairement absents, puisque les pressions ne sont pas toutes bien organisées et cohérentes. Par contre, il est possible de voir que si la tendance à l'ouverture se poursuit, le capital va accentuer son pouvoir politique. De plus, la mobilité du capital devenant de plus en plus grande, il est probable que la proportion des capitalistes qui vont en profiter va s'accroître également.<sup>72</sup> Puisque la quantité des échanges financiers parfaitement mobiles grandit à vue d'œil, cette tendance pro-capital s'en trouve renforcée.

Une autre approche théorique associée à l'économie, basée sur les changements de prix relatifs, est employée par Jeffrey Frieden et Ronald Rogowski pour tenter de définir comment les intérêts s'organisent dans la société face à l'ouverture économique.<sup>73</sup> Ce mode d'analyse utilise les déplacements des prix nationaux par rapport aux prix internationaux afin de connaître les préférences des différents acteurs. Les entrées de biens et services moins chers profitent à l'économie nationale, alors que les producteurs se voient forcés de hausser leur productivité, ce qui est doublement bon. Ce que Frieden et Rogowski concluent de leur analyse est que l'ouverture au commerce (ils considèrent les mouvements de capitaux comme des échanges au même titre que le commerce<sup>74</sup>) favorise l'ensemble des consommateurs et des producteurs de biens d'exportations, alors que cela nuit aux producteurs de biens en concurrence avec l'importation. De plus, toute tentative de la part du gouvernement d'isoler l'économie nationale des changements de prix internationaux est vouée à faire diminuer la richesse globale de la nation.<sup>75</sup>

---

<sup>72</sup> Voir Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*.

<sup>73</sup> Jeffrey A. Frieden et Ronald Rogowski, "The Impact of the International Economy on National Policies: An Analytical Overview", dans Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 25-47.

<sup>74</sup> *Ibidem*, p. 27.

<sup>75</sup> *Ibidem*, p.32.

Les conclusions des auteurs diffèrent donc de ce qui a été vu jusqu'à présent, puisque la majorité de la population gagne quand l'économie nationale s'ouvre au commerce extérieur et donc aux changements de prix relatifs. Cependant, cette étude considère les gens comme des consommateurs avant d'être des travailleurs. Ceci cause quelques problèmes, car il n'est pas vraiment certain que les individus touchés par la compétition étrangère dans leur travail vont accepter la situation en raison d'une baisse des prix à la consommation. De plus, les consommateurs ne forment pas vraiment des groupes organisés pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il soit plus ouvert à la compétition internationale. En termes de pouvoir politique, cette approche permet de voir que les producteurs n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts entre eux, tout comme la théorie de l'abondance des facteurs de production le prétend, mais laisse de côté les conséquences pour le travail en tant que force politique. Malgré les bienfaits globaux de l'ouverture, il semble encore que le capital dans l'ensemble va gagner du pouvoir puisque le mouvement d'intégration économique se poursuit et que les intérêts globaux du capital augmentent.

Toujours dans les approches plus axées sur la théorie économique, plusieurs études ont été faites au sujet des conséquences néfastes des échanges internationaux sur les travailleurs des pays développés. Le phénomène le plus souvent étudié dans ce domaine traite de l'impact des échanges sur les inégalités salariales. Les résultats des études sur le sujet soulèvent des débats immenses chez les économistes. Alors que Adrian Wood<sup>76</sup> prétend que les échanges économiques internationaux ont un impact phénomé-

---

<sup>76</sup> Voir Adrian Wood, "How Trade Hurt Unskilled Workers", *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 57-80; ainsi que Adrian Wood, *North-South Trade, Employment and Inequality: Changing Fortunes in a Skill-Driven World*, Oxford: Clarendon Press, 1994. Pour un point de vue provenant de la science

nal, pouvant être la cause de la moitié de la hausse des inégalités salariales et du chômage dans les pays développés, d'autres croient plutôt que l'impact est minime, voire nul.<sup>77</sup> Malgré cette marge énorme entre les différentes analyses économétriques, Richard Freeman prétend, au regard de la masse d'études sur ce thème, qu'il existe un impact des échanges sur les inégalités, mais il demeure petit, de l'ordre de 10%.<sup>78</sup> Cette menace de diminution de salaire ou de perte d'emploi pèse également lourd dans la balance du pouvoir entre les travailleurs et le capital. Les travailleurs ne peuvent souvent plus être aussi exigeants dans leurs demandes.

Ces quelques exemples d'études empiriques nous donnent des réponses plutôt nuancées à la question "qui profite de l'ouverture ?". Il semble que le capital forme le groupe le plus susceptible de gagner du pouvoir face au travail et à l'État, mais les résultats ne sont pas unanimes. Par contre, les études portant plus sur la substance qualitative des changements tirent des conclusions beaucoup plus directes. Dans la majorité de ces analyses, l'État et les travailleurs sont perçus comme les perdants face à l'internationalisation économique.

L'étude de Benjamin Page sur la société américaine des dernières années illustre bien ce propos. Page y prétend que les forces associées au capital ont acquis un pouvoir immense dans les sphères décisionnelles du gouvernement américain en raison de la

---

politique, voir Ethan B. Kapstein, "Workers and the World Economy", *Foreign Affairs* 75, no. 3, 1996: 16-37

<sup>77</sup> Voir notamment Paul Krugman, *Pop Internationalism*; Robert Z. Lawrence, *Single World, Divided Nations? International Trade and OECD Labor Markets*, Paris: OCDE, 1996; J. David Richardson, "Income Inequality and Trade: How to Think, What to Conclude", *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 33-55.

<sup>78</sup> Richard B. Freeman, "Are Your Wages Set in Beijing?", *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 15-32.

croissance des échanges internationaux.<sup>79</sup> Selon lui, les grandes firmes n'ont plus du tout besoin de faire des concessions politiques aux travailleurs pour l'obtention du libre-échange, puisque l'ouverture commerciale (et financière) est maintenant acquise. Un argument très semblable est aussi appliqué à la Suède par John Stephens, qui prétend que le capital renforcé ne ressent plus le besoin de faire des compromis dans ce bastion de la social-démocratie.<sup>80</sup> Pour ces deux auteurs, la perception d'une plus grande compétition internationale a rendu ces mêmes forces plus enclines à demander un assouplissement de la réglementation de la part des gouvernements pour plutôt favoriser des politiques actives de recherche et de protection de nouveaux marchés. À l'inverse de cette hausse de pouvoir du capital, les travailleurs ont perdu et continuent de perdre du pouvoir. Les menaces de pertes d'emploi dues à la compétition internationale diminuent de beaucoup le pouvoir de négociation des travailleurs, en particulier des syndicats dans les secteurs plus touchés par la pression extérieure.<sup>81</sup>

Paulette Kurzer reprend en grande partie la même logique dans son étude des changements de choix de politiques macroéconomiques en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suède.<sup>82</sup> Selon elle, les pays où les milieux financiers sont les plus internationalisés sont aussi les pays où les changements de politiques favorisant les marchés ont été les plus rapides et les plus complets. Ainsi, les gouvernements de la Suède et de l'Autriche ont conservé un certain ascendant sur les marchés financiers en maintenant

---

<sup>79</sup> Benjamin I. Page, "The End of Income Redistribution?", Texte présenté à la conférence "The Clinton Years in Perspective", Université de Montréal, 6-8 octobre 1996.

<sup>80</sup> John D. Stephens, "The Scandinavian Welfare States: Development and Crisis", Texte présenté au "World Congress on Sociology", Bielefeld, Allemagne, 18-23 juillet 1994: 21.

<sup>81</sup> Benjamin Page, "The End", pp. 18-20.

<sup>82</sup> Paulette Kurzer, *Business and Banking: Political Change and Economic Integration in Western Europe*, Ithaca: Cornell University Press, 1993. Voir également Paulette Kurzer, "Unemployment in Open Eco-

plus longtemps les barrières sur les mouvements de capitaux et en gardant plus de contrôle politique sur leurs banques centrales respectives. Donc, une hausse des contacts entre la finance nationale et internationale amène un changement dans les rapports de force en faveur des milieux financiers à l'intérieur des États. Bien que cette modification au niveau financier soit l'étincelle qui enclenche le processus de changement mettant fin aux politiques de plein-emploi, la hausse du commerce international et surtout la plus grande mobilité du capital l'ont rendu beaucoup plus puissant que les travailleurs. Ceux-ci ont perdu de leur force, leurs groupes étant rognés par les discordes à la suite de la fin du pacte établi avec le capital depuis la Seconde guerre mondiale. Tout comme le prétend Page, Kurzer croit que les entreprises ont maintenant peu d'intérêt à répondre aux attentes des travailleurs, que ce soit moralement ou économiquement.<sup>83</sup> Si les travailleurs tentent de réagir en faisant une grève ou d'autres manifestations, les entreprises en souffrent moins qu'avant, puisque la production est souvent internationale et qu'elles peuvent continuer de produire avec relativement d'efficacité. Pire encore pour l'économie nationale, elles peuvent tout simplement décider de fermer leurs portes dans le pays concerné.

Dans le modèle de Kurzer, l'État aussi perd de son pouvoir face au capital. Chaque fois que l'État tente d'aider les travailleurs de façon trop directe, les anticipations négatives du capital le poussent à diriger ses investissements ailleurs pour éviter les rigidités structurelles ou sociales imposées par l'État. Ce dernier ne peut que très difficilement être le défenseur du pacte tripartite (État-capital-travail) depuis les années 80 en

---

nomies: The Impact of Trade, Finance, and European Integration", *Comparative Political Studies* 24, no. 1, 1991: 3-30.

<sup>83</sup> Paulette Kurzer, *Business and Banking*, p. 11.

raison de cette incapacité à fournir de l'aide à un des deux partenaires, le travail.<sup>84</sup> Cette combinaison de gain de pouvoir pour le capital, contre la baisse de pouvoir de l'État et des travailleurs amène Paulette Kurzer à conclure que l'avenir des idées économiques de type keynésien est plutôt noir: "*Core ideas regarding Keynesian economic management and social democratic ideology have ceased to be a source of alternative ideas and electoral appeal*".<sup>85</sup>

Dans son ouvrage *States and Markets*, Susan Strange propose une autre vision des changements de pouvoir structurel selon quatre grandes catégories: la structure de sécurité, de production, de la finance et de la connaissance.<sup>86</sup> Dans chacune de ces structures, elle regarde comment les relations de pouvoir ont évolué jusqu'à tout récemment. Au niveau de la sécurité, il y a eu un changement important, la priorité passant de la sécurité militaire à la sécurité économique. Les États deviennent des concurrents pour des parts de marchés au nom de leurs firmes plutôt que des garants de l'intégrité territoriale de la nation.<sup>87</sup> Dans la structure de la production, la mondialisation a entraîné une hausse de pouvoir des entreprises multinationales sur les gouvernements, en plus de les déresponsabiliser envers les États nationaux. De la même manière, au niveau de la structure financière, l'ouverture accrue a rendu les marchés financiers très puissants et les États ont perdu le contrôle effectif sur les mouvements déstabilisateurs de capitaux.<sup>88</sup> Finalement, les changements les plus rapides et possiblement les plus dérangeants se

---

<sup>84</sup> *Ibidem*, p. 12.

<sup>85</sup> *Ibidem*, p. 252.

<sup>86</sup> Susan Strange, *States and Markets*, 2<sup>ème</sup> édition révisée, Londres: Pinter, 1994.

<sup>87</sup> Sur ce changement, voir également John Stopford et Susan Strange, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991; ainsi que Susan Strange, "The Defective State", *Daedalus* 124, no. 2, 1995: 55-74.

<sup>88</sup> *Ibidem*, pp. 90-118. Pour une meilleure explication sur cette perte de contrôle telle que vue par Susan Strange, voir *Casino Capitalism*, Oxford: Blackwell, 1986.

sont produits au niveau de la structure de la connaissance. La croissance phénoménale des télécommunications concentre encore plus le pouvoir entre les mains des forces associées au capital, puisqu'elles sont les maîtresses incontestées de ce domaine devenu le centre de l'économie actuelle.<sup>89</sup> Donc, dans les quatre structures identifiées comme primordiales par Strange, le capital sort gagnant des changements récents par rapport à l'État.

Stephen Gill et David Law prétendent eux aussi que les forces associées au capital ont accru leur pouvoir par rapport à l'État et aux travailleurs.<sup>90</sup> Ils distinguent deux sortes de pouvoir : le direct et le structurel.<sup>91</sup> Le pouvoir direct est associé aux pressions exercées directement sur les gouvernements, comme les lobbies, les réseaux d'influence, les entreprises multinationales. Le pouvoir structurel est plutôt associé au climat des affaires, au pouvoir des marchés en tant qu'institutions, et à la mobilité du capital. Il faut noter que différentes variantes existent dépendamment d'où le pouvoir se manifeste, que ce soit à l'intérieur des États ou au niveau international. Dans ces deux types de pouvoir, les forces du capital ont vu leur position s'améliorer au fil des années en grande partie en raison des changements dans l'économie internationale. Cette hausse de pouvoir ne s'est pas faite seulement aux dépens de l'État, mais aussi sur le dos des travailleurs. Ces derniers ne peuvent pas s'organiser d'une manière globale en raison des forts courants nationaux dans les groupes de travailleurs, alors que le capital est par contre de plus en plus global dans son fonctionnement.<sup>92</sup>

---

<sup>89</sup> Susan Strange, *States and Markets*, pp. 119-138.

<sup>90</sup> Voir Stephen Gill et David Law, *The Global Political Economy: Perspectives, Problems, and Policies*, Londres: Harvester-Wheatsheaf, 1988; ainsi que Stephen R. Gill et David Law, "Global Hegemony".

<sup>91</sup> Stephen Gill et David Law, *The Global Political Economy*, particulièrement les pages 85-95.

<sup>92</sup> *Ibidem*, pp. 217-220.

Pour Vivien Schmidt, la relation est sensiblement la même.<sup>93</sup> Alors que les décisions de libéraliser et de déréglementer les marchés étaient tout d'abord des choix politiques, ces changements ont fait croître le pouvoir du capital devenu plus libre d'agir selon ses désirs. Tout comme Susan Strange l'avait exposé<sup>94</sup>, Schmidt constate que ces modifications des règles du jeu ont rendu les entreprises moins responsables devant les autorités nationales. Peut-être que la libéralisation des marchés amène un accroissement de la richesse globale de la nation, mais elle nuit considérablement aux relations normales entre l'État et la société. Cela pourrait avoir un impact dramatique sur la démocratie : "Overall [...] democracy is at risk".<sup>95</sup>

Ces quelques exemples de thèses plutôt négatives quant à l'avenir des forces politiques de la gauche représentent certes une grande part des écrits sur le sujet dans les dernières années, mais leurs opposants sont également nombreux. Selon Geoffrey Garrett, toutes ces conclusions pessimistes ne prennent pas en compte les nouvelles possibilités de revendication pour les mouvements de gauche et ne tiennent pas compte des faits.<sup>96</sup> La vague d'ouverture a fait augmenter les risques de déstabilisation et de précarisation du travail, ce qui incite d'autant plus les forces de gauche à demander la protection des gouvernements.<sup>97</sup> Selon lui, il ne faut pas croire que ces forces vont simplement se contenter de regarder leur pouvoir s'estomper. En plus de ces nouvelles revendications,

---

<sup>93</sup> Vivien A. Schmidt, "The New World Order Incorporated: The Rise of Business and the Decline of the Nation-State", *Daedalus* 124, no. 2, 1995: 75-106.

<sup>94</sup> Susan Strange, *States and Markets*.

<sup>95</sup> Vivien A. Schmidt, "The New World Order", p. 77.

<sup>96</sup> Voir Geoffrey Garrett, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge: Cambridge University Press, 1998; Geoffrey Garrett, "Global Markets".

<sup>97</sup> On voit ici une analyse qui se sépare de celle de Rogowski dans *Commerce and Coalitions*, car les perdants sont vus ici comme ceux qui vont s'organiser pour se défendre. De son côté, Rogowski prétend que ce sont les gagnants qui vont pousser plus fort pour poursuivre les politiques d'ouverture.

Garrett prétend que les données sur les forces de la gauche n'ont pas vraiment changé.<sup>98</sup> Effectivement, il conclut son étude du pouvoir de la gauche, basée sur la place des partis de gauche dans les cabinets et sur le taux de syndicalisation, en soulignant que la diminution du pouvoir de la gauche n'est pas vraiment significative.

Cependant, bien que ces constats soient relativement bien appuyés, ils ne révèlent qu'une partie du portrait. De fait, les forces de la gauche ont de nouveaux arguments plus forts pour demander l'intervention des gouvernements, mais les changements dans les ressources disponibles rendent difficile, mais toujours possible, la mise en place de politiques conséquentes. De plus, les chiffres ne donnent pas une idée des changements qui se sont produits au sein des forces sociales démocrates. Par exemple, l'étude de Herbert Kitschelt démontre que les partis sociaux-démocrates européens ayant réussi à maintenir leur popularité l'ont fait au prix de grands changements dans leurs plateformes électorales.<sup>99</sup> Entre autres choses, ils ont ainsi dû accorder une importance moindre aux revendications traditionnelles des travailleurs. Ceci cadre aussi avec les conclusions de Paulette Kurzer et de Fritz Scharpf quant à l'avenir de la concertation tripartite et de la social-démocratie. Selon ces deux auteurs, elles ne peuvent survivre qu'au prix d'une diminution substantielle de leurs demandes politiques et par une acceptation de certains principes de la droite.<sup>100</sup>

Les arguments de Geoffrey Garrett mènent à la "thèse de la compensation", qui contredit également l'idée que les forces de la gauche ne peuvent pas s'organiser face à

---

<sup>98</sup> Voir Geoffrey Garrett, *Partisan Politics*, pp. 59-73.

<sup>99</sup> Herbert Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press, 1994.

<sup>100</sup> Voir Paulette Kurzer, *Business and Banking*; ainsi que Fritz Scharpf, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, Paris: Economica, 1990.

l'ouverture des marchés. Cette thèse stipule que l'ouverture des marchés est contrebalancée par une hausse des dépenses de protection sociale de la part des gouvernements. Les risques associés à l'ouverture d'une économie poussent les mouvements ouvriers à demander une protection accrue de l'État. Cette thèse s'appuie sur des résultats statistiques très forts et significatifs. Dans une étude sur la croissance des revenus du gouvernement dans les pays de l'OCDE, David Cameron a démontré que la cause la plus importante de cette hausse était l'ouverture commerciale des États.<sup>101</sup> Les pays les plus ouverts sont aussi ceux où les possibilités de concertation sociale entre l'État, le capital et les travailleurs sont les plus grandes. L'ouverture amène une hausse de la syndicalisation, un climat propice à la montée des partis sociaux-démocrates et une concentration de l'activité industrielle, ce qui facilite les concertations.<sup>102</sup> Avant Cameron, Lindbeck avait lui aussi avancé la thèse voulant que l'ouverture soit une des causes de la croissance de la taille de l'État.<sup>103</sup> Dans son étude de l'impact de l'intégration économique sur les petits pays européens, Peter Katzenstein a également démontré que les gouvernements de ces pays avaient cherché à contrer les effets néfastes potentiels de l'ouverture par une compensation: "*The small European states complement their pursuit of liberalism in the international economy with a strategy of domestic compensation*".<sup>104</sup>

Ces quelques exemples de la thèse de la compensation datent cependant de plusieurs années. Cette relation tient-elle toujours désormais à la lumière des changements dans les relations de pouvoir soulevés plus tôt ? Selon les résultats de Dani Rodrik, la

---

<sup>101</sup> David R. Cameron, "The Expansion of the Public Economy: A Comparative Analysis", *American Political Science Review* 72, no. 4, 1978: 1243-1261.

<sup>102</sup> Pour une explication complète de cette chaîne causale, voir *Ibidem*, pp. 1256-1257.

<sup>103</sup> Asar Lindbeck, *Swedish Economic Policy*, Berkeley: University of California Press, 1974.

réponse est ambiguë.<sup>105</sup> Les gouvernements des pays ouverts au commerce demeurent plus imposants dans l'économie. Cependant, Rodrik démontre que c'est avant tout l'exposition aux risques associés à l'ouverture, plutôt que l'ouverture elle-même, qui explique la taille du gouvernement.<sup>106</sup> Le risque est mesuré par la volatilité des termes de l'échange et aussi par la concentration géographique des exportations. Malgré cette petite différence en comparaison avec la théorie de Cameron et Katzenstein, les résultats de Rodrik semblent appuyer l'idée que la compensation existe toujours. Toutefois, lorsque Rodrik emploie une méthode d'analyse temporelle pour tenter de comprendre la relation entre l'ouverture et la taille du gouvernement, il découvre que la relation devient inverse.<sup>107</sup> Une hausse de l'ouverture semble causer une diminution des dépenses gouvernementales, mais il qualifie cette diminution de minime. La relation est plus nettement négative quand les pays sont fortement ouverts aux mouvements de capitaux. Les flux financiers ne cessant de croître, les résultats de Rodrik laissent donc quelque peu perplexe sur la pertinence de la théorie de la compensation dans les dernières années.

En dépit de ces résultats, Geoffrey Garrett croit que cette relation existe toujours.<sup>108</sup> Les gouvernements de gauche réagissent encore en protégeant la société contre les hausses de l'ouverture. À l'inverse, les gouvernements de droite tendent à baisser les dépenses en cas d'augmentation de l'internationalisation de leur économie. La séparation

---

<sup>104</sup> Peter J. Katzenstein, *Small States in World Markets: Industrial Policy in Europe*, Ithaca: Cornell University Press, 1985, p. 47.

<sup>105</sup> Dani Rodrik, "Why do More Open Economies Have Bigger Governments?", *NBER Working Paper* no. 5537, 1996; ainsi que Dani Rodrik, *Has Globalization Gone Too Far?*, Washington, D.C.: Institute for International Economics, 1997, pp. 49-68.

<sup>106</sup> La notion de risque associé à l'ouverture a déjà fait l'objet d'autres études, dont celle de Robert H. Bates, Philip Brock et Jill Tiefenthaler, "Risk and Trade Regimes: Another Exploration", *International Organization*, 45, no. 1, 1991: 1-18.

<sup>107</sup> Dani Rodrik, *Has Globalization*, pp. 60-64.

<sup>108</sup> Geoffrey Garrett, "Global Markets".

partisane demeure donc primordiale quant à la réaction des gouvernements face à l'ouverture économique internationale. Garrett conclut d'ailleurs avec force sur ce point:

*"As has been the case for more than two hundred years, the coupling of openness with domestic compensation remains a robust and desirable solution to the problem of reaping the efficiency benefits of capitalism while mitigating its costs in terms of social dislocations and inequality".<sup>109</sup>*

L'étude des changements dans les relations de pouvoir et celle de la théorie de la compensation mènent à des conclusions plutôt mitigées. Tout d'abord, les études employant des théories économiques pour établir les changements de rapports de force démontrent qu'il y a eu un gain de pouvoir du capital par opposition à l'État et aux travailleurs, mais avec beaucoup de nuances. D'un autre côté, plusieurs études plus qualitatives accordent beaucoup de poids à l'idée voulant que le capital soit le seul vrai bénéficiaire de l'ouverture en termes de pouvoir, alors que l'État et les travailleurs sont perçus comme les perdants. Toutefois, des voix s'élèvent contre ce pessimisme envers les possibilités pour la gauche de faire valoir ses points de vue. La principale source théorique venant concurrencer l'idée de la baisse d'importance de la gauche est la thèse de la compensation. Les résultats récents des études sur la compensation des gouvernements face à l'ouverture semblent moins probants, mais cette approche théorique demeure au centre du débat sur l'impact de l'internationalisation. Les résultats statistiques sur cette relation sont moins forts, mais il y a toujours une demande marquée de compensation de la part des sociétés à risque.<sup>110</sup> Les populations pourraient donc théoriquement former de nouvelles coalitions et faire des pressions très lourdes sur le gouvernement pour renverser la tendance actuelle.

---

<sup>109</sup> *Ibidem*, p. 824.

Ce débat sur les changements dans les relations de pouvoir permet en partie d'appuyer l'hypothèse de la présente étude concernant l'impact négatif de l'internationalisation sur les politiques associées à l'État-providence. Ainsi, plus un pays est intégré à l'économie internationale, plus les groupes de droite associés au capital devraient accroître leur pouvoir aux dépens des travailleurs et de l'État. Ce pouvoir accru du capital limite les possibilités d'intervention des gouvernements dans l'économie, puisque les mouvements de capitaux pouvant résulter de politiques jugées inadéquates par les forces du marché pourraient avoir des conséquences dramatiques pour l'économie nationale. En plus de cette menace économique, les gouvernements sont bien souvent moins enclins à aller à l'encontre des volontés du capital en raison des affiliations idéologiques plus étroites qui s'établissent entre les forces du capital et l'État. Cependant, l'argument n'est pas complet. La perte de pouvoir à elle seule peut provoquer une baisse des dépenses et des changements en faveur du capital dans les politiques, mais cela n'explique pas pourquoi un bouleversement de cette balance de pouvoir ne pourrait pas permettre de renverser la tendance et permettre à nouveau des politiques de compensation adéquates. Si les forces qui demandent à être protégées ont toujours les mêmes intérêts et que l'internationalisation accrue leur donne même des raisons supplémentaires de demander l'intervention gouvernementale, alors pourquoi être si pessimiste quant à la possibilité que l'État puisse répondre à ces demandes ? Bien entendu, les changements vus dans cette section permettent de constater que la volonté politique n'est peut-être pas la même, les dirigeants embrassant plus volontiers les vues de la droite, mais les arguments en faveur de la thèse de la compensation demeurent logiques et plausibles, bien que plus

---

<sup>110</sup> Voir Dani Rodrik, *Has Globalization*; Geoffrey Garrett, *Partisan Politics*; ainsi que Geoffrey Garrett,

difficilement applicables en raison des modifications mentionnées ci-haut. Pour compléter l'argument développé dans cette recherche, un autre type de contrainte aux politiques nationales doit être inclus dans l'analyse : les contraintes macroéconomiques. Plus précisément, l'internationalisation réduit la volonté et la possibilité des gouvernements d'utiliser deux instruments des politiques économiques nationales associés à l'État-providence, les politiques monétaire et fiscale.

*Contraintes monétaires et fiscales :*

Les contraintes sur le choix de politiques macroéconomiques imposées par l'internationalisation commerciale et financière sont avant tout liées aux politiques monétaire et fiscale. Ces deux instruments de politiques économiques sont depuis longtemps présentés comme deux des principaux outils utilisés par les gouvernements pour relancer la demande intérieure et ainsi stimuler l'économie en période de récession ou de ralentissement économique. Dans un système keynésien, ces deux instruments sont également essentiels à l'État pour remplir sa fonction redistributive. Cependant, il semble que ces deux outils ne soient plus aussi efficaces qu'auparavant, en plus de ne plus être essentiellement nationaux.<sup>111</sup> La diminution de la capacité des États à utiliser la politique monétaire et la fiscalité pour répondre aux besoins nationaux pourrait avoir des implications très néfastes sur l'avenir de l'État-providence.

---

"Global Markets".

<sup>111</sup> Les changements dans le contexte économique international ont rendu les politiques monétaires et fiscales de plus en plus sujettes à des accords internationaux visant à diminuer la hausse des risques associés à l'ouverture accrue. Voir Michael C. Webb, "International Economic Structures"; ainsi que Micheal C. Webb, *The Political Economy of Policy Coordination: International Adjustment Since 1945*, Ithaca: Cornell University Press, 1995.

La perte d'autonomie monétaire nationale est bien souvent illustrée à partir du trio de l'autonomie dans la politique macroéconomique, de la stabilité du taux de change et de la libéralisation des mouvements de capitaux. Robert Mundell et Marcus J. Fleming ont démontré dès les années soixante qu'il était impossible pour un gouvernement d'obtenir ces trois choses à la fois, sauf pour de très courtes périodes.<sup>112</sup> L'impossibilité de maintenir cette combinaison d'éléments est d'ailleurs fréquemment appelée la condition de Mundell-Fleming.<sup>113</sup> De façon plus imagée, Benjamin Cohen parle plutôt de *Unholy Trinity* (trinité non sacrée).<sup>114</sup> Du point de vue de la politique monétaire, la contrainte imposée par l'impossibilité pratique de cette combinaison est particulièrement importante.

Le mécanisme par lequel la politique monétaire est contrainte par la mobilité des capitaux en situation de taux de change fixe est simple. Quand un pays est fortement ouvert aux mouvements de capitaux, toute différence significative entre les taux d'intérêt nationaux et internationaux risque de causer de grands déplacements financiers qui peuvent rapidement engendrer de graves problèmes économiques pour un État. Autrement dit, les taux d'intérêt sont plus ou moins fixés au niveau international: "[...] *if capital is fully mobile across borders, interest rates are constrained to be the same in all countries*

---

<sup>112</sup> Voir Marcus J. Fleming, "Domestic Financial Policies under Fixed and Floating Exchange Rates", *IMF Staff Papers* 9, 1962: 369-380; Robert Mundell, "The Appropriate Use of Monetary and Fiscal Policy for Internal and External Stability", *IMF Staff Papers* 9, 1962: 70-79; ainsi que Robert Mundell, "Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates", *Canadian Journal of Economics and Political Science* 29, no. 4, 1963: 475-485.

<sup>113</sup> Voir par exemple David M. Andrews, "Capital Mobility and State Autonomy", p. 195; Jeffrey A. Frieden, "Invested Interests", p. 431; John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence", p. 56.

<sup>114</sup> Benjamin J. Cohen, "The Triad and the Unholy Trinity: Lessons for the Pacific Region", dans Richard Higgott, Richard Leaver et John Ravenhill (dirs.), *Pacific Economic Relations in the 1990s: Cooperation or Conflict*, Boulder: Lynne Rienner, 1993, pp. 133-158.

*and national monetary policy can have no effect on national interest rates".*<sup>115</sup> Bien entendu, la mobilité du capital n'est pas encore parfaite, loin de là, mais il est de plus en plus évident qu'elle impose des contraintes directes sur les taux d'intérêt nationaux. Chaque fois qu'un gouvernement tente de baisser les taux d'intérêt pour stimuler l'activité économique, la sortie rapide des capitaux qui s'ensuit fait hausser de nouveau les taux d'intérêt, ce qui rend la politique inefficace.<sup>116</sup> La demande interne n'est ainsi stimulée que pendant un très court laps de temps et l'épargne et l'investissement quittent le pays, ce qui ne peut qu'être mauvais économiquement.

Puisque les taux d'intérêt ne peuvent pas dévier des taux internationaux sous peine de subir les foudres des marchés financiers, les enjeux de la politique monétaire sont modifiés. Les débats sur la politique monétaire nationale se centrent ainsi sur le taux de change.<sup>117</sup> Toute politique expansionniste provoque une baisse du taux de change en raison de la fuite des capitaux. À l'inverse, les politiques plus restrictives amènent une hausse de la valeur de la monnaie nationale. En effet, les changements dans la politique monétaire affectent directement le taux de change en l'absence de mouvement dans les taux d'intérêt. Donc, si le gouvernement cherche à stimuler l'économie par une politique monétaire plus souple, la baisse du taux de change entraîne une hausse du coût des importations et une plus grande compétitivité des exportations. Il y a donc un impact redistributif important pour les producteurs et consommateurs nationaux dans un contexte d'ouverture commerciale et financière. Ce changement affecte ainsi la dis-

---

<sup>115</sup> Jeffrey A. Frieden, "Invested Interests", p. 431. Voir également Michael C. Webb, "International Economic Structures", p. 318.

<sup>116</sup> Voir John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence", p. 56.

tribution du pouvoir et les formes de coalitions politiques à l'intérieur des frontières nationales.<sup>118</sup> En raison de son impact sur le taux de change, l'utilisation de la politique monétaire pour des besoins internes comporte des coûts politiques, économiques et sociaux élevés qui rendent son usage souvent trop onéreux pour les gouvernements : "*Ultimately, the costs of maintaining policy independence* [dans un système ouvert financièrement] *may simply become too high to bear*".<sup>119</sup> La Banque du Canada a d'ailleurs admis qu'elle ne pouvait plus employer une politique monétaire expansionniste sans en subir de graves répercussions sur le taux de change canadien, ce qu'elle préfère éviter.<sup>120</sup>

L'impossibilité de maintenir une politique monétaire autonome en combinaison avec un compte de capital ouvert et un taux de change fixe semble donc bien réelle. Cependant, pourquoi devrait-on croire que le taux de change des États doit nécessairement être fixe, puisque la fin du système monétaire de Bretton Woods permet le flottement des changes ? Pourquoi les gouvernements ne joueraient-ils pas avec la valeur de leur monnaie nationale afin de stimuler leurs exportations ou de faire augmenter la consommation interne par une hausse des importations ? Ces deux questions sont d'une grande importance, car si le taux de change n'est pas fixe ou du moins relativement stable, la contrainte de Mundell-Fleming ne tient plus et l'indépendance de la politique monétaire peut toujours exister.

---

<sup>117</sup> Voir Jeffrey A. Frieden, "Invested Interests"; Jeffrey A. Frieden, "Economic Integration and the Politics of Monetary Policy in the United States", dans Robert O. Keohane et Helen V. Milner, *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 108-136.

<sup>118</sup> Voir Jeffrey A. Frieden, "Invested Interests"; et Jeffrey A. Frieden, "Economic Integration".

<sup>119</sup> Benjamin J. Cohen, "Phoenix Risen The Resurrection of Global Finance", *World Politics* 48, no. 1, 1996: 281.

<sup>120</sup> Voir Bernard Élie, "Internationalisation financière et marge de manœuvre des États", *Cahiers du Gretse* no. 5, Université de Montréal, 1990, pp. 16-17.

Pour Geoffrey Garrett, les États ne sont en rien obligés de maintenir leur monnaie fixée à une valeur internationale quelconque.<sup>121</sup> Selon lui, le meilleur moyen de prévenir les risques d'instabilité des taux de change est de permettre aux investisseurs de se protéger eux-mêmes par des diversifications de portefeuille. Cependant, les gouvernements demeurent toujours sujets aux volontés des marchés. Garrett soulève également le fait que les études ne prouvent en rien que le maintien d'un taux de change fixe soit vraiment plus efficace au niveau des échanges. De plus, il ne croit pas que les gouvernements aient à fixer le taux de change afin de gagner de la crédibilité auprès des marchés. D'autres moyens sont plus efficaces, comme de rendre la banque centrale plus indépendante ou de passer des lois sur l'équilibre budgétaire. Ironiquement, ces deux dernières solutions diminuent l'autonomie des gouvernements au niveau de la politique monétaire et fiscale.<sup>122</sup> La banque centrale devenant plus indépendante, le pouvoir démocratique perd de son emprise sur les décisions monétaires, alors qu'une loi sur l'équilibre budgétaire limite directement l'emploi de politiques fiscales expansionnistes en cas de besoin. Ceci est d'autant plus vrai que les besoins sont les plus grands exactement au même moment où les ressources diminuent, soit en temps de récession ou de ralentissement économique.

D'autres études démontrent toutefois que les autorités nationales ont fort à gagner en fixant leur taux de change dans un contexte d'ouverture. Selon Jeffry Frieden, la hausse de l'internationalisation commerciale et financière fait que le pouvoir des acteurs politiques qui bénéficient économiquement du maintien d'un taux de change fixe tend à

---

<sup>121</sup> Geoffrey Garrett, "Global Markets", pp. 800-803.

<sup>122</sup> Au sujet de l'impact négatif de l'indépendance accrue de la banque centrale sur le pouvoir décisionnel des gouvernements, voir Paulette Kurzer, *Business and Banking*.

s'accroître, ce qui presse les gouvernements à ne pas trop laisser varier la valeur de la monnaie.<sup>123</sup> Dans une autre étude, il démontre que les gouvernements de gauche ont tendance à jouer le jeu de la crédibilité avec les marchés en tentant plus que les gouvernements de centre ou de droite de maintenir la stabilité de leur taux de change.<sup>124</sup> Ce constat a une certaine importance, puisque cela pourrait signifier que les gouvernements de gauche sont prêts à se départir d'une partie de leur autonomie politique pour garder de la crédibilité face aux acteurs économiques privés.

Outre ces explications de la hausse de la pression sur les gouvernements pour fixer leur taux de change, un autre argument amené par John Goodman et Louis Pauly permet de renforcer la thèse de la perte d'autonomie monétaire des États.<sup>125</sup> Les deux chercheurs prétendent que même si le taux de change n'est pas fixé à un pivot quelconque, l'ouverture financière ne permet pas une politique monétaire autonome, parce que la thèse de Mundell-Fleming ne tient pas compte de l'effet de rétroaction (*feedback effect*) entre les prix intérieurs et le taux de change.<sup>126</sup> Si les gouvernements tentent de stimuler la production nationale par une baisse des taux d'intérêt, la baisse du taux de change amène une hausse du prix des importations. Cette augmentation du coût des importations peut faire diminuer la hausse de la production anticipée en raison de la hausse des

---

<sup>123</sup> Jeffrey A. Frieden, "The Impact of Goods and Capital Market Integration on European Monetary Politics", *Comparative Political Studies* 29, no. 2, 1996: 202-203

<sup>124</sup> Jeffrey A. Frieden, "The Political Economy of European Exchange Rates: An Empirical Assessment", Manuscrit, Cambridge: Department of Government, Harvard University, 1998. L'OCDE prétend aussi que les gouvernements doivent absolument augmenter leur crédibilité monétaire face aux marchés s'ils ne veulent pas subir les foudres de ces derniers. Voir OCDE, "La réforme de la réglementation dans le secteur des services financiers : où en sommes-nous ? Où allons-nous ?", *Tendances des marchés de capitaux* 67, 1997: 68-69.

<sup>125</sup> John B. Goodman et Louis W. Pauly, "The Obsolescence".

<sup>126</sup> *Ibidem*, p. 56.

prix pour les producteurs nationaux qui importent des intrants. Donc, la politique pourrait ne pas avoir l'effet escompté au départ.

Cette section sur les contraintes internationales pesant sur la politique monétaire des États permet de tirer une conclusion claire : les gouvernements ne possèdent plus leur complète autonomie en la matière. L'impossibilité de maintenir à la fois une politique monétaire autonome, un système économique ouvert aux mouvements de capitaux et un taux de change fixe fait peu de doute. Le fait que les gouvernements soient obligés de maintenir un taux de change fixe n'est toutefois pas aussi évident. Cependant, la hausse des échanges commerciaux et financiers fait augmenter la pression pour une telle stabilité, ce qui rend cette obligation plus pressante avec la poursuite de l'internationalisation. Il a été vu également que même en admettant que le taux de change puisse être flottant, l'efficacité de la politique monétaire dans un contexte de grande ouverture risque de diminuer malgré tout.

La logique qui sous-tend les contraintes de l'internationalisation sur les politiques fiscales des États se rattache beaucoup à la hausse du pouvoir du capital en général. L'argument principal est simple et direct : toute menace de hausse de taxe sur le capital ou les transactions financières peut entraîner la fuite des capitaux et le déplacement des entreprises vers des pays qui taxent moins. Certains parlent même d'une compétition directe entre les pays à ce niveau, l'État devenant non plus un État-providence, mais plutôt un État-compétitif.<sup>127</sup> Ensuite, certains auteurs soutiennent également que toute poussée fiscale expansionniste peut apporter la crainte de l'inflation de la part des mar-

---

<sup>127</sup> Voir notamment Philip G. Cerny, *The Changing Architecture of Politics: Structure, Agency, and the Future of the State*, Londres: Sage, 1989, p. 205; ainsi que Philip G. Cerny, "Globalization and the Changing Logic of Collective Action", *International Organization* 49, no. 4, 1995: 595-625.

chés, ce qui incite les investisseurs à déménager leur argent dans des endroits plus sûrs. La crédibilité face aux marchés est donc perçue comme aussi importante que pour la politique monétaire.

Jeffry Frieden emploie la même logique de Mundell-Fleming présentée plus tôt pour expliquer l'impact de l'ouverture financière sur la politique fiscale.<sup>128</sup> Quand les États tentent de stimuler la demande intérieure par une expansion fiscale, les obligations émises sont achetées par des investisseurs internationaux. Puisque les taux d'intérêt ne peuvent varier, le taux de change se voit encore affecté. En effet, quand les obligations émises sont achetées par les investisseurs internationaux, le taux de change progresse et la demande intérieure en est affectée, puisque les produits locaux deviennent plus chers par rapport aux produits importés. La politique fiscale perd ainsi de son efficacité.

Pour Peter Heller, plus l'économie s'ouvre aux mouvements de capitaux, plus la politique fiscale doit être conservatrice.<sup>129</sup> Avant même de s'ouvrir financièrement, les États devraient limiter leur utilisation de la politique fiscale pour des fins de politique interne. Les ajustements en fonction des chocs et changements extérieurs sont toujours de mise, mais doivent être faits prudemment. Tout est une question de crédibilité, puisque le moindre signe de politique fiscale en désaccord avec les besoins du marché peut avoir des conséquences désastreuses : *"But even in the absence of obvious fiscal imbalances, market perceptions about the firmness of fiscal discipline are an important factor influencing investor expectations and a source of potential instability in capital*

---

<sup>128</sup> Jeffry A. Frieden. "Invested Interests".

<sup>129</sup> Peter S. Heller, "Fiscal Policy Management in an Open Capital Regime", *IMF Working Paper* 97/20, 1997.

*flows*".<sup>130</sup> Ainsi, une simple mauvaise perception peut engendrer des mouvements de capitaux déstabilisateurs. Heller insiste aussi sur la compétitivité du système de taxation des États comme source potentielle de problèmes. Les États doivent absolument avoir un système de taxation national qui soit au moins aussi avantageux que celui des autres États, au risque de voir les capitaux quitter vers des lieux plus accueillants.<sup>131</sup>

Mathieson et Suarez utilisent également la logique de la compétition internationale pour démontrer comment les États sont maintenant contraints de ne pas trop taxer les revenus financiers, la richesse et les transactions.<sup>132</sup> Encore une fois, une taxation trop grande de ces éléments entraînerait une sortie de capitaux nuisible à l'économie nationale. Cette réalité est présentée comme étant plus ou moins inévitable, puisque toute tentative de ralentir les mouvements par des barrières quelconques est vouée à l'échec en raison des nouvelles possibilités pour les capitaux de contourner la réglementation nationale.<sup>133</sup>

Bien que ces arguments soient plutôt accablants pour l'avenir de l'autonomie des politiques fiscales, les résultats des études empiriques ne donnent pas tout à fait un portrait similaire. Selon Duane Swank, la possibilité pour les États de taxer le capital ne semble que très peu diminuée.<sup>134</sup> De façon générale, les taux de taxation marginaux du capital ont bel et bien baissé, mais les diminutions dans les abris fiscaux et les déductions de toutes sortes ont permis de maintenir les recettes fiscales sur le capital. De plus,

---

<sup>130</sup> *Ibidem*, p. 7.

<sup>131</sup> Pour un argument fort en concordance avec ceci, voir également Vito Tanzi, *Taxation in an Integrated World*, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1995.

<sup>132</sup> Donald J. Mathieson et Liliana Rojas-Suarez, "Liberalization of the Capital Account: Experiences and Issues", *IMF Occasional Paper* 103, 1993.

<sup>133</sup> Voir aussi OCDE, "La réforme de la réglementation".

<sup>134</sup> Duane Swank, "Funding the Welfare State Globalization and the Taxation of Business in Advanced Market Economies", *Political Studies* 46, 1998: 671-692.

les résultats de son analyse statistique démontrent que l'effet de l'ouverture financière sur la taxation du capital est nul. Cependant, l'ouverture commerciale est faiblement reliée à la baisse du fardeau fiscal du capital. Swank explique ses résultats par le fait que les États peuvent inciter les investissements sur leur territoire par des avantages autres que fiscaux, en plus du fait que les États sont pratiquement obligés de maintenir les recettes fiscales en raison de la nécessité de conserver un équilibre budgétaire strict dans une économie ouverte.

Wallerstein et Przeworski obtiennent eux aussi des résultats qui contredisent quelque peu les arguments présentés ci-dessus.<sup>135</sup> Selon eux, les États sont certes contraints, mais non totalement obligés de s'ajuster en fonction du plus petit dénominateur commun en ce qui concerne la fiscalité. Ils peuvent maintenir le niveau de taxation du capital actuel sans trop de problèmes. Les marchés préfèrent la stabilité, quitte à avoir un fardeau un peu plus élevé. Par contre les hausses de taxes sont fortement circonscrites en situation de grande ouverture. Toute anticipation de hausse du niveau de taxation peut avoir des conséquences néfastes importantes selon leurs résultats. La possibilité d'augmenter les recettes gouvernementales par une hausse de taxation sur la capital semble donc circonscrite.

Geoffrey Garrett tire sensiblement les mêmes conclusions que Wallerstein et Przeworski, prétendant que les politiques fiscales des États ne sont pas encore totalement contraintes, mais limitées en partie.<sup>136</sup> Selon lui, le niveau de taxation du capital dans les pays de l'OCDE dans les dernières années n'a été que très peu influencé par l'interna-

---

<sup>135</sup> Michael Wallerstein et Adam Przeworski, "Capital Taxation with Open Borders", *Review of International Political Economy* 2, no. 2, 1995: 425-445.

<sup>136</sup> Geoffrey Garrett, "Global Markets".

tionalisation. Par contre, dans d'autres études, il a démontré que bien que les États puissent poursuivre des politiques fiscales autonomes (toujours selon lui), toute expansion fiscale entraînait de plus en plus fréquemment une hausse du taux d'intérêt réel en raison des anticipations négatives des marchés.<sup>137</sup> Les coûts des politiques fiscales expansionnistes pour les gouvernements sont donc en progression. Malgré tout, les États peuvent accepter de payer les coûts supplémentaires pour l'instant. Cependant, il explique que ceci est vrai en raison du fait que très rarement les États vont s'ouvrir à la fois commercialement et financièrement.<sup>138</sup> Mais maintenant que la vague d'ouverture touche aux deux domaines à la fois, il est à prévoir que ce coût va continuer de s'accroître.

D'ailleurs, Dani Rodrik démontre que lorsque les États sont ouverts à la fois au commerce et aux capitaux, la relation négative entre le niveau de taxation du capital et le degré d'ouverture devient particulièrement forte.<sup>139</sup> L'ouverture commerciale seule explique aussi quelque peu les baisses de taxes selon les tests de Rodrik. Puisque les États continuent de s'ouvrir au commerce et aux capitaux à un rythme soutenu, il est à prévoir que cette relation va prendre de l'ampleur dans l'avenir.

Alors que les arguments présentés en faveur du fait que les États sont fortement contraints dans leurs politiques fiscales sont plutôt convaincants, les résultats empiriques ne sont pas sans équivoque. Cependant, ces derniers pointent presque tous vers une même direction, soit que la pression pour une baisse de la taxation et des politiques expansionnistes s'accroît rapidement. De plus, même si les résultats ne sont pas vraiment probants, ceux-ci ne tiennent pas compte de l'augmentation des besoins de finan-

---

<sup>137</sup> Voir par exemple Geoffrey Garrett, "Capital Mobility"; ainsi que Geoffrey Garrett, *Partisan Politics*.

<sup>138</sup> Voir Geoffrey Garrett, "Capital Mobility", p. 86.

<sup>139</sup> Dani Rodrik, *Has Globalization*, pp. 63-64.

gement des gouvernements. L'analyse de Wallerstein et Przeworski démontre que la hausse du fardeau fiscal du capital s'avère plus risquée, alors que les gouvernements font face à des problèmes sociaux en croissance rapide. Puisque les États ne peuvent pas vraiment augmenter leurs revenus, mis à part à l'aide d'une hausse de taxe pour les travailleurs déjà lourdement taxés, les coupures budgétaires représentent une option des plus probables. Se conjuguant à la perte d'autonomie des États quant à leur politique monétaire, cette contrainte s'appliquant à la fiscalité peut avoir de graves répercussions sur les possibilités d'action des gouvernements en temps de ralentissement économique. Effectivement, les deux principaux outils des politiques de relance de la demande des gouvernements perdent une grande part de leur efficacité tout en risquant d'entraîner des coûts économiques et politiques que les dirigeants ne sont peut-être pas prêts à payer.

#### **1.4) Conclusion**

Les travaux recensés dans ce chapitre appuient avec prudence l'idée selon laquelle les possibilités et la volonté d'intervention de l'État-providence sont réduites par une hausse de l'internationalisation. La vague actuelle d'internationalisation diffère de la précédente période de grande ouverture d'avant 1914. Du point de vue de cette étude, la différence la plus importante se situe dans le contexte international dans lequel chaque période s'insère. Dans l'ère de grande ouverture ayant précédé la Première guerre mondiale, l'intensification des échanges s'est opérée sans trop d'interventionnisme étatique. La seconde vague de 1945 à aujourd'hui ayant plutôt débuté sous le régime de Bretton Woods, le rôle de l'État dans l'économie nationale y était reconnu comme très important. La fin de ce régime au début des années 70 a rendu le compromis entre l'ouverture économique et l'autonomie politique interne plus difficile à maintenir. La pression sur

l'État-providence s'est donc révélée beaucoup plus insistante. Il semble que le maintien d'un système économique fortement ouvert à l'environnement international basé sur des principes de libre-marché soit en contradiction avec l'interventionnisme au niveau national.

Outre cette nouveauté dans la relation État-économie, les relations de pouvoir au sein des pays ont également été modifiées en faveur du capital par l'internationalisation. Les changements de rapports de force ont rendu les États à la fois moins aptes et moins enclins à intervenir dans l'économie. Ils en sont moins aptes puisque le capital a gagné un énorme pouvoir de négociation au fil des années. Ils sont, par ailleurs, moins enclins à intervenir en raison des changements idéologiques qui se sont produits suite à la modification des relations de pouvoir dans les sociétés. Les forces associées au capital ayant acquis plus de pouvoir, il est normal que les idées qu'elles véhiculent soient de plus en plus populaires et acceptées dans les milieux politiques. Cependant, ce changement dans les rapports de force ne permet pas de conclure que la gauche ne pourrait pas renverser la tendance et revenir en force. Effectivement, les arguments de Geoffrey Garrett et des tenants de la thèse de la compensation sont logiques et s'appuient sur des résultats statistiques difficiles à contourner à première vue. Selon eux, les risques associés à l'internationalisation peuvent entraîner une recrudescence de l'activité des forces associées à la gauche. Devant les conséquences probables de l'ouverture, ces forces demandent une protection accrue de la part du gouvernement. Cependant, en plus de devoir lutter contre des adversaires plus forts, en l'occurrence le capital, la gauche doit aussi faire face aux nouvelles contraintes monétaires et fiscales associées à l'internationalisation. Pour cette raison, la thèse de la compensation ne semble plus aussi adéquate qu'au-

paravant pour décrire la relation entre l'ouverture et la taille de l'État, mais demeure plausible.

Outre ces changements dans les relations de pouvoir, les États ne peuvent désormais que difficilement utiliser les politiques monétaires et fiscales afin de stimuler la demande intérieure en cas de besoin, secouant ainsi les bases mêmes de l'interventionnisme keynésien. Les taux d'intérêt étant maintenant fixés au niveau international, toute politique monétaire expansionniste résulte en une baisse du taux de change, ce qui a des implications économiques et sociales très grandes quand une économie nationale est fortement intégrée à l'économie internationale. Les politiques fiscales expansionnistes sont mal vues par les marchés qui anticipent dès lors une hausse de l'inflation ou des taxes, amenant des sorties massives de capitaux qui déséquilibrent rapidement l'économie nationale. Donc, même si les forces de gauche réussissent à s'organiser adéquatement face au capital, les contraintes macroéconomiques constituent un obstacle de plus à la réalisation de leurs objectifs. La solidité de ce cheminement causal ne se reflète toutefois pas dans les résultats des études statistiques, particulièrement en ce qui concerne la politique fiscale. Ainsi, ces recherches ne donnent que des réponses très imprécises, appuyant parfois cette thèse de la limitation des possibilités d'utilisation de ces deux politiques, mais la rejetant en d'autres occasions. Il convient donc de nuancer la portée des arguments suggérant que les États ne soient plus en mesure d'employer les politiques monétaires et fiscales en temps voulu.

Malgré la prudence dont il faille faire preuve en raison des arguments et des résultats présentés précédemment, il importe d'exposer clairement la structure de l'argumentation menant à l'hypothèse de travail mise à l'épreuve dans le chapitre subséquent. Tout d'abord, une hausse de l'internationalisation entraîne une augmentation du pouvoir

du capital aux dépens des travailleurs et de l'État. Ce changement dans les rapports de force se répercute directement sur la constitution et le poids des pressions politiques exercées sur les gouvernements nationaux. En raison de ces modifications dans les relations entre les acteurs économiques et politiques, la pensée de droite devrait prendre un ascendant sur celle de gauche. Cette transformation de la scène politique s'accompagne également de nouvelles contraintes plus fortes pesant sur les choix de politiques macroéconomiques. Les politiques monétaires et fiscales des États se voient effectivement de plus en plus fixées par la concurrence économique internationale. Les possibilités de se servir de ces deux instruments politiques importants pour des fins redistributives sont par conséquent diminuées. En raison de ce processus de modification des rapports de force et des contraintes macroéconomiques, une hausse de l'internationalisation devrait entraîner une baisse de l'interventionnisme gouvernemental.

## CHAPITRE SECOND

### DE LA THÉORIE À L'ANALYSE STATISTIQUE

Ce chapitre présente une analyse statistique visant à compléter l'étude théorique de la relation entre l'internationalisation et l'État-providence. La première section traite du choix des indicateurs pour les variables incluses dans l'analyse. La difficulté inhérente à la mesure des éléments étudiés ressort clairement de cette section. Les débats sur le choix des indicateurs sont particulièrement soutenus dans le domaine de l'ouverture financière. Malgré tout, cette recherche tente d'améliorer les lacunes des études précédentes par l'introduction d'une mesure axée sur la quantité des mouvements de capitaux, ce qui représente une certaine nouveauté dans les recherches sur le sujet. De plus, l'introduction d'un contrôle pour la contrainte démographique, composé du taux de chômage et du taux de gens ayant 65 ans et plus dans la société vise à augmenter la validité de l'indicateur de la variable dépendante, les dépenses totales des administrations publiques. Ces ajouts permettent de solidifier quelque peu la pertinence des tests statistiques employés, mais demeurent plutôt limités dans leur portée.

La seconde partie du chapitre concerne les tests statistiques. La première analyse multivariée porte sur la comparaison entre les effets des quatre variables indépendantes sur les dépenses totales des gouvernements pour deux années, 1975 et 1995. Les résultats de cette première analyse sont contraires aux prédictions. Cependant, l'introduction d'une deuxième méthode de comparaison de type longitudinal amène des résultats plutôt en accord avec les hypothèses émises. L'interprétation à tirer de ces chiffres doit donc être prudente.

La troisième section du chapitre illustre le modèle statistique à l'aide d'une courte étude du cas de la Suède. Cette présentation ne sert pas à appuyer l'hypothèse de travail, mais se veut plutôt un complément concret à l'analyse statistique abstraite présentée. La quatrième et dernière portion du chapitre expose les limites importantes des approches quantitatives sur un sujet aussi vaste que celui de la relation entre l'internationalisation et l'État-providence. Le principal problème sur lequel les recherches futures devront s'attarder concerne les instruments de mesure, autant de l'internationalisation que du degré d'interventionnisme de l'État-providence. De plus, les résultats de la seconde analyse conduite dans le cadre de la présente étude démontrent que la variation de l'internationalisation dans le temps représente peut-être la source d'explication la plus forte. Les méthodes employées à l'avenir devraient donc tenter de mieux intégrer le mécanisme temporel dans les tests statistiques.

## 2.1) Présentation des indicateurs

### *Taille de l'État-providence :*

L'indicateur utilisé afin de mesurer la taille de l'État-providence est le total des dépenses annuelles d'un État par rapport à son PIB, tel que défini par l'OCDE.<sup>140</sup> Cette approche est sensiblement la même que celle utilisée par de nombreux auteurs dont les travaux ont marqué ce domaine d'étude.<sup>141</sup> Les dépenses totales sont préférées aux

---

<sup>140</sup> Les chiffres employés sont tirés de OCDE, *Perspectives Economiques de l'OCDE. Statistiques rétrospectives*, Tableau 6.5: Emplois totaux des administrations publiques en pourcentage du PIB, Paris: OCDE, années diverses.

<sup>141</sup> Voir par exemple Geoffrey Garrett, "Global Markets and National Politics"; Geoffrey Garrett et Peter Lange, "Political Response to Interdependence : What's Left for the Left?", *International Organization* 45, no. 4, 1991: 539-564; John D. Stephens, Evelyn Huber et Leonard Ray, "The Welfare State in Hard Times", texte présenté à la rencontre annuelle de l'American Political Science Association, New York, 1-4 septembre 1994.

dépenses sociales parce que ces dernières s'avèrent trop restreintes pour le propos de la recherche. En effet, la simple mesure de l'ordre de grandeur des dépenses sociales laisse de côté des pans entiers de dépenses importantes rattachées à l'État-providence, tels les paiements aux employés du secteur public, les achats du gouvernement ou les subventions aux entreprises. Il paraît difficile d'oublier ces dépenses lors de toute discussion portant sur l'État-providence dans son ensemble. Par contre, le choix des dépenses totales entraîne une perte de précision par rapport au concept de dépenses sociales en raison de l'inclusion d'un nombre accru de charges publiques. Les deux mesures étant utilisées dans les recherches, le choix de l'une ou l'autre ne pose pas de problèmes importants. L'aspect plus inclusif des dépenses totales semble plus important pour cette recherche, ce qui pousse à choisir cet indicateur.

#### *Ouverture commerciale :*

Le niveau de l'ouverture au commerce est mesuré par la somme des importations et des exportations en proportion du PIB. Cette façon de procéder est très courante dans les études empiriques traitant de l'ouverture commerciale.<sup>142</sup> Les chiffres employés pour construire cet indicateur sont tirés des données du Fonds monétaire international (FMI).<sup>143</sup> Le ratio des échanges commerciaux sur le PIB permet de bien voir à quel point une économie nationale dépend du commerce international pour son équilibre et sa croissance. Une mesure du niveau des barrières tarifaires et non-tarifaires appliquées au commerce extérieur ne permettrait pas de tenir compte de la notion systémique de dé-

---

<sup>142</sup> Voir Stephen D. Krasner, "State Power and the Structure of International Trade", *World Politics* 28, 1976: 317-347; David R. Cameron, "The Expansion of the Public Economy"; Geoffrey Garrett et Peter Lange, "Political Responses to Interdependence".

pendance envers les flux commerciaux. Il est ainsi envisageable qu'un pays soit ouvert au niveau tarifaire, tout en étant relativement peu influencé par les pressions internationales en raison d'un niveau d'échange relativement faible avec l'extérieur, dû à des facteurs géographiques ou autres. Puisque c'est avant tout la notion de pression extérieure qui importe ici, le ratio du commerce total sur le PIB semble le meilleur indicateur.

#### *Ouverture financière :*

La mesure de l'ouverture financière n'est pas simple et soulève de nombreux débats théoriques. L'indicateur le plus fréquemment utilisé dans les études empiriques est composé de la somme des restrictions appliquées aux mouvements de capitaux à court, moyen et long termes, selon les données du FMI.<sup>144</sup> Cette mesure comporte le même inconvénient que celle des barrières tarifaires au commerce, puisqu'elle ne peut pas bien percevoir le degré d'intégration financière d'un pays et le vrai poids des pressions internationales. Un indicateur reflétant plus adéquatement la vulnérabilité d'un État face aux mouvements de capitaux semble plus approprié.

En ce sens, une seconde mesure utilisée abondamment par les économistes pourrait être plus adéquate pour la présente étude. Il s'agit de la corrélation entre les investissements et l'épargne à l'intérieur d'un pays, telle que présentée au départ par Feldstein

---

<sup>143</sup> FMI, *Statistiques financières internationales*, Washington, D.C.: FMI, années diverses.

<sup>144</sup> FMI, *Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Washington, D. C.: FMI, années diverses. Ce type de calcul est utilisé notamment par Geoffrey Garrett dans "Capital Mobility, Trade, and the Domestic Politics of Economic Policy", dans Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 79-107; ainsi que Duane Swank, "Funding the Welfare State".

et Horioka en 1980.<sup>145</sup> Selon cet indicateur, plus l'épargne est corrélée avec les investissements à l'intérieur d'un pays, moins ce pays est vulnérable aux mouvements de capitaux. Cette mesure remplit donc mieux que la précédente l'objectif de donner une indication de la vulnérabilité d'un État face aux mouvements rapides de capitaux. Malheureusement, cet indicateur comporte plus que sa part de problèmes.<sup>146</sup> Tout d'abord, il ne réussit pas à percevoir les changements importants dans les marchés financiers internationaux des dernières années, ce qui indique une faible correspondance avec la réalité.<sup>147</sup> Ensuite, comme le soulève Geoffrey Garrett, les changements qui affectent à la fois les investissements et l'épargne gonflent les corrélations entre les deux facteurs et contribuent à minimiser indûment la mobilité des capitaux.<sup>148</sup> Finalement, cet indicateur ne peut être établi que pour un groupe de pays sur plusieurs années<sup>149</sup>, alors que la présente analyse entend comparer les cas entre eux. En conséquence, l'emploi de cet indicateur est à écarter pour cette recherche malgré ses attributs intéressants.

Pour contourner certains des écueils qui accompagnent les deux types de mesure de l'ouverture financière présentés précédemment, une mesure très semblable à celle retenue pour calculer l'ouverture commerciale est employée. Cet indicateur est le ratio du total des entrées et sorties d'investissements directs et de portefeuille sur le PIB au

---

<sup>145</sup> Martin Feldstein et Charles Horioka, "Domestic Saving and International Capital Flows", *Economic Journal* 90, no. 358, 1980: 314-329.

<sup>146</sup> Pour une revue systématique des critiques de cet indicateur, voir Jeffrey A. Frankel, "Measuring International Capital Mobility: A Review", *AEA Papers and Proceedings* 82, no. 2: 197-202; ainsi que Jeffrey A. Frankel, "Quantifying International Capital Mobility in the 1980s", dans B. Douglas Bernheim et John B. Shoven (dirs.), *National Savings and Economic Performance*, Chicago: Chicago University Press, 1991, pp. 227-260.

<sup>147</sup> Voir notamment Michael Dooley, Jeffrey Frankel et Donald Mathieson, "International Capital Mobility: What Do Saving-Investment Correlations Tell Us?", *IMF Staff Papers* 34, no. 3, 1987: 503-530; Maurice Obstfeld, "How Integrated Are World Capital Markets? Some New Tests", dans G. Calvo, R. Findlay et J. de Macedo, *Debt, Stabilization and Development*, Oxford: Blackwell, 1989, pp. 134-155.

<sup>148</sup> Geoffrey Garrett, "Global Markets", p. 807.

cours d'une année, obtenu à l'aide des données sur les investissements compilées par le FMI.<sup>150</sup> Il n'est pas sans soulever de nombreux débats non plus. Établir le ratio des investissements directs sur le PIB d'un pays ne comporte pas trop de problèmes, mais cette mesure se rattache surtout au degré d'internationalisation de la production et non pas à l'ensemble des mouvements de capitaux.<sup>151</sup> Pour cette raison, les investissements de portefeuille sont ajoutés à la construction du ratio, qui représentent beaucoup mieux l'aspect financier que les flux d'investissements directs et permettent ainsi d'élargir la portée théorique de l'indicateur.

L'ajout des investissements de portefeuille pose cependant un problème selon Geoffrey Garrett, puisque la hausse de l'utilisation de ce type d'investissement peut être due à une hausse des besoins d'ajustements ayant suivi la fin du régime de Bretton Woods : « *The dramatic upturn in flows since the early 1970s, for example, is no doubt in part the product of the end of the Bretton Woods fixed exchange-rate regime, necessitating international diversification to hedge against currency risk* ». <sup>152</sup> Même si cet argument comporte une grande part de vérité, pourquoi cela n'est-il pas un exemple de la hausse de vulnérabilité des États face aux mouvements de capitaux ? Si les investisseurs cherchent à se protéger contre les mouvements rapides des taux de change, ils vont nécessairement réagir à toutes mauvaises politiques macroéconomiques des gouvernements afin de ne pas courir de risque. Pour cette raison, cette mesure demeure utilisable et

---

<sup>149</sup> Voir Geoffrey Garrett, *Partisan Politics*, pp. 54-55.

<sup>150</sup> FMI, *Statistiques financières internationales*, années diverses; ainsi que FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Washington, D.C.: FMI, années diverses.

<sup>151</sup> Geoffrey Garrett utilise cet indicateur comme mesure de l'internationalisation séparément d'un autre sur la mobilité du capital dans "Global Markets and National Politics".

<sup>152</sup> *Ibidem*, p. 807.

utilisée.<sup>153</sup> Bien que Duane Swank<sup>154</sup> et l'OCDE<sup>155</sup> emploient comme définition ( ou plutôt comme indicateur dans le cas de Swank) des flux de capitaux privés l'ensemble des investissements directs, de portefeuille ainsi que les crédits bancaires privés, il ne semble pas approprié d'ajouter ce dernier élément à l'indicateur choisi. En incluant les crédits bancaires privés, les données suivent des trajectoires manquant de logique en raison des fluctuations considérables et erratiques qui peuvent affecter les crédits bancaires d'une année à l'autre.<sup>156</sup> Cette totale absence de cohérence pèserait lourd sur la solidité des tests statistiques.

#### *Force de la gauche :*

Le quatrième indicateur du modèle statistique mesure la force de la gauche en fonction du pourcentage de sièges au parlement détenus par les partis de gauche membres du cabinet par rapport au nombre total de sièges parlementaires détenus par tous les partis siégeant au cabinet. Cet indicateur construit par Evelyne Huber, Charles Ragin et John D. Stephens est établi selon une échelle annuelle cumulative, qui permet de mieux

---

<sup>153</sup> Duane Swank utilise le total des flux d'investissements directs et de portefeuilles, ainsi que ses crédits bancaires privés comme indicateur de l'ouverture financière, ce qui renforce notre argument, dans "Funding the Welfare State". Certaines études du FMI incluent les investissements de portefeuille dans leurs analyses des effets des flux de capitaux sur les gouvernements. Voir par exemple Susan Schadler, Maria Carkovic, Adam Bennett et Robert Kahn, "Recent Experiences with Surges in Capital Inflows", *Occasional Paper* 108, Washington, D.C.: FMI, 1993; Mohsin S. Kahn et Carmen M. Reinhart, « Capital Flows in the APEC Region », *Occasional Paper* 122, Washington, D.C.: FMI, 1995.

<sup>154</sup> *Ibidem*.

<sup>155</sup> OCDE, *Tendances des marchés de capitaux* 57, 1994: 15.

<sup>156</sup> Par exemple, les chiffres pour l'Autriche nous montrent que les crédits bancaires privés sont divisés par 62, passant de 76 323 millions de dollars US en 1980 à 1 225 millions en 1982. Des bonds semblables (quoi qu'un peu moins prononcés) se remarquent pour la plupart des pays. Tiré des *Statistiques financières internationales* du FMI.

percevoir la force structurelle des partis de gauche dans un système.<sup>157</sup> Les données de Huber, Ragin et Stephens se terminant en 1988, ils ont dû être actualisé jusqu'en 1995 à l'aide de la classification de Francis G. Castles et Peter Mair<sup>158</sup> (la même que celle utilisée par Huber, Ragin et Stephens), selon les données électorales compilées dans différents numéros du *European Journal of Political Research*.<sup>159</sup> Ainsi, un pays où la gauche est très présente pendant un mandat, sans avoir jamais été une force significative aux élections précédentes ou suivantes ne sera pas considéré comme un cas de grande force structurelle de la gauche. Inversement, le contraire peut aussi se produire. Ainsi, si la droite a une forte emprise sur le gouvernement pendant un court laps de temps, mais que la gauche a constamment été au pouvoir au cours des autres périodes, cet indicateur permet de nuancer le pouvoir réel de la droite sur les structures de l'État. L'utilisation de cette variable de contrôle permet de voir si les changements dans les dépenses des gouvernements au fil des années ne sont pas simplement le fruit des affiliations idéologiques des gouvernements au pouvoir plutôt que les effets de l'internationalisation.

#### *Contrainte démographique :*

Cette variable de contrôle très importante est basée sur les travaux de Stephens, Huber et Ray concernant les pressions grandissantes sur les États-providence.<sup>160</sup>

---

<sup>157</sup> Échelle construite par Evelyne Huber, Charles Ragin et John D. Stephens, dans "Social Democracy, Christian Democracy, Constitutional Structure, and the Welfare State", *American Journal of Sociology* 99, 1993: 711-749.

<sup>158</sup> Francis G. Castles et Peter Mair, "Left-Right Political Scales: Some 'Expert' Judgements", *European Journal of Political Research* 12, 1984: 73-88.

<sup>159</sup> Jaap Woldendorp, Hans Keman et Ian Budge (dirs.), "Special Issue: Political Data 1945-1990. Party Government in 20 Democracies", *European Journal of Political Research* 24, no. 1, 1993: 1-119; Ruud Kool et Peter Mair (dirs.), "Political Data Yearbook 1992, 1993, 1994, 1995", *European Journal of Political Research* 22, 24, 26, 28, 1992-1995; Ruud Kool et Dick Katz (dirs.), "Political Data Yearbook 1996", *European Journal of Political Research* 30, 1996: 259-492.

<sup>160</sup> John D. Stephens, Evelyne Huber et Leonard Ray, "The Welfare State".

L'hypothèse derrière l'utilisation de cette variable de contrôle est simple : une hausse des dépenses pourrait être le reflet d'une augmentation des besoins de la population et non pas d'une hausse de la générosité des programmes gouvernementaux. Afin de tenir compte de cette possibilité, les trois auteurs utilisent un indice nommé *demographic burden* (contrainte démographique) composé de l'addition du taux de chômage et du pourcentage de personnes ayant 65 ans et plus dans la population totale du pays. Deux des grands champs de dépenses des gouvernements sont donc présents dans cet indicateur, soit les prestations de chômage et de retraite, qui ont par ricochet un impact sur les dépenses de santé, de sécurité sociale et autres domaines.<sup>161</sup>

**Tableau 2.1 : Résumé des mesures et des relations anticipées :**

Variable dépendante : dépenses totales		
	Mesure	Relation anticipée
Ouverture commerciale	<u>Importations + Exportations</u> PIB	- (diminution dans le temps, mais demeure positive <sup>162</sup> )
Ouverture financière	<u>Inv. directs + portefeuille</u> PIB	-
Force de la gauche	% de sièges du cabinet détenus par les partis de gauche (cumulatif)	+
Contrainte démographique	Taux de chômage + % 65 ans et plus	+

<sup>161</sup> Les dépenses reliées à l'éducation seraient également à considérer dans les recherches futures. La proportion de la population étant aux études pourrait avoir une importance notable pour le niveau des dépenses gouvernementales étant donné le coût élevé de la formation scolaire pour l'État.

<sup>162</sup> La relation entre l'ouverture commerciale et le niveau des dépenses ne devrait pas être totalement négative étant donné la forte relation historique positive entre les deux variables. Il serait difficile de croire que des extrêmes comme la Suède et les États-Unis puissent inverser les rôles en quelques années au niveau des dépenses par exemple. Cependant, si le cadre théorique avancé dans ce mémoire est appuyé, la force de cette relation devrait diminuer substantiellement dans les années récentes par rapport aux années 70.

## 2.2) Choix de l'échantillon de pays

L'échantillon de pays faisant partie de l'analyse statistique inclut 15 États-providence très développés, principalement de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Il comprend l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. Le choix de ce groupe de pays est motivé par la similarité économique, politique et sociale entre ces pays, et aussi par la disponibilité de données de qualité sur chacun des indicateurs.

La sélection d'un ensemble de pays relativement semblables est inévitable pour cette analyse. L'effet de l'internationalisation est totalement différent selon la situation économique, politique ou sociale d'un État. Les pays pauvres ne ressentent pas les effets de l'ouverture économique comme les pays plus riches. Ainsi, le commerce accru entre le Nord et le Sud est perçu par certains comme un grave problème pour les travailleurs des pays riches, qui ne peuvent pas compétitionner au niveau salarial avec leurs homologues des régions plus pauvres du globe.<sup>163</sup> Les travailleurs des deux régions n'ont par conséquent pas forcément les mêmes intérêts face à l'ouverture commerciale. Les structures étatiques des pays du Nord et du Sud sont nettement différentes aussi, ce qui change les réponses des gouvernements aux pressions internationales. Le type de régime, la taille de l'État ou d'autres facteurs institutionnels ont en effet un impact important sur les réactions des dirigeants. Le choix d'un échantillon de pays relativement semblables permet de contrôler en partie pour ces quelques problèmes.

---

<sup>163</sup> Voir la section sur les changements dans les rapports de force.

La disponibilité de données fiables pour chacun des pays s'avère tout aussi importante que cette notion de contrôle de l'hétérogénéité dans le choix de l'échantillon. L'obtention de données comparatives de qualité sur les investissements directs ou de portefeuille dans les pays plus pauvres s'avérerait pratiquement impossible, surtout pour les années 1970 et 1980. Le problème est d'ailleurs présent même pour certains pays membres de l'OCDE, tel la Suisse. Outre les données sur les investissements, les chiffres sur les dépenses du gouvernement, le taux de chômage ou l'ouverture commerciale sont difficilement comparables en raison des différences énormes dans les systèmes de comptabilité nationale des États. La comparabilité des données n'étant déjà pas parfaite au sein de l'OCDE, toute tentative d'étendre le choix des pays risque d'introduire des biais considérables dans les résultats statistiques.<sup>164</sup> Afin de minimiser autant que possible ces biais, les données statistiques employées ne portent donc que sur des pays pour lesquels le manque de fiabilité ne pose pas de problème insurmontable.

### **2.3) Analyse quantitative**

À la lumière des différentes sections du premier chapitre, force est de constater que la relation entre l'internationalisation et l'État-providence a fait l'objet d'un grand nombre d'études au cours des dernières années. Il devient donc primordial d'établir en quoi la présente analyse statistique diffère de ce qui a été fait jusqu'à présent. Dans le domaine statistique, l'originalité de cette recherche se situe dans le choix des indicateurs. À la lumière de toutes les recherches recensées, l'indicateur de l'ouverture financière

---

<sup>164</sup> Plusieurs chercheurs, ou groupes de chercheurs, tentent d'ailleurs d'améliorer la comparativité des données nationales, comme le Luxembourg Income Study. Voir par exemple, Timothy M. Smeeding.

employé dans cette étude n'a jamais été utilisé dans les analyses portant directement sur l'impact de l'internationalisation sur la taille de l'État-providence. L'analyse de Swank se sert d'un indicateur très semblable, mais elle ne traite que de la politique fiscale.<sup>165</sup> La contrainte démographique comme variable de contrôle comporte aussi une certaine part d'originalité. Stephens, Huber et Ray en font usage dans leur article "The Welfare State in Hard Times"<sup>166</sup>, mais leurs tests statistiques ne font pas la relation entre l'ouverture et les dépenses, se contentant plutôt de regarder l'évolution des dépenses en elles-mêmes. L'ouverture n'est citée que comme une des causes potentielles, sans faire l'objet de tests directs. Ces quelques nouveaux indicateurs employés devraient permettre de raffiner certaines analyses déjà effectuées sur la relation entre l'ouverture économique et l'État-providence.

La première méthode employée afin d'analyser les effets des pressions de l'internationalisation économique sur les dépenses totales des États consiste en une simple comparaison entre les résultats de corrélations et de régressions multiples pour les années 1975 et 1995. Si l'hypothèse de travail s'avère appuyée, un changement entre les deux périodes devrait être perceptible. La relation entre l'ouverture commerciale et le niveau des dépenses devrait ainsi être positive en 1975 en raison de la présence de compensation de la part des gouvernements, tel que démontré par David Cameron.<sup>167</sup> Par contre, les résultats devraient différer largement en 1995. En effet, puisque le niveau d'internationalisation a connu une hausse spectaculaire entre ces années (avec de plus la

---

Micheal O'Higgins et Lee Rainwater (dirs.), *Poverty, Inequality, and Income Distribution in Comparative Perspective: The Luxembourg Income Study*, Washington D.C.: The Urban Institute Press, 1990.

<sup>165</sup> Duane Swank, "Funding the Welfare State".

<sup>166</sup> John D. Stephens, Evelyne Huber et Leonard Ray, "The Welfare State".

<sup>167</sup> David R. Cameron, "The Expansion of the Public Economy".

fin du compromis de Bretton Woods), les pressions sur les dépenses devraient avoir amené une baisse notable de la force de la relation positive entre le degré d'ouverture commerciale et le niveau des dépenses gouvernementales. En ce qui concerne les mouvements de capitaux, la relation entre le degré d'ouverture financière et les dépenses devrait être négative dans les deux périodes.

Préalablement à la divulgation des résultats de l'analyse multivariée, il est de mise de présenter rapidement les données pour les deux années. Des changements importants peuvent ainsi être remarqués dès le premier coup d'œil au tableau 2.2. La variable dépendante, les dépenses totales du gouvernement, est passée d'une moyenne de 38,3% du PIB en 1975 à plus de 47,6% en 1995. Il est d'ailleurs très intéressant de noter que deux des trois États ayant connu la hausse la plus faible des dépenses sont précisément ceux où les courants néo-libéraux des années 1980 ont été les plus forts, les États-Unis et le Royaume-Uni. Tous les autres pays ont connu des hausses de dépenses, souvent substantielles. Considérant la nature plutôt statique des dépenses publiques, ces augmentations sont très significatives.

En ce qui concerne les échanges commerciaux sur le PIB, la moyenne grimpe de 54,6% à 63,5% du PIB. Il y a donc une augmentation sensible de l'ouverture commerciale. Les chiffres sont également trompeurs, car l'augmentation des échanges s'est surtout produite dans la première moitié de cette période, soit entre 1975 et 1985, pour se stabiliser quelque peu par la suite. Par contre, les changements dans l'ouverture financière sont plus marquants. Ainsi, en 1975, le total des investissements directs et de portefeuille sur le PIB ne dépassait pas 2,4%, alors que pour 1995, cette même mesure atteignait 8,2%, soit près de quatre fois le pourcentage de 1975. La hausse de l'ouverture financière des États ne fait donc pas de doute. Les modifications les plus notables dans

ce domaine se sont produites en Europe, dans les petits pays très ouverts au commerce, comme la Suède, qui a vu la part des investissements passer de 1,6% à 17% du PIB et la Belgique, pour qui cette même part a grimpé de 3,9% à 16,5%.

**Tableau 2.2 : Présentation des données pour 1975 et 1995**

	Dépenses totales		Ouverture commerciale		Ouverture financière		Force de la gauche		Contrainte démographique	
	1975	1995	1975	1995	1975	1995	1975	1995	1975	1995
Allemagne	43,4	46,6	49,9	45,0	1,2	5,5	6,65	12,31	18,45	23,93
Australie	27,6	37,5	29,2	40,3	1,2	5,7	6,94	19,77	13,22	20,43
Autriche	38,6	48,8	63,1	76,4	3,2	7,2	15,45	30,90	16,66	18,22
Belgique	41,2	51,3	91,9	140,4	3,9	16,5	10,48	16,05	18,38	28,56
Canada	36,8	45,8	46,8	72,3	3,8	6,5	0,00	0,00	15,25	21,52
Danemark	43,5	59,7	61,1	64,2	1,0	9,0	18,72	26,7	18,30	22,26
États-Unis	33,6	34,3	15,9	23,6	2,1	6,8	0,00	0,00	18,40	18,25
Finlande	32,2	56,3	54,0	67,4	1,2	3,3	11,35	19,70	12,81	31,21
France	39,2	50,9	36,9	44,7	1,6	4,8	3,09	12,59	17,47	26,59
Italie	38,3	45,9	39,1	47,4	0,6	4,8	2,47	5,71	18,05	27,60
Japon	20,9	28,5	25,6	17,3	1,2	3,4	0,00	0,55	9,85	17,74
Norvège	41,8	45,8	100,7	81,3	3,8	2,5	23,50	37,88	15,95	20,88
Pays-Bas	51,0	52,1	96,4	100,1	6,0	12,1	7,34	11,51	15,99	20,24
Roy.-Uni	41,0	42,3	52,6	57,6	3,5	17,3	16,16	16,16	17,26	24,34
Suède	44,8	64,0	56,5	75,5	1,6	17,0	28,86	39,86	16,70	25,20
<b>Moyenne</b>	<b>38,3</b>	<b>47,6</b>	<b>54,6</b>	<b>63,6</b>	<b>2,4</b>	<b>8,2</b>	<b>9,84</b>	<b>16,64</b>	<b>16,18</b>	<b>23,13</b>

Bien que l'indicateur de la force de la gauche ne soit pas vraiment approprié pour discuter des modifications dans les rapports de force gauche-droite entre les deux années (en raison de son attribut structurel plus que conjoncturel), il permet tout de même de comparer les pays entre eux. Les pays scandinaves (bien que dans une proportion moindre dans le cas de la Finlande) et l'Autriche se démarquent nettement quant à la force structurelle de la gauche, avec des indices dépassant largement la moyenne. Les partis de gauche sont demeurés des forces politiques très significatives dans ces pays en termes

de contrôle du cabinet durant la période de 1975 à 1995. La Canada, les États-Unis, le Japon (mis à part l'apparition de la gauche au cabinet en 1995) et le Royaume-Uni se démarquent clairement dans le sens opposé, la gauche ayant été totalement absente du gouvernement durant toute la période.

Le dernier indicateur traité, la contrainte démographique, a connu une hausse dans tous les pays, excepté aux États-Unis, où la diminution rapide du chômage explique la légère baisse de l'indice. La moyenne de la contrainte démographique est passée de 16,18 en 1975 à 23,13 en 1995, ce qui représente une croissance de près de sept points de pourcentage. Mise en parallèle avec les dépenses gouvernementales, il est fort probable que la contrainte démographique soit une cause majeure de leur augmentation au cours des dernières années.

Ces quelques observations mènent à l'analyse des relations bivariées entre les différentes variables. Le tableau 2.3 présente les corrélations pour les deux années, 1975 et 1995. Les relations observées sont remarquables par la similitude des résultats entre les deux périodes, ce qui ne correspond pas aux attentes initiales. Les quatre variables indépendantes sont positivement reliées au niveau des dépenses totales dans les pays choisis. La force de la gauche ainsi que la contrainte démographique agissent tel que prévu sur les dépenses des gouvernements, ayant un impact fort et positif sur le niveau des dépenses. Par contre, les deux variables liées à l'internationalisation ne suivent pas les prédictions. Effectivement, l'ouverture commerciale devrait avoir une relation moins forte avec le niveau des dépenses totales et la relation entre l'ouverture financière devrait être négative. Dans le premier cas, la relation demeure presque identique, passant d'une corrélation de .68\*\*\* à .60\*\*. Puis, l'ouverture financière a un impact relativement fort et positif sur les dépenses, ce qui va tout à fait à l'encontre des anticipations. Il existe

également quelques cas de corrélations significatives entre les variables explicatives, notamment entre l'ouverture commerciale et financière. Les États les plus ouverts au commerce semblent donc avoir tendance à libéraliser plus que les autres leur marché financier. La corrélation entre la force de la gauche et le niveau de l'ouverture commerciale est aussi à noter. Ainsi, les partis de gauche sont associés à une ouverture commerciale accrue, tout particulièrement pour l'année 1975. Ceci n'est pas totalement illogique étant donné leur tendance à compenser les perdants face à l'intégration économique. Cependant, ces relations devraient être modifiées lors de l'application du modèle de régression multiple permettant de contrôler pour l'effet de chacune des variables.

**Tableau 2.3 : Corrélations entre les variables pour 1975 et 1995.**

	Dépenses totales		Ouverture commerciale		Ouverture financière		Force de la gauche	
	1975	1995	1975	1995	1975	1995	1975	1995
Ouverture commerciale	0,68***	0,60**						
Ouverture financière	0,50*	0,39	0,70***	0,54**				
Force de la gauche	0,47*	0,57**	0,56**	0,39	0,09	0,24		
Contrainte démographique	0,72***	0,60**	0,23	0,34	0,13	0,18	0,19	0,11

Signification statistique (test bilatéral) : \*  $p < 0,1$  ; \*\*  $p < 0,05$  ; \*\*\*  $p < 0,01$

Les résultats de la régression multiple pour chacune des deux années présentés au tableau 2.4 sont plutôt en désaccord avec les relations anticipées. Il semble que la contrainte démographique domine largement les autres variables en termes d'impact sur les dépenses gouvernementales. Toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse d'un

point de la contrainte démographique amène une hausse de 1,76 points de pourcentage des dépenses en 1975 et de 1,07 points en 1995. Considérant la forte inertie des dépenses gouvernementales, cette relation est très forte. Ni l'ouverture commerciale, ni l'ouverture financière ne réagissent en accord avec les anticipations. Dans les deux cas, les relations ne sont pas significatives en plus de ne pas aller dans le sens dicté par les hypothèses. De plus, selon les résultats, il semble que les gouvernements de gauche réagissent différemment de ceux de droite face aux pressions internationales, particulièrement pour l'année 1995, ce qui est aussi contraire aux hypothèses.

**Tableau 2.4 : Régressions multiples pour 1975 et 1995.**

	Dépenses totales			
	1975		1995	
	b	Beta	b	Beta
Ouverture commerciale	0,091 (1,201)	0,314	0,076 (1,032)	0,243
Ouverture financière	0,932 (0,899)	0,194	0,145 (0,363)	0,078
Force de la gauche	0,141 (0,897)	0,168	0,303 (2,076)	0,406
Contrainte démographique	1,76 (4,328)	0,597	1,07 (2,379)	0,455
	$R^2 = 0,82$		$R^2 = 0,68$	

Valeur de t entre parenthèses (test bilatéral)

Malgré que ces chiffres ne cadrent pas très bien avec les relations anticipées, certains éléments intéressants méritent d'être soulignés. Premièrement, l'inclusion de la variable de contrôle pour la contrainte démographique annule pratiquement tout effet de

l'ouverture commerciale sur les dépenses, ce qui contredit les conclusions des études faites sur la thèse de la compensation. Alors que Cameron avait clairement indiqué que la principale source explicative de la hausse des dépenses gouvernementales était le degré d'ouverture commerciale<sup>168</sup>, les présents résultats donnent un portrait différent, puisque les besoins socio-démographiques de la population semblent dominer.

Cependant, les conclusions à tirer de cette première série de tests doivent être prudentes. En effet, bien qu'ils comportent des qualités quant à leur simplicité, ces tests sont forts limités en ce qui a trait à l'explication des changements qui se sont produits dans le temps. Afin de parfaire l'étude quantitative, une dimension temporelle devrait donc être ajoutée. Il serait en effet beaucoup plus à propos d'étudier l'effet des variations dans le temps de l'ouverture commerciale et financière sur le niveau des dépenses gouvernementales. Ce qui importe dans l'explication de la relation entre l'internationalisation et la taille de l'État n'est peut-être pas la comparaison de la réaction des pays en une année fixe, mais bien la réponse des États à différentes modifications dans le degré d'ouverture. En d'autres termes, le changement dans le niveau d'ouverture devrait être une meilleure variable explicative des dépenses que le niveau de l'ouverture en un temps donné.

Les banques de données construites ne permettent pas de procéder à des analyses de type "séries temporelles", mais peuvent très bien inclure un aspect longitudinal malgré tout. Pour cela, les données sont divisées en deux décennies, de 1975 à 1985, puis de 1985 à 1995. Pour chaque période de dix ans, la variation totale des indicateurs sur cette période est employée comme indicateur du changement dans le temps. La sépara-

---

<sup>168</sup> David R. Cameron, "The Expansion of the Public Economy".

tion des données en deux décennies permet de comparer les réactions en deux temps distincts, avec des relations anticipées semblables à celles des tests précédents portant sur les deux années, 1975 et 1995. Ainsi, l'équation de régression sur laquelle porte les tests statistiques est modifiée comme suit :

$$\text{Équation 1 : } \text{DEPTOT}_{it} = a + b_1\text{COMMERCE}_{it} + b_2\text{FINANCE}_{it} + b_3\text{GAUCHE}_{it} + b_4\text{CONT\_DÉMO}_{it}$$



$$\text{Équation 2 : } \text{DEPTOT}_{it} = a + b_1\text{DEPTOT}_{it-1} + b_2\Delta\text{COMMERCE} + b_3\Delta\text{FINANCE} + b_4\Delta\text{CONT\_DÉMO} + b_5\text{GAUCHE}_{it-1}$$

Dans cette nouvelle équation, les dépenses totales pour une année ( $\text{DEPTOT}_{it}$ ) dépendent de leur valeur lors du début de la période étudiée ( $\text{DEPTOT}_{it-1}$ ), de la variation de l'ouverture commerciale ( $\Delta\text{COMMERCE}$ ), de la variation de l'ouverture financière ( $\Delta\text{FINANCE}$ ), de la force de la gauche ( $\text{GAUCHE}_{it-1}$ ) et finalement, de la variation de la contrainte démographique ( $\Delta\text{CONT\_DÉMO}$ ) durant cette même période. En contrôlant pour la valeur initiale des dépenses totales, il est possible de regarder l'effet des quatre autres variables sur les dépenses en considérant que chaque pays part du même point d'origine, puisque la variation qui reste à expliquer n'a plus aucun lien avec le niveau des dépenses initiales pour chaque pays.<sup>169</sup> Ceci diminue de beaucoup la taille de

---

<sup>169</sup> L'utilisation du niveau des dépenses en un point fixe en contrôlant pour sa valeur précédente plutôt que d'employer la variation des dépenses comporte un avantage théorique évident. Pour employer les variations des dépenses, il est nécessaire de stipuler que le niveau des dépenses pour chaque pays devrait varier de la même façon en fonction des pressions internationales. Cependant, puisque les États ne partent pas du tout du même point de départ dans le domaine des dépenses, une telle supposition pourrait être fautive. Une baisse des dépenses dans un pays où l'État est déjà fortement présent ne signifie pas la même chose qu'une diminution semblable dans un pays où les dépenses sont plutôt faibles dès le départ. En employant le niveau des dépenses contrôlé par la somme des dépenses précédentes, ce risque d'erreur diminue puis-

la variation à expliquer, mais si les variables demeurent significativement reliées au niveau des dépenses malgré cette baisse, la relation peut être considérée comme d'autant plus solide.

Tout comme ce contrôle pour la valeur précédente des dépenses, l'indicateur utilisé pour mesurer la force de la gauche ( $GAUCHE_{it-1}$ ) est statique. En employant la variation de la force de la gauche, la signification de l'indicateur tel que construit serait modifiée. Puisque la mesure de Huber, Ragin et Stephens cherche avant tout à mesurer la force structurelle de la gauche<sup>170</sup>, la variation sur dix ans n'a pas autant d'importance que la valeur de cet indice en comparaison aux autres pays en un moment précis. Pour cette raison, la valeur de la variable GAUCHE consiste en la valeur de l'indice au début de la période.

Le tableau 2.5 présente les données relatives aux variations pour les deux décennies traitées dans l'analyse. D'emblée, un constat s'impose concernant la variation de l'ouverture commerciale. Effectivement, la différence de la variation entre les deux décennies est frappante, puisque l'on passe d'une hausse de 10,4 points de pourcentage entre 1975 et 1985, à une baisse de 1,4 points de pourcentage durant les années allant de 1985 à 1995. Il semble donc que la part des échanges commerciaux sur le PIB ait atteint un stade difficilement dépassable pour bien des pays. Inversement, les mouvements de capitaux ont connu une augmentation plus grande durant la seconde décennie que dans la première. L'intégration financière des pays s'est donc faite plus tardivement que leur intégration commerciale, ce qui concorde bien avec la réalité. Un regard sur les chiffres

---

que le contrôle par la valeur précédente permet de faire les tests en considérant les États sur un pied d'égalité au départ.

<sup>170</sup> Evelyne Huber, Charles Ragin et John D. Stephens, "Social Democracy".

permet aussi de constater que la Belgique, la Grande-Bretagne et la Suède ont connu des hausses impressionnantes des entrées et sorties de capitaux durant la seconde décennie.

**Tableau 2.5 : Présentation des données sur les variations pour les deux périodes:**  
(Variation absolue des ratios entre le début et la fin de la période)

	Variation de l'ouverture commerciale		Variation de l'ouverture financière		Variation de la contrainte démographique	
	1975-85	1985-95	1975-85	1985-95	1975-85	1985-95
Allemagne	13,9	-18,8	2,80	1,46	4,38	1,10
Australie	6,8	4,3	3,94	0,60	4,85	2,36
Autriche	18,2	-4,9	0,68	3,30	1,20	0,28
Belgique	58,0	-9,5	4,40	8,20	7,75	2,43
Canada	7,2	18,3	0,10	2,60	5,34	0,95
Danemark	11,9	-8,8	2,42	5,63	4,10	-0,14
États-Unis	1,3	6,4	0,73	3,96	0,67	-0,82
Finlande	10,3	-2,5	2,35	-0,26	4,67	13,73
France	4,1	9,3	1,03	2,19	5,68	3,44
Italie	4,5	3,8	0,32	3,80	4,95	4,60
Japon	-0,1	-7,8	4,15	-1,89	2,94	5,95
Norvège	-17,1	-2,3	1,13	-2,45	2,37	2,56
Pays-Bas	20,4	-16,7	0,32	5,77	6,98	-2,73
Royaume-Uni	3,8	1,2	4,15	9,73	9,36	-2,18
Suède	12,4	6,6	0,88	14,50	3,34	5,16
<b>Moyenne:</b>	<b>10,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,96</b>	<b>3,81</b>	<b>4,57</b>	<b>2,45</b>

Les données sur la variation de la contrainte démographique dénotent d'une plus grande stabilité du vieillissement de la population et du taux de chômage lors de la seconde période. La crise du début des années 1980 explique sans doute la plus forte hausse de l'indicateur durant la première décennie. Cependant, il semble difficile d'ignorer le cas de la Finlande, qui diverge grandement des autres, avec une augmentation de sa contrainte démographique de l'ordre de 13,73 points de pourcentage. La perte d'un partenaire économique important avec le démantèlement de l'Union soviétique

combinée avec la crise financière du début des années 1990 a fait grimper le taux de chômage de 3,4% en 1990 à 17% en 1995.<sup>171</sup>

Cette courte présentation des données sur les variations des indicateurs pour les deux décennies mène à la seconde analyse statistique. Un regard sur les résultats des corrélations bivariées entre les variables indépendantes et le niveau des dépenses totales du tableau 2.6 permet de constater les changements importants que la transformation des variables a provoqués. Naturellement, le niveau des dépenses en début de période est très fortement corrélé avec le niveau des dépenses en 1985 et en 1995 (fins de périodes). Cette fois, la relation entre la variation de l'ouverture commerciale et les dépenses se modifie comme prévu, passant de forte et significative (.61\*\*) à inexistante (-.04) d'une période à l'autre. Par contre la corrélation avec le changement dans l'ouverture financière se comporte de façon moins logique à première vue. Alors qu'elle est négative (mais plutôt faible et non significative) comme anticipé durant la première décennie, elle se retrouve fortement et positivement corrélée avec le niveau des dépenses dans la seconde décennie. En ce qui a trait à la variation de la contrainte démographique, elle amène une hausse des dépenses, mais cette relation demeure plutôt faible et n'est significative que dans la première période. Quant à la force de la gauche, les corrélations démontrent qu'elle demeure importante dans la fixation des dépenses au cours des deux périodes, en accord avec la thèse de la compensation. On ne dénote aucune corrélation significative entre les variables indépendantes, mis à part le niveau des dépenses précédentes. Ces relations bivariées ne donnent cependant qu'une partie du portrait, qui se clarifie nettement avec les analyses de régression.

---

<sup>171</sup> OCDE, *Statistiques de la population active 1997*, Paris: OCDE, 1997, p. 33.

**Tableau 2.6 : Corrélations entre les variables pour 1975-1985 et 1985-1995.**

Décennies <sup>a</sup>	Dépenses totales		Dép. en début de période		Δ Ouverture commerciale		Δ Ouverture financière		Force de la gauche (début)	
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
Dép. en début de période	0,82***	0,88***								
Δ Ouverture commerciale	0,61**	-0,04	0,30	-0,26						
Δ Ouverture financière	-0,23	0,53**	-0,40	0,73***	0,27	0,04				
Force de la gauche (début)	0,38	0,18	0,47*	0,48*	-0,02	-0,13	-0,02	0,33		
Δ Contrainte démographique	0,48*	0,57**	0,31	-0,18	0,42	0,34	0,39	-0,30	-0,10	0,07

Signification statistique (test bilatéral): \*  $p < 0,1$  ; \*\*  $p < 0,05$  ; \*\*\*  $p < 0,01$

<sup>a</sup> La première décennie (1) s'étend de 1975 à 1985, contre 1985 à 1995 pour la seconde (2).

Le tableau 2.7 indique les principaux résultats de l'analyse multivariée pour chacune des deux décennies, 1975-1985 et 1985-1995. Cette fois, les hypothèses de départ s'avèrent relativement bien appuyées par le modèle. Tout d'abord, la variation dans le degré d'ouverture commerciale a un impact fort et significatif sur le niveau des dépenses au cours de la première décennie, ce qui est en accord avec la thèse de la compensation. Cependant, cette relation devient inexistante durant la période plus récente, tel que prévu. Ceci concorde bien avec les résultats des corrélations présentées au tableau 2.6. De son côté, la variation de l'ouverture financière entraîne une baisse des dépenses dans les deux périodes, comme anticipé. Toutefois, la relation est beaucoup plus forte dans la première décennie, en plus d'être significative, ce qui n'est pas le cas en 1985-1995. Malgré la diminution de la force de la relation, les résultats des régressions pour 1975-

1985 et 1985-1995 tendent à appuyer l'hypothèse de départ en ce qui concerne l'impact de l'ouverture financière. Ce constat est également applicable à l'impact de la force de la gauche dans l'équation. Alors que la relation entre la variable GAUCHE et la taille du gouvernement est de force moyenne et significative pour 1975-1985, elle diminue nettement dans la seconde période, bien qu'elle demeure significative. Ceci appuie quelque peu l'idée voulant que les gouvernements de gauche soient moins en mesure de compenser leur population pour les pressions associées à l'ouverture dans la période plus récente, puisqu'ils ne dépensent pas beaucoup plus que leurs adversaires de la droite entre 1985 et 1995.

En ce qui concerne les changements dans la contrainte démographique, ils deviennent nettement la plus importante source explicative du niveau des dépenses dans la seconde période. L'effet de cette contrainte diminue, le coefficient de régression passant de 1,213 à .611 entre les deux décennies. Toutefois, elle devient la seule variable vraiment significative pour le modèle de 1985-1995. Il semble donc que ce soient avant tout les changements démographiques qui expliquent le niveau des dépenses totales durant les dix années les plus récentes. Par contre, tel que mentionné plus haut, le cas de la Finlande pourrait être problématique pour la seconde décennie en ce qui concerne la variation de la contrainte démographique. Effectivement, le retrait de la Finlande des tests modifie l'importance de cette variable explicative lors de la seconde décennie. Le coefficient de régression pour la variation de la contrainte démographique passe alors de 0,581 (significatif à 0,05) à 0,270 (et non significatif). Le reste du modèle demeure toutefois presque identique, sans changement notable. La conclusion relativement à l'importance de la contrainte démographique se doit donc d'être acceptée avec grande prudence.

**Tableau 2.7 : Régressions multiples pour les deux périodes.**

	Dépenses totales			
	1975-1985		1985-1995	
	b	Beta	b	Beta
Dépenses en début de période	0,258 (1,046)	0,198	1,008*** (8,239)	1,016
Variation de l'ouverture commerciale	0,330*** (4,600)	0,544	0,130 (1,565)	0,136
Variation de l'ouverture financière	-2,386** (-2,417)	-0,392	-0,454 (-1,767)	-0,214
Variation de la contrainte démographique	1,159* (1,919)	0,281	0,581** (2,846)	0,244
Force de la gauche en fin de période	0,494*** (3,293)	0,451	0,182** (2,435)	0,206
	$R^2 = 0,92$		$R^2 = 0,95$	

Valeur de t entre parenthèses (test bilatéral)

Il apparaît donc que la modification des données effectuée afin d'introduire un aspect temporel à la relation entre le degré d'ouverture permet d'appuyer en partie les hypothèses soulevées dans cette recherche. Il semble que la compensation pour l'ouverture commerciale soit de plus en plus difficile à maintenir puisque la relation positive entre le niveau des dépenses et le degré d'ouverture commerciale disparaît presque totalement durant la décennie s'étendant de 1985 à 1995. Ce constat est aussi appuyé par la très faible influence de la force de la gauche sur le niveau des dépenses gouvernementales lors de cette même décennie, alors qu'elle avait une importance marquée durant la

première période. De plus, comme prévu, un accroissement de l'ouverture financière est négativement relié à la taille du gouvernement durant les deux décennies, bien que plus clairement dans la première période. Dans les années les plus récentes, la variation de la contrainte démographique devient la plus importante source explicative des dépenses. Il semble donc que le vieillissement de la population et l'accroissement du taux de chômage soient les principaux facteurs influant sur le niveau des dépenses totales des gouvernements. Cependant, cette constatation doit être nuancée en raison de la très forte hausse de la contrainte démographique en Finlande, qui tend à faire augmenter la force de cette relation. Les tests faits sans la Finlande démontrent en effet que la contrainte démographique n'aurait pas du tout la même importance dans l'explication du niveau des dépenses si ce pays n'était pas pris en compte.

#### **2.4) Le cas suédois**

En raison de leur caractère général englobant plusieurs variables et pays, les résultats statistiques présentés demeurent abstraits. Afin de mieux exposer comment les effets de l'internationalisation peuvent se concrétiser pour un État, une étude de cas s'avère nécessaire. Le choix d'un cas unique présente des limites claires d'un point de vue comparatif. Cependant, l'objectif de cette présentation est avant tout d'illustrer le mécanisme par lequel l'internationalisation affecte l'État-providence, et non pas d'apporter des éléments supplémentaires permettant d'appuyer l'hypothèse de départ. L'analyse n'est donc pas indûment biaisée.

Le choix de la Suède repose tout de même sur certains critères méthodologiques précis. Premièrement, ce pays est certainement le cas le plus souvent cité comme représentant le mieux l'idéal-type de l'État-providence social-démocrate.<sup>172</sup> Les institutions de la Suède étant solidement rattachées au modèle social-démocrate, ce pays devrait être un de ceux où un recul de l'État-providence est le moins probable et le plus difficile à réaliser. En plus de cette forte influence social-démocrate, la Suède s'avère également des plus intéressantes à étudier en raison de la structure très ouverte de son économie. Effectivement, ce petit pays est depuis longtemps très dépendant de son commerce extérieur, avec notamment un ratio des flux commerciaux par rapport au PIB de plus de 75% en 1995 (voir le tableau 2.1). Dans le domaine financier, la Suède se démarque aussi fortement des autres pays en raison de la hausse spectaculaire de son degré d'ouverture, avec une augmentation de 14,5 points de pourcentage de son ratio des flux d'investissements par rapport au PIB, devançant nettement tous les autres États de ce point de vue (voir le tableau 2.5). Donc, le cas de la Suède comporte à la fois un fort degré d'interventionnisme étatique et une très grande ouverture commerciale et financière. En ce sens, il s'agit d'un laboratoire très pertinent pour la présente analyse.

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale jusque dans les années 1970, la Suède avait réussi à maintenir une croissance économique soutenue tout en profitant d'un plein-emploi, d'une grande sécurité socio-économique et d'une distribution du

---

<sup>172</sup> Voir Geoffrey Garrett, "The Politics of Structural Change: Swedish Social Democracy and Thatcherism in Comparative Perspective", *Comparative Political Studies* 25, no. 4, 1993: 521-547. La Suède se classe également dans la catégorie supérieure de la mesure des attributs socialistes de la célèbre classification de Gosta Esping-Andersen, dans *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton: Princeton University Press, 1990.

revenu très égalitaire.<sup>173</sup> Cependant, cette situation enviable s'est vu remise en question dans les deux dernières décennies. La croissance économique a ainsi connu de nombreux ratés, alors que le taux de chômage est passé de 1,7% à 8,1% entre 1990 et 1996<sup>174</sup>, et que le niveau des inégalités salariales a connu une hausse constante depuis le début des années 1980, particulièrement depuis 1990.<sup>175</sup> Tous ces changements ont également été accompagnés de modifications dans l'approche étatique, alors que certains principes d'universalité ont été remis en question et que les politiques économiques se sont vues réorientées de la recherche du plein-emploi vers la lutte à l'inflation.<sup>176</sup> Les causes de ces changements peuvent être attribuées à l'internationalisation, mais cette explication demeure controversée.

Pour Stephens, les déréglementations massives des marchés financiers entreprises par l'État suédois, ont accru le pouvoir des forces du capital, qui ne voient plus le besoin de faire des concessions comme elles le faisaient depuis maintenant quatre décennies.<sup>177</sup> Cela a mis fin au mode de concertation tripartite qui permettait l'équilibre entre efficacité et équité économiques. Cette hausse de la mobilité du capital a également fait perdre les outils macroéconomiques nécessaires au gouvernement suédois afin de poursuivre ses objectifs de plein-emploi. L'ouverture économique a de plus été une des sources de dissensions entre les différents groupes de travailleurs selon leur empla-

---

<sup>173</sup> Assar Lindbeck, "The Swedish Experiment", *Journal of Economic Literature* 35, no. 4, 1997: 1273.

<sup>174</sup> OCDE, *Statistiques de la population active 1997*, p. 33.

<sup>175</sup> Voir Peter Gottschalk et Timothy M. Smeeding, "Cross-National Comparisons"; ainsi que Anthony B. Atkinson, Lee Rainwater et Timothy M. Smeeding, *La distribution des revenus dans les pays de l'OCDE*, Paris: OCDE, 1995.

<sup>176</sup> Il est à noter que malgré les constats très marqués des études sur les changements à la baisse survenus dans l'interventionnisme en Suède, les chiffres sur les dépenses sociales employés dans cette étude ne donnent aucune indication de cette transformation. La section suivante sur les limites de l'analyse quantitative permettra d'exposer plus en détail ce problème de mesure.

<sup>177</sup> John D. Stephens, "The Scandinavian Welfare State".

cement dans l'économie nationale et leur isolement face aux pressions internationales, ce qui a accentué les problèmes de la concertation, particulièrement en ce qui concerne les demandes salariales inflationnistes.<sup>178</sup> Les difficultés économiques, la taille très imposante de l'État suédois et le déficit public important ont également contribué à empêcher le gouvernement social-démocrate de poursuivre les stratégies expansionnistes employées auparavant.

L'étude de Ton Notermans sur les cas suédois et norvégien contredit toutefois cette thèse de l'impact de l'internationalisation.<sup>179</sup> Selon lui, ce ne sont pas les pressions exercées par l'internationalisation qui sont à la base du passage d'une recherche du plein-emploi à une lutte acharnée contre l'inflation, mais plutôt l'incapacité chronique des gouvernements suédois et norvégiens à contrôler cette inflation. Ainsi, les deux États ont décidé de déréglementer leurs marchés financiers, d'augmenter l'indépendance de la banque centrale et de fixer leur taux de change au mark allemand afin de pallier à la tendance inflationniste de leurs systèmes économiques. Ces politiques permettent également aux gouvernements d'augmenter leur crédibilité face aux marchés.

L'explication de Notermans est cependant fortement contestée par Jonathon Moses.<sup>180</sup> Celui-ci prétend que les données de Notermans ne tiennent pas compte de certains faits. Premièrement, si les explications de Notermans sont véridiques, alors comment se fait-il que les États développés aient pratiquement tous déréglementé leurs marchés financiers au même moment alors que les taux d'inflation dans chaque pays étaient fort différents ? Ensuite, Moses soulève le fait que les institutions sociales-

---

<sup>178</sup> Voir aussi Herman Schwartz, "Small States in Big Trouble: State Reorganization in Australia, Denmark, New Zealand and Sweden in the 1980s", *World Politics* 46, no. 2, 1994: 534

<sup>179</sup> Ton Notermans, "The Abdication from National Policy Autonomy".

démocrates ont été créées en période d'inflation soutenue et que la lutte à l'inflation était une des raisons de leur existence.<sup>180</sup> Pour cette raison, il ne croit pas que les explications de Notermans sur leur incapacité chronique à contrôler l'inflation soient bien fondées. Selon Moses, le passage de la primauté du plein-emploi à une prépondérance de la stabilité des prix en Suède s'explique par la perte d'autonomie du gouvernement en matière de fiscalité. En effet, la politique fiscale expansionniste était la principale arme du gouvernement suédois dans sa politique de croissance économique. Cependant, la déréglementation du secteur financier et l'augmentation des ressources du capital ont rendu l'utilisation de cet outil plus restreinte. Puisque les investisseurs ne sont plus aussi directement contrôlés par le gouvernement national, ils n'ont plus les mêmes intérêts à investir dans les institutions publiques quand celles-ci cherchent à hausser leurs dépenses par des emprunts. L'État doit ainsi se procurer des fonds auprès d'investisseurs nationaux et internationaux détachés des considérations politiques nationales et moins favorables à l'implication de l'État dans l'économie. Donc, l'autonomie de la politique fiscale de la Suède s'en trouve diminuée et cela limite les possibilités de politiques macroéconomiques expansionnistes. La politique monétaire, bien que moins importante que la fiscalité dans la stratégie suédoise, est aussi contrainte par l'internationalisation. Puisque les taux d'intérêts ne peuvent que très peu varier des taux internationaux, l'État ne doit pas trop les modifier afin de ne pas faire varier le taux de change. Cette préférence pour un taux de change fixe de la part du gouvernement en raison de l'ouverture économique l'oblige à maintenir un taux d'inflation semblable à celui de ses principaux

---

<sup>180</sup> Jonathon W. Moses, "Abdication from National Policy Autonomy".

<sup>181</sup> À cette époque toutefois, cette lutte à l'inflation n'était pas la priorité politique des sociaux-démocrates.

partenaires économiques. Ceci renforce donc le changement de priorité du gouvernement suédois.

Cette courte présentation de l'impact de l'internationalisation sur la stratégie macroéconomique de l'État suédois permet de mettre en relief le mécanisme par lequel une hausse de l'ouverture commerciale et plus particulièrement financière entraîne des modifications dans les priorités des gouvernements. Il a été vu que les pressions internationales ont accru le pouvoir du capital, divisé les forces du travail et accentué la pression pour la lutte contre l'inflation aux dépens des politiques favorisant le plein-emploi. Les politiques monétaires et fiscales ont également été contraintes par une augmentation de l'ouverture économique. Malgré la concordance du cas suédois avec le modèle présenté dans ce mémoire, il est fort difficile de généraliser l'application du modèle à partir d'un seul cas. L'illustration du mécanisme en cause n'en demeure pas moins fort éloquent pour le propos de la présente recherche.

### **2.5) Les limites de l'analyse quantitative**

L'étude du phénomène de l'internationalisation à l'aide de méthodes quantitatives comporte des faiblesses relativement importantes à propos desquelles les discussions ne sont que trop souvent le fait des chercheurs rejetant ce genre d'approche et rarement de ceux qui les utilisent. La première partie de cette discussion sur les limites des tests quantitatifs dans ce domaine traite directement des problèmes du modèle utilisé dans le cadre de la présente analyse. La seconde section s'attarde plutôt aux failles générales sur lesquelles les recherches futures devront se pencher afin d'améliorer la compréhension du phénomène de l'internationalisation et également celui de la mondialisation en général.

La première limite de l'analyse présentée concerne son aspect statique. Bien que la deuxième méthode utilisée tente de remédier à la situation en faisant des tests sur des variations, elle démontre néanmoins que la clé de l'explication se situe peut-être dans un approfondissement des méthodes d'analyse temporelle. Intuitivement, on peut comprendre que de comparer les États-Unis et la Suède en un point dans le temps comporte des limites claires. La première partie des tests portant sur les années 1975 et 1995 en fournit un exemple marquant. Effectivement, même si les gouvernements dépensent moins en réaction à l'ouverture, une méthode de coupe transversale ne peut aider à percevoir que le rapport de la taille des dépenses pour les pays. Dans ce cas, il est évident que même si l'impact de l'ouverture était marqué, les dépenses de la Suède ne diminueraient pas jusqu'à l'atteinte des mêmes proportions que celles des États-Unis. La différence entre les dépenses des deux pays pourrait peut-être s'atténuer, mais cela ne permettrait pas de voir une relation totalement changée d'une période à l'autre. Autrement dit, si en une année précise, les États les plus ouverts sont aussi ceux qui dépensent le plus, il est très peu probable que ce rang change fondamentalement dans un court laps de temps, même en dix ou vingt ans. Par contre, à l'aide d'une analyse qui incorpore plus adéquatement les changements dans le temps des différentes variables, il est possible de voir comment les bouleversements économiques amènent des modifications dans les politiques des États, peu importe la valeur absolue de leurs dépenses totales. L'inclusion d'un contrôle pour la valeur précédente des dépenses dans les tests sur les deux décennies tentait de pallier quelque peu ce problème, avec un certain succès. Cette méthode demeure par contre très approximative.

Un deuxième problème de l'analyse conduite dans cette recherche concerne la qualité des indicateurs employés. Cette faiblesse n'est pas spécifique à cette analyse,

mais s'applique à toutes les recherches faites sur la relation entre l'internationalisation et l'État. Malgré la grande attention portée au choix des indicateurs, ces derniers ne donnent qu'une mesure très grossière des phénomènes étudiés. L'emploi des dépenses totales comme mesure de la taille des États-providence en est un bon exemple. Bien que cette mesure soit régulièrement utilisée, elle contient plusieurs failles. Son principal défaut est qu'elle ne reflète que très peu les changements réels qui se sont produits dans les sociétés depuis le début des années 1980. En effet, alors que les gouvernements ont, pour la plupart, procédé à des coupes dans les systèmes de protection sociale, la part des dépenses des États par rapport au PIB a continué de s'accroître : "*Indeed, increased spending might be associated with a reduction in entitlements*".<sup>182</sup> Cette vision est également partagée par Stephens, Huber et Ray qui prétendent que les politiques plus austères peuvent elles-mêmes nuire à leur objectif budgétaire en entraînant des hausses de dépenses : "*Austerity policies introduced in response to economic difficulties may further increase unemployment and thus cuts in entitlements may even be accompanied by increases in expenditure*".<sup>183</sup> Qui plus est, ce risque de tendance inverse entre les coupes de prestations et la hausse des dépenses croît avec la taille de l'État. Ainsi, les pays où les dépenses sont très élevées au départ risquent d'être ceux où la hausse pourrait être la plus forte en période difficile.<sup>184</sup>

---

<sup>182</sup> Richard Clayton et Jonas Pontusson, "Welfare State Retrenchment Revisited: Entitlement Cuts, Public Sector Restructuring, and Inegalitarian Trends in Advanced Capitalist Societies", *World Politics* 51, no. 1, 1998: 78. Voir aussi Philip G. Cerny, "Globalization and the Changing Logic", p. 612.

<sup>183</sup> John D. Stephens, Evelyne Huber et Leonard Ray, "The Welfare State", p. 4.

<sup>184</sup> Stephens, Huber et Ray présentent d'ailleurs le cas de la Suède comme un exemple patent de ce phénomène, où des coupes ont été associées à une hausse fulgurante des dépenses du gouvernement. *Ibidem*, p. 4.

L'inclusion de la variable de contrôle sur la contrainte démographique tente de répondre à cette lacune de la mesure des dépenses en tenant compte de la hausse des besoins de la population. Malheureusement, malgré la validité accrue de l'indicateur des dépenses, il est toujours permis de douter de la grande pertinence de la mesure employée. Par ailleurs, l'analyse de Clayton et Pontusson démontre clairement que l'obtention d'une unité de mesure adéquate du degré d'interventionnisme des États constitue un travail minutieux et complexe.<sup>185</sup> Des progrès dans la construction des indicateurs de la présence gouvernementale sont donc de mise pour les recherches quantitatives futures.

En plus de ces limites concernant la faible correspondance du calcul des dépenses avec la réalité, ce même indicateur s'avère incapable de tenir compte des intentions des acteurs. Une hausse ou une baisse des dépenses pourrait sans doute être mesurée plus adéquatement, mais cela ne permettrait tout de même pas de saisir quantitativement les changements dans les intentions des gouvernants. Par exemple, le cas français est très souvent cité comme une preuve de l'incapacité des dirigeants de la gauche à aller contre la volonté des marchés.<sup>186</sup> Effectivement, le gouvernement socialiste de François Mitterrand a fait son entrée au pouvoir en 1981 avec une forte orientation de gauche. Cependant, dès les premiers mois de leur mandat, les socialistes ont dû reculer sur la plupart des politiques sociale-démocrates envisagées en raison de la pression intense exercée par les milieux financiers. Le changement d'orientation ne laisse aucun doute. Malgré tout, le niveau des dépenses totales du gouvernement français entre 1980 et 1982

---

<sup>185</sup> Richard Clayton et Jonas Pontusson, "Welfare State Retrenchment".

ne donne aucune indication de ce revirement, passant de 46,1% à 50,4% du PIB.<sup>187</sup> Donc, bien que le gouvernement ait voulu hausser son intervention dans l'économie et ait dû changer totalement d'orientation en raison des pressions des marchés, cela demeure imperceptible dans les données statistiques. Il semble plutôt y avoir une certaine continuité dans la tendance à la hausse de l'intervention au regard des dépenses.

La mesure de l'internationalisation selon l'ouverture commerciale et l'ouverture financière constitue également une limite aux modèles quantitatifs pour l'instant. Bien que l'ampleur des échanges donne une bonne indication du degré d'intégration économique des pays, cela ne permet pas de voir les changements plus qualitatifs qui se sont produits. Par exemple, la discussion sur la nouveauté du phénomène de la mondialisation a permis de comprendre que la simple mesure de l'internationalisation occulte de nombreux facteurs différenciant les deux grandes vagues de mondialisation. Plusieurs éléments fondamentaux du phénomène, tels les mouvements de capitaux à très court terme et les échanges quotidiens à l'intérieur des entreprises ayant des sièges dans plusieurs pays ne peuvent être mesurés adéquatement pour l'instant. L'ajout des échanges intraindustries par Geoffrey Garrett dans son article récent sur la relation entre l'internationalisation et l'État-providence constitue une avancée au niveau de la mesure de ce dernier élément, mais elle demeure limitée.<sup>188</sup>

Les concepts de pouvoir et de menace sont également absents des modèles statistiques. Par exemple, les menaces de déménagement des entreprises ne sont que très

---

<sup>186</sup> Voir par exemple Jeffrey Sachs et Charles Wyplosz, "The Economic Consequences of President Mitterrand", *Economic Policy* 2, no. 2, 1986: 266-322. Paulette Kurzer discute aussi du cas français dans *Business and Banking*, pp. 7-8.

<sup>187</sup> Chiffres tirés de OCDE, *Perspectives Économiques de l'OCDE. Statistiques rétrospectives, 1960-1990*, p. 68, Tableau 6.5: Emplois totaux des administrations publiques en pourcentage du PIB.

difficilement mesurables. En certaines occasions, elles sont observables, soit par des articles dans les journaux ou des déclarations publiques quelconques, mais même la simple possibilité de déménagement ou de sorties des investissements peut être un facteur influençant les politiques des gouvernements. Malheureusement, l'importance de cette menace est tout à fait impossible à déterminer quantitativement.

Les conséquences de politiques allant à l'encontre des volontés des marchés sont également très difficilement mesurables. Prenons une multinationale qui, bien qu'elle ne ferme pas ses portes dans son pays d'origine, ouvre plusieurs autres succursales ailleurs dans le monde. Si le gouvernement du pays d'origine mettait en place des politiques plus favorables aux investissements, est-ce que cette même firme aurait plutôt fait des investissements supérieurs dans le pays originel plutôt que d'investir massivement dans les autres pays ? Difficile à savoir, puisque tout cela demeure dans le domaine des idées, des intentions et s'avère compliqué à mesurer. Donc, à première vue, il n'y a pas eu une baisse des investissements ou une hausse du chômage dans le pays, puisque l'entreprise demeure présente. Cependant, peut-être que des investissements potentiellement très importants ont été faits à l'étranger en raison de conditions politiques défavorables. Quantitativement, rien ne peut paraître de cette situation. La solution à ce problème de mesure paraît difficilement accessible pour le moment.

---

<sup>188</sup> Geoffrey Garrett, "Global Markets".

## CONCLUSION GÉNÉRALE NE VAUT-IL PAS MIEUX PRÉVENIR QUE GUÉRIR ?

L'étude de la relation entre l'internationalisation et l'État-providence a fait d'immenses progrès au cours des dernières années. Le sujet suscite l'attention des chercheurs étant donné l'importance de comprendre ce lien en cette période d'ouverture accrue. Malgré ces avancées, les découvertes faites jusqu'à maintenant ne permettent toujours pas de tirer des conclusions claires sur l'avenir de l'État-providence. Le constat le plus évident est sans doute que la fin de ce système politique n'est pas imminente, mais qu'il faut absolument se pencher plus profondément sur la question, sous peine de ne pas voir à temps les fissures grandissantes dans le modèle étatique actuel. Cette étude visait ainsi à comprendre quel était l'impact de l'internationalisation économique sur le degré d'interventionnisme de l'État-providence. La réponse provisoire fournie stipulait que la hausse de l'internationalisation devait exercer une pression à la baisse sur l'interventionnisme de l'État-providence. Maintenant que les résultats de la recherche sont établis, que doit-on conclure sur cette relation apparemment négative ?

Les deux chapitres de cette recherche n'appuient qu'en partie cette hypothèse. Il semble que les gouvernements ne soient toujours pas totalement forcés de réagir selon les volontés des marchés, mais que l'adoption de politiques contraires à ces pressions coûte maintenant de plus en plus cher à maintenir. Ces coûts ne font également que s'accroître avec l'augmentation des besoins sociaux dans la plupart des pays de l'OCDE. Pendant combien de temps est-ce que les pays pourront et voudront conserver leur autonomie à ce prix élevé demeure une question en suspens.

Cette conclusion s'appuie sur deux approches distinctes, l'une théorique et l'autre statistique. L'approche plus théorique du premier chapitre amène des conclusions plutôt en faveur de l'idée d'un poids accru des contraintes internationales pour les gouvernements. Tout d'abord, les changements dans les relations de pouvoir entre l'État, les travailleurs et le capital amenés par l'internationalisation semblent en faveur du capital. Le pouvoir de négociation du capital a augmenté en raison des possibilités supplémentaires d'investissements à l'étranger et d'outrepasser les règles des gouvernements nationaux. Les pressions pour des assouplissements de la réglementation et de la fiscalité s'avèrent donc plus insistantes. Les idées de droite ont également acquis un ascendant important sur la gauche à l'intérieur des milieux politiques influents, ce qui diminue la volonté des gouvernements à agir dans les intérêts des travailleurs et à intervenir dans l'économie. Cependant, il pourrait aussi être possible que les pressions additionnelles exercées par l'internationalisation se traduisent en une recrudescence de l'activité politique des forces de gauche. Effectivement, en raison des risques associés à l'ouverture, les groupes plus vulnérables sont susceptibles de s'organiser plus adéquatement pour faire face aux changements dans l'économie internationale. Bien que les ressources semblent être en faveur des forces de droite plus rattachées au capital, cette possibilité n'est pas à rejeter.

En plus de ces changements dans les relations de pouvoir qui diminuent la propension des États à s'immiscer dans la sphère économique, les politiques monétaires et fiscales des États se retrouvent elles aussi circonscrites par la hausse de l'internationalisation. Donc, les deux plus importants champs de politiques économiques servant à relancer la demande sont touchés par l'internationalisation. Les taux d'intérêt étant plus ou moins fixés au niveau international en raison des changements dans l'économie mondiale, l'autonomie nationale sur la politique monétaire s'avère sérieusement compromise.

En effet, toute tentative d'utiliser cette politique à des fins expansionnistes amène une modification immédiate du taux de change. Ce taux doit cependant demeurer aussi fixe que possible en situation de grande ouverture en raison des impacts redistributifs majeurs que ces changements impliquent. Donc, pour ne pas faire varier indûment le taux de change, les gouvernements se doivent de limiter leur utilisation de la politique monétaire. Les débats sur la fixation du taux de change ne sont toutefois pas unanimes, mais tendent tout de même à démontrer que la stabilité est de mise en général. De plus, il a été démontré que même si les États ne doivent pas maintenir un taux de change fixe, le fait que ce taux varie en fonction des modifications de la politique monétaire vient souvent contrecarrer l'effet escompté par la nouvelle orientation monétaire. Ce déplacement de la politique monétaire des taux d'intérêt vers le taux de change entraîne par conséquent une perte d'autonomie monétaire pour les États, qui doivent demeurer très conservateurs dans ce domaine.

La fiscalité connaît en apparence sensiblement le même sort que la politique monétaire. Les possibilités d'évasion rendent ainsi les hausses de taxes très risquées pour les gouvernements. Si les niveaux de taxation, en particulier sur le capital, deviennent plus grands que ceux des pays voisins, il y a de fortes chances pour que les entreprises et les investisseurs en général déplacent leur capital sous des cieux plus favorables. De plus, les politiques fiscales expansionnistes servant à relancer la demande interne en période difficile sont accompagnées de pressions sur le taux de change et sur l'inflation, qui rendent les investisseurs très méfiants et risquent de provoquer des fuites massives de capitaux. Donc, tout comme pour la politique monétaire, la prudence semble le choix le plus approprié en situation de grande ouverture économique.

Les arguments sur les contraintes s'appliquant aux politiques monétaires et fiscales ne sont toutefois pas fortement appuyées par les études statistiques. La plupart des études présentées ne sont pas en faveur de cette thèse, plusieurs suggérant plutôt que les gouvernements demeurent relativement autonomes dans la formulation de leurs politiques. En contrepartie, les résultats de ces études permettent de voir que les coûts de politiques contraires aux exigences économiques de l'internationalisation tendent à grimper avec le poursuite de l'intégration économique internationale. En raison des résultats de ces analyses statistiques, il convient de nuancer les conclusions apportées par les recherches plus qualitatives.

Le second chapitre ne donne pas des conclusions très marquées en ce qui concerne l'hypothèse de départ. Si les comparaisons entre les pays en 1975 et en 1995 ne sont pas en accord avec les relations anticipées, les tests temporels pour les décennies 1975-1985 et 1985-1995 permettent d'appuyer en partie la thèse d'un effet négatif de l'internationalisation sur le degré d'interventionnisme des États. Effectivement, les comparaisons nationales basées sur les deux années appuient plutôt l'idée que les gouvernements répondent avant tout aux pressions associées aux besoins socio-démographiques. La variable de contrôle sur la contrainte démographique ressort ainsi clairement comme la plus apte à expliquer le niveau des dépenses des différents pays de l'échantillon. Par contre, les indicateurs de l'internationalisation ne sont pas significativement reliés au niveau des dépenses.

La conduite d'une deuxième série de tests statistiques incorporant des notions de variation dans le temps amène des résultats plus intéressants relativement à l'hypothèse de départ. Au cours de la première décennie étudiée, soit de 1975 à 1985, la thèse de la compensation face à l'ouverture commerciale s'avère relativement bien appuyée. Par

contre, durant la seconde période de dix ans, de 1985 à 1995, il semble que les États ne puissent plus compenser leur population pour les risques de cette ouverture, comme le cadre théorique développé dans cette étude le prévoyait. De plus, au cours des deux périodes, mais surtout durant la première, la hausse de l'ouverture financière est négativement associée au niveau des dépenses gouvernementales, un résultat en concordance avec les prédictions. La force de la gauche perd également de son importance entre les deux périodes, laissant croire que les partis de gauche réagissent de plus en plus comme leurs adversaires de la droite, conformément à la thèse de la perte d'autonomie des gouvernements nationaux. La seule explication vraiment valable de la hausse des dépenses gouvernementales dans la décennie la plus récente est la contrainte démographique. Il semble donc que les gouvernements n'augmentent plus les dépenses par volonté, mais plutôt par obligation socio-démographique, bien que ce constat s'appuie sur des résultats un peu discutables en raison de la présence d'un cas presque "déviant", la Finlande, pour qui la hausse spectaculaire du chômage a provoqué une augmentation drastique des dépenses. La présence de la Finlande dans les tests a donc eu une influence importante sur ces résultats concernant l'impact de la variation de la contrainte démographique, sans toutefois changer la nature des autres relations.

Ces résultats plutôt en faveur de l'hypothèse dans la seconde série de tests ne doivent cependant pas cacher les limites importantes de l'analyse statistique conduite. Les données employées pour parvenir à cette conclusion comportent des défauts importants. Tout d'abord, l'indicateur de l'interventionnisme gouvernemental, le niveau des dépenses totales du gouvernement, est grandement limité. À ce sujet, il a été vu que toute hausse de dépenses pouvait simplement être le fruit d'une augmentation du chômage, des coûts associés au vieillissement de la population ou d'autres problèmes so-

ciaux. L'ajout de la contrainte démographique comme variable de contrôle avait pour but de diminuer l'ampleur de ce problème. Quant aux mesures de l'internationalisation, aussi bien dans le domaine du commerce que de la finance, elles contiennent également des imprécisions notables. Il ne faut pas oublier de mentionner ces failles dans les données, qui permettent de nuancer la portée des conclusions des recherches faites jusqu'à maintenant.

Malgré ces limites, la présente étude permet de mettre un bémol sur les conclusions de certains auteurs prétendant que les effets de l'internationalisation sur l'État sont exagérés et presque nuls. Par exemple, Geoffrey Garrett prétend que les risques engendrés par l'internationalisation augmentent les possibilités organisatrices de la gauche et appuie cet argument sur des analyses statistiques bien construites.<sup>189</sup> Cet argument rejoint sensiblement ceux des tenants de la thèse de la compensation, tel Cameron et Katzenstein, qui voient en l'ouverture commerciale une opportunité pour les forces de gauche de participer activement aux politiques économiques des pays.<sup>190</sup> Les résultats obtenus dans la présente recherche (pour les deux séries de tests) semblent cependant démontrer que la relation entre l'ouverture commerciale et la taille de l'État est très faible, mais sans être négative. Cette étude ne rejette toutefois pas les thèses des auteurs en question. Plutôt, elle croit que ces thèses sont moins pertinentes depuis le début des années 1990. Il est toujours vrai que les pressions de l'internationalisation incitent les travailleurs et la société en général à demander une protection accrue de la part des gou-

---

<sup>189</sup> Voir Geoffrey Garrett, *Partisan Politics*; ainsi que Geoffrey Garrett, "Global Markets".

<sup>190</sup> David Cameron, "The Expansion of the Public Economy"; Peter J. Katzenstein, *Small States in World Markets*.

vernements. Cependant, les modifications apportées par la plus grande libéralisation des capitaux ne permettent plus aux États de répondre aussi adéquatement à ces demandes.

Bien que les limites de l'analyse conduite soient ouvertement présentées, les résultats obtenus obligent à poursuivre les recherches afin de comprendre plus adéquatement la nature de la relation. Ainsi, cette étude ne prétend pas être supérieure aux autres recherches effectuées, mais elle sème néanmoins un doute quant à la solidité de la thèse de la compensation. En conséquence, la poursuite d'études plus approfondies sur cette relation dans les années récentes acquiert un grande importance. Il est toujours préférable de tenter de prévoir et ainsi prévenir les chocs que de les absorber après coup. Présenté autrement, bien que les résultats des études sur les effets de l'internationalisation demeurent vagues, il vaut mieux ne pas attendre que les externalités négatives atteignent des proportions gigantesques avant de se demander comment freiner leur expansion.

Ainsi, l'aggravation des problèmes sociaux dans la plupart des pays de l'OCDE depuis le début des années 1990 rend les résultats des futures recherches sur l'impact de l'internationalisation très importants pour les années à venir. La situation peu enviable de plusieurs catégories de travailleurs non spécialisés et la hausse de la pauvreté et des inégalités ne sont que quelques exemples des besoins accrus de dépenses de la part des gouvernements. À ce sujet, il semble y avoir un rapport direct et inverse entre la présence de l'État dans l'économie et les problèmes de la société, tel la pauvreté, les inégalités ou la violence (ceci ne s'applique pas à la performance économique et au chômage toutefois). Ainsi, les États moins interventionnistes voient les troubles sociaux sur leur territoire croître, alors que cette augmentation demeure relativement plus petite dans les

nations où le gouvernement occupe une plus grande place.<sup>191</sup> Donc, si les États sont effectivement moins en mesure d'intervenir en raison de l'internationalisation, les années à venir pourraient amener des moments forts difficiles pour les populations des pays industrialisés. Cependant, rien ne permet pour l'instant de prétendre avec certitude que ce sera le cas, bien que les indices en soient nombreux.

Il semble de plus en plus difficile pour un État seul d'aller à contre-courant de la tendance actuelle vers la libéralisation des marchés et la perte d'autonomie nationale. Certains réussissent à le faire pendant un certain temps, mais cela devient plus compliqué et coûteux, comme le souligne Paulette Kurzer : "[...] *their success may not be long lived and is more likely a temporary postponement*".<sup>192</sup> Dans ce cas, plusieurs intervenants prétendent que les solutions pourraient venir du domaine international, suivant la tendance économique. Ceci pourrait être vrai pour les politiques de coordination économique, mais le problème est tout autre pour les politiques qui affectent directement les citoyens des pays concernés. Effectivement, comment une décision prise dans un forum ou dans toute autre institution internationale peut-elle être démocratiquement légitime pour les résidents d'un État ?<sup>193</sup> Ce qui est bon pour un citoyen en France n'est peut-être pas aussi profitable pour un Canadien, et vice versa. Si les solutions doivent provenir des gouvernements nationaux, il ne fait pas de doute que les discussions pour y parvenir ne pourront se faire sans la collaboration de nombreux pays. Malgré ses imperfections

---

<sup>191</sup> Par exemple, une simple corrélation pour 1995 du niveau des inégalités salariales et de la pauvreté après impôts et transferts telles que mesurées par le Luxembourg Income Study avec le niveau des dépenses pour notre échantillon donne des résultats assez clairement en accord avec ceci, s'établissant respectivement à  $-0.71$  ( $p < 0.01$ ) et  $-0.60$  ( $p < 0.05$ ). Données tirées du site Internet de LIS, "LIS Comparative Income Statistics", <http://lissy.ceps.lu/IncStat.htm>.

<sup>192</sup> Paulette Kurzer, "Unemployment in Open Economies", p. 24.

évidentes, le système de Bretton Woods reste un bon exemple d'une telle possibilité de coopération pour les années à venir.

---

<sup>193</sup> Pour un questionnement intéressant sur ce problème de légitimité internationale, voir Yusaf Akbar, "The Challenge to State Sovereignty in Competition Policy", *Review of International Political Economy* 5, no. 2, 1998: 369-377.

## BIBLIOGRAPHIE

- Akbar, Yusaf, "The Challenge to State Sovereignty in Competition Policy", *Review of International Political Economy* 5, no. 2, 1998: 369-377.
- Andrews, David M., "Capital Mobility and State Autonomy: Toward a Structural Theory of International Monetary Relations", *International Studies Quarterly* 38, no. 2, 1994: 193-218.
- Armstrong, David, "Globalization and the Social State", *Review of International Studies* 24, no.3, 1998: 461-478.
- Baldwin, Richard E. et Philippe Martin, "Two Waves of Globalisation: Superficial Similarities, Fundamental Differences", *NBER Working Paper* no. 6904, 1999.
- Banuri, Tariq et Juliet B. Schor (dirs.), *Financial Openness and National Autonomy: Opportunities and Constraints*, Oxford: Clarendon Press, 1992, pp. 43-84.
- Bates, Robert H., Philip Brock et Jill Tiefenthaler, "Risk and Trade Regimes: Another Exploration", *International Organization* 45, no. 1, 1991: 1-18.
- Bayoumi, Tamim, "Saving-Investment Correlations: Immobile Capital, Government Policy, or Endogenous Behavior?", *IMF Staff Papers* 37, no. 2, 1990: 360-387
- Bordo, Michael D. et Barry Eichengreen (dirs.), *A Retrospective on the Bretton Woods System: Lessons for International Monetary Reform*, Chicago: Chicago University Press, 1993.
- Bordo, Micheal D., Barry Eichengreen et Jongwoo Kim, "Was There Really an Earlier Period of International Financial Integration Comparable to Today?", *NBER Working Paper* no. 6738, 1998.
- Bryant, Ralph C., *International Financial Intermediation*, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1987.
- Cameron, David R., "The Expansion of the Public Economy: A Comparative Analysis", *American Political Science Review* 72, no. 4, 1978: 1243-1261.
- Castles, Francis G. et Peter Mair, "Left-Right Political Scales: Some 'Expert' Judgements", *European Journal of Political Research* 12, no. 1, 1984: 73-88.
- Cerny, Philip G., *The Changing Architecture of Politics: Structure, Agency, and the Future of the State*, Londres: Sage, 1989.

- Cerny, Philip G., "The Deregulation and Re-regulation of Financial Markets in a More Open World", dans Philip G. Cerny (dir.) *Finance and World Politics: Markets, Regimes and States in the Post-hegemonic Era*, Aldershot: Gower House, 1993, pp. 51-85.
- Cerny, Philip G., "The Dynamics of Financial Globalization: Technology, Market Structure, and Policy Response", *Policy Sciences* 27, no. 4, 1994: 319-342.
- Cerny, Philip G., "Globalization and the Changing Logic of Collective Action", *International Organization* 49, no. 4, 1995: 595-625.
- Cerny, Philip G., "What's Next for the State?", dans Eleonore Kofman et Gillian Youngs (eds.), *Globalization: Theory and Practice*, Londres: Pinter, 1996, pp. 123-137.
- Clayton, Richard et Jonas Pontusson, "Welfare State Retrenchment Revisited: Entitlement Cuts, Public Sector Restructuring, and Inegalitarian Trends in Advanced Capitalist Societies", *World Politics* 51, no. 1, 1998: 67-98.
- Cohen, Benjamin J., "The Triad and the Unholy Trinity: Lessons for the Pacific Region", dans Richard Higgott, Richard Leaver et John Ravenhill (dirs.), *Pacific Economic Relations in the 1990s: Cooperation or Conflict*, Boulder: Lynne Rienner, 1993, pp. 133-158.
- Cohen, Benjamin J., "Phoenix Risen: The Resurrection of Global Finance", *World Politics* 48, no. 1, 1996: 268-296.
- Cooper, Richard N., *The Economics of Interdependence*, New York: McGraw-Hill, 1968.
- Cooper, Richard N., "Prolegomena to the Choice of an International Monetary System", *International Organization* 29, no. 1, 1975: 63-97.
- Dooley, Michael, Jeffrey Frankel et Donald Mathieson, "International Capital Mobility: What Do Saving-Investment Correlations Tell Us?", *IMF Staff Papers* 34, no. 3, 1987: 503-530.
- Eichengreen, Barry, *Golden Fetters: The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1939*, Oxford: Oxford University Press, 1992.
- Eichengreen, Barry, James Tobin et Charles Wyplosz, "Two Cases for Sand in the Wheels of Global Finance", *Economic Journal* 105, no. 1, 1995: 162-172.
- Élie, Bernard, "Internationalisation financière et marge de manœuvre des États", *Cahiers du Gretsé* no. 5, Université de Montréal, 1990.

- Epstein, Gerald A. et Juliet B. Schor, "Structural Determinants and Economic Effects of Capital Controls in OECD Countries", dans Tariq Banuri et Juliet B. Schor (dirs.), *Financial Openness and National Autonomy*, Oxford: Clarendon Press, 1992, pp. 136-162.
- Esping-Andersen, Gøsta, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton: Princeton University Press, 1990.
- Evans, Peter, "The Eclipse of the State? Reflections on Stateness in an Era of Globalization", *World Politics* 50, no. 1, 1997: 62-87
- Feldstein, Martin et Charles Horioka, "Domestic Saving and International Capital Flows", *Economic Journal* 90, no. 358, 1980 : 314-329.
- Fleming, Marcus J., "Domestic Financial Policies under Fixed and Floating Exchange Rates", *IMF Staff Papers* 9, 1962: 369-380.
- FMI, *Statistiques financières internationales*, Washington, D.C.: FMI, années diverses.
- FMI, *Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Washington, D. C.: FMI, années diverses.
- FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Washington, D.C.: FMI, années diverses.
- FMI, "Presentation of the Fifty First Annual Report by the Chairman of the Executive Board and Managing Director of the International Monetary Fund, Michel Camdessus", *Summary Proceedings: Annual Meeting 1996*, Washington, D.C.: FMI, 1996, pp. 15-21.
- FMI, "IMF Builds on Initiatives to Meet Challenges of Globalization", *IMF Survey* 26, Supplement on the IMF no. 1, 1997: 1-2.
- FMI, "Speech to Economic Club: Participation in the IMF is an Investment in World Stability and Prosperity", *IMF Survey* 27, no. 6, 1998: 88-90.
- Frankel, Jeffrey A., "Measuring International Capital Mobility: A Review", *AEA Papers and Proceedings* 82, no. 2, 1992: 197-202.
- Frankel, Jeffrey A., "Quantifying International Capital Mobility in the 1980s", dans B. Douglas Bernheim and John B. Shoven (dirs.), *National Savings and Economic Performance*, Chicago: Chicago University Press, 1991, pp. 227-260.
- Freeman, Richard B., "Are Your Wages Set in Beijing?" *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 15-32

- Frieden, Jeffrey A., *Banking on the World: The Politics of International Finance*, New York: Basil Blackwell, 1987.
- Frieden, Jeffrey A., "Invested Interests: The Politics of National Economic Policies in a World of Global Finance", *International Organization* 45, no. 4, 1991: 425-451.
- Frieden, Jeffrey A., "The Impact of Goods and Capital Market Integration on European Monetary Politics", *Comparative Political Studies* 29, no. 2, 1996: 202-203.
- Frieden, Jeffrey A., "Economic Integration and the Politics of Monetary Policy in the United States", dans Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 108-136.
- Frieden, Jeffrey A., "The Political Economy of European Exchange Rates: An Empirical Assessment", Manuscrit, Cambridge: Department of Government, Harvard University, 1998.
- Frieden, Jeffrey A. et Ronald Rogowski, "The Impact of the International Economy on National Policies: An Analytical Overview", dans Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 25-47.
- Gardner, Richard N., *The Sterling-Dollar Diplomacy in Current Perspective*, New York: Columbia University Press, 1980.
- Garrett, Geoffrey, "The Politics of Structural Change: Swedish Social Democracy and Thatcherism in Comparative Perspective", *Comparative Political Studies* 25, no. 4, 1993: 521-547.
- Garrett, Geoffrey, "Capital Mobility, Trade, and the Domestic Politics of Economic Policy", in Robert O. Keohane et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp. 79-107.
- Garrett, Geoffrey, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Garrett, Geoffrey, "Global Markets and National Politics: Collision Course or Virtuous Circle ?", *International Organization* 52, no. 4, 1998: 787-824.
- Garrett, Geoffrey et Peter Lange, "Political Response to Interdependence : What's Left for the Left ?", *International Organization* 45, no. 4, 1991: 539-564.
- Gill, Stephen R. et David Law, *The Global Political Economy: Perspectives, Problems, and Policies*, Londres: Harvester-Wheatsheaf, 1988.

- Gill, Stephen R. et David Law, "Global Hegemony and the Structural Power of Capital", *International Studies Quarterly* 33, no. 4, 1989: 475-499.
- Gold, Joseph, "International Capital Movements Under the Law of the International Monetary Fund", *IMF Pamphlet Series* 21, 1977.
- Goodman, John B. et Louis W. Pauly, "The Obsolescence of Capital Controls? Economic Management in an Age of Global Markets", *World Politics* 46, no. 1, 1993: 50-82.
- Gottschalk, Peter et Timothy M. Smeeding, "Cross-National Comparisons of Earnings and Income Inequality", *Journal of Economic Literature* 35, no. 2, 1997, pp. 633-687.
- Greider, William, *One World, Ready or Not: The Manic Logic of Global Capitalism*, New York: Touchstone, 1997.
- Groupe de Lisbonne, *Limites à la Compétitivité. Vers un nouveau contrat mondial*, Montréal: Boréal, 1995.
- Helleiner, Eric, "When Finance Was the Servant: International Capital Movements in the Bretton Woods Order", dans Philip G. Cerny (dir.), *Finance and World Politics: Markets, Regimes and States in the Post-hegemonic Era*, Aldershot: Gower House, 1993, pp. 20-50.
- Helleiner, Eric, *States and the Reemergence of Global Finance: From Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca: Cornell University Press, 1994.
- Helleiner, Eric, "Explaining the Globalization of Financial Markets: Bringing States Back In", *Review of International Political Economy* 2, no. 2, 1995: 315-341.
- Heller, Peter S., "Fiscal Policy Management in an Open Capital Regime", *IMF Working Paper* 97/20, 1997.
- Hirst, Paul et Grahame Thompson, *Globalization in Question*, Londres: Polity Press, 1996.
- Huber, Evelyne, Charles Ragin et John D. Stephens, "Social Democracy, Christian Democracy, Constitutional Structure, and the Welfare State", *American Journal of Sociology* 99, 1993: 711-749.
- Irwin, David, *Against the Tide: An Intellectual History of Free-Trade*, Princeton: Princeton University Press, 1996.

- Kahn, Mohsin S. et Carmen M. Reinhart, "Capital Flows in the APEC Region", *IMF Occasional Paper* 122, Washington, D.C.: IMF, 1995.
- Kapstein, Ethan B., *Governing the Global Economy: International Finance and the State*, Cambridge: Harvard University Press, 1994.
- Kapstein, Ethan B., "Workers and the World Economy", *Foreign Affairs* 75, no. 3, 1996: 16-37.
- Katzenstein, Peter J., *Small States in World Markets: Industrial Policy in Europe*, Ithaca: Cornell University Press, 1985.
- Keohane, Robert O. et Joseph Nye Jr., *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston: Little Brown, 1977.
- Keohane, Robert O. et Helen V. Milner (dirs.), *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Kindleberger, Charles P., *A Financial History of Western Europe*, Londres: Allen and Unwin, 1984.
- Kitschelt, Herbert, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press, 1994.
- Kool, Ruud et Dick Katz (dirs.), "Political Data Yearbook 1996", *European Journal of Political Research* 30, nos. 3-4, 1996: 259-492.
- Kool, Ruud et Peter Mair (dirs.), "Political Data Yearbook 1992, 1993, 1994, 1995", *European Journal of Political Research* 22, 24, 26, 28, 1992-1995.
- Krasner, Stephen D., "State Power and the Structure of International Trade", *World Politics* 28, no. 3, 1976: 317-347.
- Krugman, Paul, "Competitiveness: A Dangerous Obsession", *Foreign Affairs* 73, no. 2, 1994: 28-44.
- Krugman, Paul, *Pop Internationalism*, Cambridge: MIT Press, 1996.
- Kurzer, Paulette, "Unemployment in Open Economies: The Impact of Trade, Finance, and European Integration", *Comparative Political Studies* 24, no. 1, 1991: 3-30.
- Kurzer, Paulette, *Business and Banking: Political Change and Economic Integration in Europe*, Ithaca: Cornell University Press, 1993.
- Lawrence, Robert Z., *Single World, Divided Nations? International Trade and OECD Labor Markets*, Paris: OCDE, 1996.

- Leblang, David A., "Domestic and Systemic Determinants of Capital Controls in the Developed and Developing World", *International Studies Quarterly* 41, no. 2, 1997: 435-454.
- Lindbeck, Assar, *Swedish Economic Policy*, Berkeley: University of California Press, 1974.
- Lindbeck, Assar, "The Swedish Experiment", *Journal of Economic Literature* 35, no. 4, 1997: 1273.
- Mackenzie, Richard B. et Dwight R. Lee, *Quicksilver Capital: How the Rapid Movement of Wealth has Changed the World*, New York: The Free Press, 1991.
- Maddison, Angus, "Growth and Slow-Down in Advanced Capitalist Economies: Techniques of Quantitative Assessments", *Journal of Economic Literature* 25, no. 2, 1987: 649-698.
- Maddison, Angus, *L'économie mondiale au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris: OCDE, 1989.
- Mann, Michael, "Has Globalization Ended the Rise and Rise of the Nation-State?" , *Review of International Political Economy* 4, no. 3, 1997: 472-496.
- Martin, Hans Peter et Harald Schumann, *The Global Trap: Globalization and the Assault on Democracy and Prosperity*, New York: Zed Books, 1997.
- Mathieson, Donald J. et Liliana Rojas-Suarez, "Liberalization of the Capital Account: Experiences and Issues", *IMF Occasional Paper* 103, 1993.
- Midford, Paul, "International Trade and Domestic Politics: Improving on Rogowski's Model of Political Alignment", *International Organization* 47, no.4, 1993: 535-564.
- Milner, Helen V., *Resisting Protectionism: Global Industries and the Politics of International Trade*, Princeton: Princeton University Press, 1988.
- Mittelman, James H. (dir.), *Globalization: Critical Reflections*, Boulder: Lynne Rienner, 1996.
- Moses, Jonathon W., "Abdication from National Policy Autonomy: What's Left to Leave?", *Politics and Society* 22, no. 2, 1994: 125-148.
- Mundell, Robert, "The Appropriate Use of Monetary and Fiscal Policy for Internal and External Stability", *IMF Staff Papers* 9, 1962: 70-79.
- Mundell, Robert, "Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates", *Canadian Journal of Economics and Political Science* 29, no. 4, 1963: 475-485.

- Notermans, Ton, "The Abdication from National Policy Autonomy: Why the Macroeconomic Policy Regime has Become so Unfavorable to Labor", *Politics and Society* 21, no. 2, 1993: 133-167.
- Obstfeld, Maurice, "How Integrated Are World Capital Markets? Some New Tests", in G. Calvo, R. Findlay et J. de Macedo, *Debt, Stabilization and Development*, Oxford: Blackwell, 1989, pp. 134-155.
- Obstfeld, Maurice et Alan M. Taylor, "The Great Depression as a Watershed: International Capital Mobility in the Long Run", *NBER Working Paper* no. 5960, 1997.
- OCDE, *Perspectives Economiques de l'OCDE. Statistiques rétrospectives*, Paris: OCDE, années diverses.
- OCDE, *Tendances des marchés de capitaux* 57, 1994.
- OCDE, "La réforme de la réglementation dans le secteur des services financiers : où en sommes-nous ? Où allons-nous ?", *Tendances des marchés de capitaux* 67, 1997, pp. 68-69.
- OCDE, *Statistiques de la population active 1997*, Paris: OCDE, 1997.
- Oye, Kenneth, "The Sterling-Dollar-Franc Triangle: Monetary Diplomacy, 1929-1937", *World Politics* 38, no. 1, 1985: 173-199.
- Page, Benjamin I., "The End of Income Redistribution?", Texte présenté à la conférence "The Clinton Years in Perspective", Université de Montréal, 6-8 octobre 1996.
- Pauly, Louis W., "Capital Mobility, State Autonomy and Political Legitimacy", *Journal of International Affairs* 48, no. 2, 1995: 369-388.
- Pauly, Louis W., *Who Elected the Bankers? Surveillance and Control in the World Economy*, Ithaca: Cornell University Press, 1997.
- Polanyi, Karl, *La grande transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris: Gallimard, 1983.
- Porter, Tony, "Capital Mobility and Currency Markets: Can they Be Tamed?", *International Journal* 51, no. 4, 1996: 669-689.
- Quinn, Dennis P. et Carla Inclan, "The Origins of Financial Openness: A Study of Current and Capital Account Liberalization", *American Journal of Political Science* 41, no. 3, 1997: 771-813.

- Richardson, J. David, "Income Inequality and Trade: How to Think, What to Conclude", *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 33-55.
- Rodrik, Dani, "Why do More Open Economies Have Bigger Governments?", *NBER Working Paper* no. 5537, 1996.
- Rodrik, Dani, *Has Globalization Gone Too Far?*, Washington, D.C.: Institute for International Economics, 1997.
- Rogowski, Ronald, *Commerce and Coalitions: How Trade Affects Domestic Political Alignments*, Princeton: Princeton University Press, 1989.
- Ruggie, John Gerard, "International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order", *International Organization* 36, no. 2, 1982: 379-415.
- Ruggie, John Gerard, "Trade, Protectionism and the Future of Welfare Capitalism", *Journal of International Affairs* 48, no. 1, 1994: 1-11.
- Sachs, Jeffrey et Charles Wyplosz, "The Economic Consequences of President Mitterand", *Economic Policy* 2, no. 2, 1986: 266-322.
- Schadler, Susan, Maria Carkovic, Adam Bennett et Robert Kahn, "Recent Experiences with Surges in Capital Inflows", *IMF Occasional Paper* 108, Washington, D.C.: FMI, 1993.
- Scharpf, Fritz, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, Paris: Economica, 1990.
- Scholte, Jan Aart, "Global Capitalism and the State", *International Affairs* 73, no. 3, 1997: 427-452.
- Schmidt, Vivien A., "The New World Order Incorporated: The Rise of Business and the Decline of the Nation-State", *Daedalus* 124, no. 2, 1995: 75-106.
- Schwartz, Herman, "Small States in Big Trouble: State Reorganization in Australia, Denmark, New Zealand and Sweden in the 1980s", *World Politics* 46, no. 2, 1994: 534
- Shaw, Martin, "The State of Globalization: Toward a Theory of State Transformation", *Review of International Political Economy* 4, no. 3, 1997: 497-513.
- Simmons, Beth, *Who Adjusts? Domestic Sources of Foreign Economic Policy During the Interwar Years*, Princeton: Princeton University Press, 1994.

- Smeeding, Timothy M., Michael O'Higgins et Lee Rainwater (dirs.), *Poverty, Inequality, and Income Distribution in Comparative Perspective: The Luxembourg Income Study*, Washington D.C.: The Urban Institute Press, 1990.
- Sobel, Andrew C., *Domestic Choices, International Markets: Dismantling National Barriers and Liberalizing Security Markets*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1994.
- Solomon, Steven, *The Confidence Game: How Unelected Bankers are Governing the Changed World Economy*, New York: Simon and Schuster, 1995.
- Stephens, John D., "The Scandinavian Welfare States: Development and Crisis", Texte présenté au "World Congress on Sociology", Bielefeld, Allemagne, 18-23 juillet 1994: 21.
- Stephens, John D., Evelyne Huber et Leonard Ray, "The Welfare State in Hard Times", texte présenté à la rencontre annuelle de l'American Political Science Association, New York, 1-4 septembre 1994.
- Stolper, Wolfgang F. et Paul A. Samuelson, "Protection and Real Wages", *Review of Economic Studies* 9, no. 1, 1941: 58-73.
- Stopford, John et Susan Strange, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991.
- Strange, Susan, *Casino Capitalism*, Oxford: Blackwell, 1986.
- Strange, Susan, *States and Markets*, 2<sup>ème</sup> édition révisée, Londres: Pinter, 1994.
- Strange, Susan, "The Defective State", *Daedalus* 124, no. 2, 1995: 55-74.
- Strange, Susan, "Globaloney", *Review of International Political Economy* 5, no. 4, 1998: 704-720.
- Swank, Duane, "Funding the Welfare State: Globalization and the Taxation of Business in Advanced Market Economies", *Political Studies* 46, 1998: 671-692.
- Tanzi, Vito, *Taxation in an Integrated World*, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1995.
- Taylor, Alan M., "International Capital Mobility in History: The Saving-Investment Relationship", *NBER Working Paper* no. 5743, 1996.
- Turner, Philip, "Capital Flows in the 80s: A Survey of Major Trends", *BIS Economic Papers* no. 30, 1991.

- Underhill, Geoffrey R.D., "Markets Beyond Politics? The State and the Internationalisation of Financial Markets", *European Journal of Political Research* 19, no. 1, 1991: 197-225
- van Dormael, Armand, *Bretton Woods: Birth of a Monetary System*, Londres: MacMillan, 1978.
- Vipond, Peter A., "The Liberalisation of Capital Movements and Financial Services in the European Single Market: A Case Study in Regulation", *European Journal of Political Research* 19, no. 1, 1991: 227-244.
- Wallerstein, Michael et Adam Przeworski, "Capital Taxation with Open Borders", *Review of International Political Economy* 2, no. 2, 1995: 425-445.
- Waltz, Kenneth, *Theory of International Politics*, Reading: Addison-Wesley, 1979.
- Webb, Michael C., "International Economic Structures, Government Interests, and International Coordination of Macroeconomic Adjustment Policies", *International Organization* 41, no. 3, 1991: 309-342.
- Webb, Micheal C., *The Political Economy of Policy Coordination: International Adjustment Since 1945*, Ithaca: Cornell University Press, 1995.
- Nico Wilterdink, "Increasing Income Inequality and Wealth Concentration in the Prosperous Societies of the West", *Studies in Comparative International Development* 30, no. 3, 1995: 4.
- Woldendorp, Jaap, Hans Keman et Ian Budge (dirs.), "Special Issue: Political Data 1945-1990. Party Government in 20 Democracies", *European Journal of Political Research* 24, no. 1, 1993: 1-119.
- Wood, Adrian, *North-South Trade, Employment and Inequality: Changing Fortunes in a Skill Driven World*, Oxford: Clarendon Press, 1994.
- Wood, Adrian, "How Trade Hurt Unskilled Workers", *Journal of Economic Perspectives* 9, no. 3, 1995: 57-80.
- Wriston, Walter, "Technology and Sovereignty", *Foreign Affairs* 67, no. 2, 1998: 63-75.
- Zevin, Robert, "Are World Financial Markets more Open? If So, Why and With What Effects?", in Tariq Banuri et Juliet B. Schor (dirs.), *Financial Openness and National Autonomy: Opportunities and Constraints*, Oxford: Clarendon Press, 1992, pp. 43-84.

Site Internet:

Luxembourg Income Study, "LIS Comparative Income Statistics",  
<http://lissy.ceps.lu/IncStat.htm>.